

PARLEMENT

DE LA

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 2018-2019

6 DÉCEMBRE 2018

PROJET DE DÉCRET

RELATIF AU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION

RÉSUMÉ

Le présent projet de décret a pour objet d'adapter les missions du Service général de l'Inspection en vue de l'inscrire dans la réforme de la gouvernance de notre système scolaire préconisée par le Pacte pour un enseignement d'excellence.

Le Service général de l'Inspection est habilité à porter, sur les établissements et sur le système éducatif dans son ensemble, un regard distancié, objectif et synthétique.

Les membres du Service de l'Inspection doivent ainsi jouer un triple rôle :

- Ce sont des experts pédagogiques ;
- Ce sont les informateurs et conseillers des Ministres et du Gouvernement ;
- Ils doivent exercer aussi, lorsqu'un problème a été préalablement détecté, une mission de contrôle auprès du Gouvernement et du Parlement.

En réalité, la question que traite le présent projet de décret porte moins sur une modification des missions de l'Inspection que sur l'évolution du cadre dans lesquelles ces missions pourront s'exercer pour que les interventions de l'Inspection puissent se conjuguer harmonieusement avec la logique d'autonomie et de responsabilisation des établissements scolaires par rapport à des objectifs fixés, induite par le processus de contractualisation.

TABLE DES MATIÈRES

EXPOSÉ DES MOTIFS	5
COMMENTAIRE DES ARTICLES	8
PROJET DE DÉCRET RELATIF AU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION	29
TITRE I DU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION	29
CHAPITRE I Dispositions générales	29
CHAPITRE II Du Service général de l'Inspection	30
TITRE II DE L'ÉPREUVE D'ADMISSION ET DE LA FORMATION INITIALE DONNANT ACCÈS AUX FONCTIONS D'INSPECTEUR	42
CHAPITRE I De l'accès à l'épreuve d'admission à la formation initiale	42
CHAPITRE II De l'épreuve d'admission à la formation initiale	44
CHAPITRE III De la formation initiale	45
CHAPITRE IV De la certification donnant accès au stage à la fonction de promotion d'inspecteur	46
TITRE III Du statut des membres du personnel du Service général de l'Inspection	47
CHAPITRE I Dispositions générales	47
CHAPITRE II Des devoirs et incompatibilités	48
SECTION I Des devoirs	48
SECTION II Des incompatibilités	49
CHAPITRE III De l'accès aux fonctions de promotion d'inspecteur et d'Inspecteur coordonnateur	49
SECTION I De l'admission au stage à la fonction de promotion d'inspecteur	50
SECTION II De la désignation à titre provisoire à une fonction de promotion d'inspecteur .	53
SECTION III De la fonction de promotion Des Inspecteurs coordonnateurs au sein du Service général de l'Inspection	54
CHAPITRE IV Du mandat pour l'exercice des fonctions de promotion d'Inspecteur général et d'Inspecteur général coordonnateur.	56
SECTION I Procédure et conditions d'obtention du mandat	56
SECTION II Durée et exercice du mandat	58
SECTION III Échéance du mandat	59
CHAPITRE V De l'évaluation en cours de carrière des inspecteurs nommés à titre définitif	60
CHAPITRE VI De la formation en cours de carrière	60
CHAPITRE VII Des positions administratives	61
SECTION I Dispositions générales	61
SECTION II De l'activité de service	62
SECTION III De la non-activité	62
SECTION IV De la disponibilité	62
CHAPITRE VIII Du régime disciplinaire	62
SECTION I Des sanctions disciplinaires	63
SECTION II De la radiation des sanctions disciplinaires	64

CHAPITRE IX De la chambre de recours	64
CHAPITRE X De la suspension préventive : mesure administrative	65
CHAPITRE XI De la cessation des fonctions	68
TITRE IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATIVE, DISPOSITION ABROGATOIRE ET DISPOSITION FINALE	68
CHAPITRE I Dispositions transitoires	69
CHAPITRE II Dispositions modificatives	70
CHAPITRE III Disposition abrogatoire	72
CHAPITRE IV Disposition finale	72
ANNEXE AU DÉCRET RELATIF AU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION	73
AVANT-PROJET DE DÉCRET RELATIF AU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION	98
TITRE I DU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION	98
CHAPITRE I Dispositions générales	98
CHAPITRE II Du Service général de l'Inspection	99
TITRE II DE L'ÉPREUVE D'ADMISSION ET DE LA FORMATION INITIALE DONNANT ACCÈS AUX FONCTIONS D'INSPECTEUR	110
CHAPITRE I De l'accès à l'épreuve d'admission à la formation initiale	110
CHAPITRE II De l'épreuve d'admission à la formation initiale	112
CHAPITRE III De la formation initiale	113
CHAPITRE IV De la certification donnant accès au stage à la fonction de promotion d'inspecteur	114
TITRE III Du statut des membres du personnel du Service général de l'Inspection	115
CHAPITRE I Dispositions générales	115
CHAPITRE II Des devoirs et incompatibilités	115
SECTION I Des devoirs	115
SECTION II Des incompatibilités	116
CHAPITRE III De l'accès aux fonctions de promotion d'inspecteur et d'Inspecteur coordonnateur	117
SECTION I De l'admission au stage à la fonction de promotion d'inspecteur	117
SECTION II De la désignation à titre provisoire à une fonction de promotion d'inspecteur .	120
SECTION III De la fonction de promotion Des Inspecteurs coordonnateurs au sein du Service général de l'Inspection	121
CHAPITRE IV Du mandat pour l'exercice des fonctions de promotion d'Inspecteur général et d'Inspecteur général coordonnateur.	123
SECTION I Procédure et conditions d'obtention du mandat	123
SECTION II Durée et exercice du mandat	124
SECTION III Échéance du mandat	126
CHAPITRE V De l'évaluation en cours de carrière des inspecteurs nommés à titre définitif	126
CHAPITRE VI De la formation en cours de carrière	127
CHAPITRE VII Des positions administratives	128
SECTION I Dispositions générales	128

SECTION II De l'activité de service	128
SECTION III De la non-activité	128
SECTION IV De la disponibilité	128
CHAPITRE VIII Du régime disciplinaire	129
SECTION I Des sanctions disciplinaires	129
SECTION II De la radiation des sanctions disciplinaires	130
CHAPITRE IX De la chambre de recours	130
CHAPITRE X De la suspension préventive : mesure administrative	131
CHAPITRE XI De la cessation des fonctions	133
TITRE IV DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATIVE, DISPOSITION ABROGATOIRE ET DISPOSITION FINALE	134
CHAPITRE I Dispositions transitoires	134
CHAPITRE II Dispositions modificatives	135
CHAPITRE III Disposition abrogatoire	136
CHAPITRE IV Disposition finale	136
ANNEXE À L'AVANT-PROJET DE DÉCRET RELATIF AU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INS- PECTION	137
AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT	150

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent avant-projet de décret a pour objet de modifier et d'adapter les missions du Service général de l'Inspection en vue de l'inscrire dans la réforme de la gouvernance de notre système scolaire préconisée par le Pacte pour un enseignement d'excellence.

Le Pacte pour un enseignement d'excellence vise, en effet, une approche nouvelle du pilotage de notre système éducatif qui favorise l'implication et la responsabilisation de ses acteurs et, surtout, mise sur leurs compétences et leurs initiatives.

Une telle logique implique plus d'autonomie pour les acteurs et une confiance qui leur est accordée a priori, à charge pour eux de rendre des comptes sur les actions entreprises dans le respect des prescrits légaux.

Ainsi, chaque établissement scolaire établira son plan de pilotage, lequel aboutira, à l'issue d'une phase de contractualisation avec le représentant du pouvoir régulateur (délégué au contrat d'objectifs ou DCO, membre du Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres PMS), à un contrat d'objectifs. Par ce contrat d'objectifs, l'école s'engage, selon ses moyens et sa réalité, à contribuer à l'atteinte des objectifs d'amélioration du système éducatif. Il revient à l'école de choisir les stratégies les plus pertinentes en fonction de son environnement pour atteindre les objectifs qu'elle se fixe dans ce cadre et au DCO d'évaluer la mise en œuvre de ce contrat d'objectifs.

« Quant au Service Général de l'Inspection, il conserverait l'essentiel de ses missions, y compris le contrôle du niveau des études dans un cadre qui devra toutefois être redéfini en fonction de la dynamique de contractualisation... qui est en effet incompatible avec le maintien d'un contrôle systématique du niveau des études. Le nouveau service d'inspection comprendrait en particulier un service d'audit intervenant dans les établissements où des difficultés se posent. En tout état de cause, ce service d'audit doit rester indépendant des directions territoriales et des DCO. Il est exclu qu'un DCO soit à la fois co-contractant du plan de pilotage et auditeur du même établissement. L'audit doit matérialiser un « droit de regard » de l'administration centrale dans le cas d'établissements qui posent difficulté par rapport à la réalisation de leurs objectifs » (Groupe central - Avis n° 3 – p. 123)

Dans cette perspective, deux autres avant-projets de décrets suivent actuellement leur chemin législatif et devraient être adoptés prochainement par le Parlement :

— le premier définit le cadre de la contractualisa-

tion entre le pouvoir régulateur et les établissements scolaires. Ce nouveau cadre de contractualisation se concrétisera dès la rentrée scolaire 2018-2019.

— le second crée le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médicaux-sociaux et fixe le statut de directeur de zone (ou DZ) et de délégué au contrat d'objectifs.

Comme ces deux textes, le présent avant-projet de décret constitue donc un des piliers du nouveau pilotage du système éducatif ; il en est indissociable.

Ainsi, le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médicaux-sociaux est en prise directe avec les écoles dans le processus de contractualisation de leur plan de pilotage et lors de l'évaluation de la mise en œuvre de leur contrat d'objectifs.

Le Service général de l'Inspection est quant à lui habilité à porter, sur les établissements et sur le système éducatif dans son ensemble, un regard distancié, objectif et synthétique. Son action se justifie notamment par le caractère de quasi marché de notre enseignement qui conduit à une grande variabilité des contenus d'enseignement et une grande inéquité.

Les membres du Service de l'Inspection doivent ainsi jouer un triple rôle :

— Ce sont des experts pédagogiques. A ce titre, et c'est une nouvelle mission exigeant un changement de posture important dans leur chef, les inspecteurs mèneront des audits au sein d'établissements – globaux ou focalisés sur des aspects pédagogiques particuliers. L'Inspection peut, en effet, apporter le bénéfice d'une « lecture » externe et objective de l'établissement, en toute indépendance, tant vis-à-vis de l'établissement lui-même que vis-à-vis de son Pouvoir organisateur (notamment pour envoyer à celui-ci une évaluation la plus objective possible).

— Ce sont les informateurs et conseillers des Ministres et du Gouvernement. Ils vont évaluer, à la demande du Gouvernement ou des services du Gouvernement, les divers aspects pédagogiques de notre enseignement. Ainsi, au niveau du système éducatif, l'Inspection apporte aux décideurs une information sur l'état du système eu égard à ce qui est prescrit. Il s'agit, en quelque sorte, de cerner les avancées réalisées et celles qui restent à accomplir, à partir du travail effectué au niveau des établissements.

Ces informations sont, évidemment, à mettre en lien avec celles apportées notamment par les évaluations externes mais aussi avec celles que feront remonter globalement les DCO et les DZ.

- Ils doivent exercer aussi, lorsqu'un problème a été préalablement détecté, une mission de contrôle auprès du Gouvernement et du Parlement, en évaluant par exemple la façon dont les directives sont respectées.

En réalité, la question que traite le présent avant-projet de décret porte moins sur une modification des missions de l'Inspection que sur l'évolution du cadre dans lesquelles ces missions pourront s'exercer pour que les interventions de l'Inspection puissent se conjuguer harmonieusement avec la logique d'autonomie et de responsabilisation des établissements scolaires par rapport à des objectifs fixés, induite par le processus de contractualisation.

Le titre I du présent avant-projet de décret pose le cadre général. Comme ce sera le cas pour le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres PMS, les membres du Service général de l'Inspection resteront directement rattachés au Gouvernement en raison du statut particulier de leurs membres - ceux-ci continueront en effet à s'inscrire dans la carrière des enseignants et ne seront pas à proprement parler des agents de l'Administration.

Le travail respectif des DCO et des inspecteurs devra être étroitement articulé pour assurer leur bonne complémentarité. Pour ce faire, le Gouvernement peut déléguer son rôle de coordination au fonctionnaire en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif.

Le Service général de l'Inspection est dirigé par un Inspecteur général coordonnateur et se compose de cinq services qui ont des missions communes et spécifiques :

- 1° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique, dirigé par un Inspecteur général assisté de cinq Inspecteurs coordonnateurs, chargés de la coordination des missions de l'inspection au niveau de l'enseignement au sein du continuum pédagogique ;
- 2° Un Service de l'Inspection de secondaire de transition et de qualification, dirigé par un Inspecteur général assisté de deux Inspecteurs coordonnateurs, chargés de la coordination des missions de l'inspection au niveau de l'enseignement secondaire ordinaire ;
- 3° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement à distance, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau de l'enseignement de

promotion sociale et de l'enseignement à distance ;

- 4° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement Artistique, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau de l'enseignement artistique ;
- 5° Un Service de l'Inspection des Centres psychomédico-sociaux, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau des centres psycho-médico-sociaux.

Le chapitre II de ce titre premier définit précisément les missions de chacun des services et cadre les modalités d'exercice de celles-ci.

Nous citons ici succinctement les missions des trois services de l'enseignement obligatoire et du service de l'enseignement de promotion sociale et à distance/e-learning.

Cinq types de missions sont assignés à chacun de ces services. Ils auront à les assumer au regard de leurs spécificités :

- 1° Les missions d'audit (qu'il faut lire au regard des nouveaux articles 67 et 68 du décret « Missions » pour ce qui concerne l'enseignement obligatoire) ;
- 2° Les missions d'évaluation de la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques ou éducatifs (comme la CPU, l'encadrement différencié, etc.) ;
- 3° Les missions d'investigation et de contrôle spécifique (comme l'aptitude pédagogique d'un enseignant, le niveau des études, etc.) ;
- 4° Les missions d'expertise pédagogique (comme l'appui apporté à l'élaboration des épreuves certificatives externes ou des pistes didactiques pour ce qui concerne l'enseignement obligatoire ou la valorisation de l'expérience utile dans l'enseignement supérieur de promotion sociale, etc.) ;
- 5° Les missions dont les chargent les lois, décrets, arrêtés (comme c'est le cas, par exemple, d'un arrêté portant désignation des membres des Comités de lecture dans le cadre de l'écriture des compétences initiales et de la révision des socles de compétences).

Les missions 1 à 3 sont exercées dans le cadre d'un mandat clair et selon une méthodologie ou des modalités définies par le Gouvernement.

Dans tous les cas, l'inspecteur agit dans le respect de la liberté d'enseignement : il s'abstient de toute directive concernant les méthodes pédagogiques et respecte la liberté du Pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires pour ce qui concerne les établissements scolaires, et de toute directive concernant la méthodologie mise

en place pour atteindre les objectifs fixés dans le projet de centre et respecte la liberté du Pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires pour ce qui concerne les centres PMS.

Le titre II définit la formation initiale et la certification donnant accès aux fonctions de promotion d'inspecteur.

Parce que la fonction d'inspecteur nécessite à la fois des connaissances et des compétences de haut niveau d'une part, et un changement de posture important par rapport à la fonction initiale du candidat dès son entrée dans le Service général de l'Inspection d'autre part, le Gouvernement organise une formation initiale de 130 heures.

Les conditions d'accès à la formation initiale et à la certification sont également définies dans ce titre. Une sélection en deux grandes étapes est prévue. Premièrement, un examen d'admission aura lieu avant la formation initiale afin de réserver celle-ci, entièrement gratuite, aux candidats offrant les meilleures garanties de réussite. Deuxièmement, un classement sera opéré au terme de la formation initiale sur la base d'un examen certificatif qui permettra de désigner les meilleurs candidats et de constituer une réserve de recrutement. Une mesure transitoire est prévue puisque les inspecteurs faisant fonction qui auront été évalués favorablement par leur hiérarchie seront dispensés de l'examen d'admission à la formation initiale dans le mesure où ils auront déjà démontré disposer des compétences suffisantes pour être admissibles à une formation initiale.

Le titre III définit le statut des membres du personnel du Service général de l'Inspection. Parmi les nouveautés amenées par ce titre, il est à citer :

- le fait que parmi les 5 catégories de fonctions de promotion que peuvent exercer les membres du personnel du Service général de l'Inspection se trouve désormais celle d'inspecteur de cours de religion (ou de cours de morale non confessionnelle - qui était déjà prise en compte dans le décret du 8 mars 2007) ;
- l'introduction de la notion de code de déontologie applicable aux inspecteurs dans le chapitre consacré à leurs devoirs et incompatibilités ;
- l'organisation d'une formation d'insertion professionnelle de 160 heures, complémentaire à la formation initiale, ainsi qu'une formation en cours de carrière plus longue ;
- l'évaluation au cours et à l'issue du stage puis durant la carrière ;
- l'organisation de la formation en cours de carrière selon de nouvelles modalités.

Le titre IV traite des dispositions transitoires, modificatives, abrogatoires et finales.

Tout le dispositif est pensé avec un fil conducteur : le renforcement de l'efficacité de l'enseignement, de son équité et de son efficience. Il s'agit que le Service général de l'Inspection participe au renforcement du pouvoir régulateur, singulièrement dans ses missions de conception des standards éducatifs et d'évaluation et dans celles de diagnostics et d'audits.

Le Service général de l'Inspection a profondément changé de missions en 2007 et devra encore le faire dans le courant de l'année 2018-2019. Il convient de le faire évoluer rapidement mais de manière efficace et efficiente. Certaines missions sont retirées ou vont fortement diminuer mais les nouvelles missions - les audits - demandent beaucoup de temps, de ressources humaines et de nouvelles compétences à développer. Enfin, le Pacte va créer de nouveaux besoins (pour le tronc commun par exemple), qu'il conviendra d'anticiper au fur et à mesure de sa mise en œuvre.

Quant à « l'article 162 » du décret du 8 mars 2007 permettant l'accès à la nomination à un inspecteur faisant fonction au bout de dix années d'ancienneté de service, il sera abrogé à l'issue des trois ans suivant l'entrée en vigueur du présent avant-projet de décret ou, si elle intervient plus tôt, à la date de la publication du premier arrêté de nomination à titre définitif à la fonction d'inspecteur intervenant en exécution de la procédure de recrutement organisée en vertu du décret nouveau.

C'est donc dans l'esprit d'autonomie et de confiance accordée aux équipes éducatives des écoles d'une part, et d'attention maximale accordée à l'ensemble du système éducatif d'autre part, que le présent avant-projet de décret charge le Service général de l'Inspection de nouvelles missions, le décharge de certaines obligations et modifie les modalités selon lesquelles les inspecteurs exerceront dorénavant les missions dont ils sont déjà responsables à l'heure actuelle.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article premier

Cet article détermine le champ d'application du décret et définit certaines notions utiles.

Article 2

Cet article ne nécessite aucun commentaire.

Article 3

Le Service général de l'Inspection (SGI) est créé auprès du Gouvernement et est placé sous l'autorité d'un Inspecteur général coordonnateur. En effet, au vu du statut des inspecteurs qui fait de la fonction d'inspecteur une fonction de promotion au sein du personnel enseignant d'une part et des missions qui lui sont dévolues d'autre part, ce Service général demeure un corps distinct de l'Administration générale.

Cependant, dès lors que le SGI, à travers ses missions, est un des acteurs importants de la gouvernance du système éducatif, il importe de veiller à la cohérence des actions de tous les services qui y participent. Il est donc créé une Cellule intermédiaire de coordination chargée d'assurer un rôle de coordination entre le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres PMS (SGPE) et le SGI, d'une part, de même qu'entre ces 2 services généraux et la Direction des standards éducatifs et des évaluations et le Service général de l'analyse et de la prospective qui composent cette DGPSE, d'autre part. La Cellule intermédiaire de coordination est créée par l'article 146 du présent décret qui modifie l'article 61 du décret missions ; cet article 61 du décret missions est le 1^{er} article du chapitre VI, consacré au Pilotage.

Le SGI jouera donc un rôle central dans cette nouvelle forme de pilotage et ses missions seront diversifiées. Les inspecteurs sont les principaux experts pédagogiques au service du Gouvernement. A ce titre, ils seront amenés à participer à de multiples commissions et groupes de travail, notamment dans le cadre de l'élaboration des pistes didactiques ou des référentiels de savoirs et de compétences. Leur expertise sera également mise au service des établissements auprès desquels ils réaliseront des audits afin de les faire bénéficier d'une « lecture » externe et objective de leur situation. Les inspecteurs réaliseront aussi des missions

d'évaluation transversale du système éducatif sur des dispositifs pédagogiques spécifiques. Enfin, ils conserveront un rôle essentiel de contrôle, notamment en lien avec les conditions de subventionnement des établissements. L'efficacité de ce contrôle sera renforcé dans la mesure où il n'interviendra plus de manière systématique et a priori, mais uniquement lorsqu'un problème aura été préalablement détecté.

Dans ce cadre, le travail de l'Inspection s'inscrira dans une collaboration étroite avec un nouveau corps, celui des Délégués au contrat d'objectifs (DCO) et des Directeurs de zone (DZ). C'est en lien avec l'élaboration, le suivi et l'évaluation des plans de pilotage et les contrats d'objectifs que le Service général de l'Inspection sera appelé à intervenir pour réaliser un audit dans les établissements qui ne parviendraient pas à atteindre leurs objectifs.

Ainsi, tandis que le Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux (SGPE) est en prise directe avec les écoles dans le processus de contractualisation de leur plan de pilotage et lors de l'évaluation de la mise en œuvre de leur contrat d'objectifs, le SGI est quant à lui habilité à porter, sur les établissements et sur le système éducatif dans son ensemble, un regard distancié, objectif et synthétique. Leurs missions sont complémentaires et il importera qu'elles ne soient jamais en concurrence, ce qui serait stérile pour le système et pour les écoles.

Par ailleurs, conformément aux conclusions de l'avis n°3 du Pacte pour un Enseignement d'excellence, certaines missions actuellement assumées par l'Inspection en vertu du décret du 8 mars 2007 sont confiées aux DZ et DCO dans le cadre de la présente réorganisation du SGI. On peut notamment pointer la responsabilité de l'organisation des épreuves externes certificatives. Les DCO auront pour mission l'organisation matérielle de la passation et de la correction des épreuves, la présidence des jurys et la responsabilité de la fiabilité de l'encodage et du reporting des résultats des épreuves externes. Le SGI restera, quant à lui, le garant de la validité pédagogique des épreuves et le service auquel il convient de se référer pour toute question d'ordre pédagogique.

Le tableau suivant montre l'articulation entre les missions du SGI et celles du SGPE :

Missions / objets	Inspection	DCO / DZ
Audits à la demande du DZ ou PO	----- APD Inspection – art. 4, §1^{er} Réaliser un audit en lien avec DM, art 67, §8 • la C.I.C. valide la demande d’audit • la C.I.C. fixe la portée et les limites du mandat confié au SGI • L’IGC détermine le dispositif et la méthodologie spécifique Rédiger un diagnostic dans les 15 jours de la fin de la mission (+ recommandations) Si relevé d’un manquement substantiel : rapport distinct	DM - Art. 67, §6 : DCO analyse le plan de pilotage (PP), après concertation avec le PO/direction + équipe <u>péda.</u> etc. DCO valide si PP conforme - fait des recommandations en vue de modifier le PP – contractualisation en un contrat d’objectifs (CO) DM - Art. 67, §8, al.2 : Si refus ou incapacité à établir une plan de pilotage – possibilité pour le DZ ou pour le PO de <u>demande</u> un audit. ----- PD DZ-DCO – art. 5, §1^{er}, 4^o Le DZ analyse la demande d’audit et la transmet pour décision au DG de la DGPSE ----- DM - Art. 67, §8, al.2 : Sur la base des résultats de l’audit, l’école établit

		son plan de pilotage (PP), éventuellement en concertation avec le DCO (cfr art. précédents). DCO – suivi rapproché (annuel) DM - Art. 67, §9 : DCO évalue la mise en œuvre du CO – intermédiaire après 3 ans, finale après 6 ans. Evaluations motivées DM - Art. 67, §12, al.3 : Si évaluation intermédiaire de la mise en œuvre du CO ou si mauvaise volonté manifeste ou si incapacité - possibilité pour le DZ ou pour le PO de <u>demande</u>r un audit. Modalités de l'audit fixées par le Gyt. Sur la base des résultats de l'audit, le DZ peut approuver une modification du CO, après concertation entre DCO et PO/directeur DM - Art. 67, §13, al.1 : Si procédures §8, 9 ou 12 ne sont pas suivies d'effet – DZ • DZ envoie un recommandé au PO – ordre de modifier le CO dans les 30 jours. • assure le suivi du dossier entre le PO et le Gyt (voir §§ suivants) envoie un recommandé au PO
--	--	--

Audits des EEP	DM - Art. 68, §2 : Le SGI réalise un audit et établit un diagnostic des EEP Le Gyt définit les modalités de l'audit et du rapport + diagnostic. APD Inspection – art. 4, §1^{er} Réaliser un audit en lien avec DM, art 68, §2 • la C.I.C. valide la demande d'audit • la C.I.C. fixe la portée et les limites du mandat confié au SGI • L'IGC en concertation avec la C.I.C. détermine le dispositif et la méthodologie spécifique Rédiger un diagnostic dans les 15 jours de la fin de la mission (+ recommandations) Si relevé de la présomption d'un manquement substantiel : rapport distinct adressé au DG de la DGPSE ; -----	----- DM - Art. 68, §3 : Le DCO ou DZ • fixe les objectifs d'ajustement en tenant compte du diagnostic ; • propose supports ou ressources (liste arrêtée par Gyt) DM - Art. 68, §7: le DCO • analyse le dispositif d'ajustement (DA), après concertation avec le PO/direction + équipe péda. etc. (20 jours ouvrables scolaires) • valide si DA conforme - fait des recommandations en vue de modifier le DA – contractualisation en un protocole de collaboration (PC) DM - Art. 68, §8
----------------	--	---

		DCO – suivi rapproché (évaluation annuelle de la mise en œuvre du PC) DM - Art. 68, §10: Si refus ou incapacité à établir un DA ou qd évaluation annuelle du PC révèle mauvaise volonté ou incapacité : • DZ envoie un recommandé au PO – ordre de modifier le CO dans les 30 jours. • assure le suivi du dossier entre le PO et le Gyt (voir §§ suivants)
Missions d'évaluation	APD Inspection – art. 4, §2 Évaluation portant sur la mise en œuvre d'un dispositif péda ou éducatif. Ecole pas visée mais analyse du système éducatif. Modalités : • demande du Gyt ou proposition du SGI via la C.I.C. ; • la C.I.C. fixe la portée et les limites du mandat confié au SGI • L'IGC en concertation avec la C.I.C. détermine le dispositif et la méthodologie spécifique Rapport circonstancié pour le Gyt via la C.I.C. – 30 jours. Si relevé de la présomption d'un manquement substantiel : rapport distinct adressé au DG de la DGPSE ;	
Investigation et contrôle spécifiques	APD Inspection – art. 4, §3 A la demande du DG de la DGPSE au du DG de la DGEO si présomption de manquements substantiels relevés dans le cadre d'une mission § 1 ou 2 • Gyt fixe modalité et méthodologie générale • la C.I.C. fixe la portée et les limites du mandat confié au SGI • L'IGC en concertation avec la C.I.C. détermine le dispositif et la méthodologie spécifique Rapport circonstancié 30 jours	

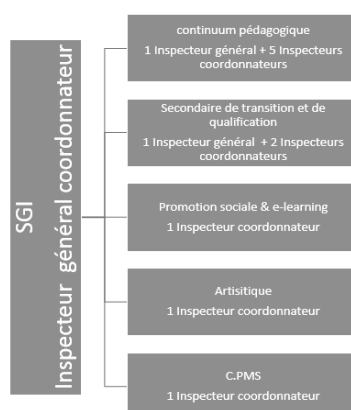
Aptitude pédagogique	APD Inspection – art. 4, §4 A la demande motivée du PO • DG de la DGPSE valide la demande de mission d'aptitude pédagogique; • la C.I.C. fixe la portée et les limites du mandat confié au SGI • L'IGC en concertation avec la C.I.C. détermine le dispositif et la méthodologie spécifique	
Missions d'expertise pédagogique	APD Inspection – art. 4, §5 - appui à • <u>Conception, analyse et exploitation des</u> ◦ Éva externe certifié et non certifié + pistes didactiques ◦ Outils d'évaluation	PD DZ-DCO – art. 6, §1^{er}, 4° (pour les DCO) • <u>Organisation</u> de la passation, de la correction et du jury externe de l'épreuve CEB + CE1D ou autres épreuves (confiées par le Gyt)
Autres missions	APD Inspection – art. 4, §6 • confiées par les lois	PD DZ-DCO – art. 5 (pour les DZ) • Confiées par les lois

* *

	• Analyse de la conformité des programmes • Participation aux groupes de travail (décrets, etc.) • Collaboration HE catégorie pédagogique • Avis (initiative ou demande) rendus au Gyt	• Gestion de la demande motivée d'un établissement en cas de désaccord entre un DCO et un établissement • Coordination inter-réseaux par zone • Participation aux groupes de travail (décrets, etc.) • Avis (initiative ou demande) rendus au Gyt PD DZ-DCO – art. 6 (pour les DCO) • Confiées par les lois • Participation aux groupes de travail (décrets, etc.) • Avis (initiative ou demande) rendus au Gyt
--	---	--

* *

Le SGI est composé de cinq services dont on peut schématiser la structure de la manière suivante :



* *
*

Il est important de noter que le Service de l'**Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique** recouvre désormais l'enseignement maternel, primaire et le 1^{er} degré du secondaire, correspondant ainsi à l'école du fondement et cela, tant pour l'enseignement ordinaire que pour l'enseignement spécialisé.

Trois logiques sont à l'origine de cette nouvelle structure du SGI qui doit se mettre en place progressivement et à tout le moins à partir de la procédure de recrutement visée à l'article 142 :

- d'une part, la cohérence à donner entre ce continuum pédagogique déjà inscrit dans le décret missions depuis 1997 et les services qui ont à l'observer, l'analyser, le contrôler ; il s'agit ici également de montrer que le SGI participe à cette cohérence ; celle-ci sera essentielle dans l'implémentation progressive du futur tronc commun ;
- d'autre part, la volonté du Pacte de renforcer l'intégration des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire en fusionnant les services de l'enseignement ordinaire et de l'enseignement spécialisé ; il s'agit ici de permettre aux inspecteurs issus de l'enseignement spécialisé de partager leurs compétences et leurs connaissances de ce secteur avec leurs collègues issus de l'enseignement ordinaire et réciproquement ;
- enfin, la consolidation des compétences du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique par l'intégration d'inspecteurs « disciplinaires », dont l'expertise sera utilement complémentaire à celle, majoritairement plus transversale, des inspecteurs issus de l'enseignement maternel et primaire et réciproquement.

Ce service sera quantitativement le plus important ; il est essentiel que les membres qui le composent soient bien encadrés. Il est dès lors prévu qu'un inspecteur général assume la responsabilité de l'ensemble des missions qui sont assignées à son service et que, sous son autorité, cinq Inspecteurs coordonnateurs pilotent chacune de celles-ci. Le rôle des Inspecteurs coordonnateurs, leur mode de recrutement, leur formation spécifique sont définis dans le présent décret.

Notons que dans le Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique, un des Inspecteurs coordonnateurs devrait garder le pilotage des missions plus spécifiquement réalisées dans l'enseignement spécialisé.

Par ailleurs, le nouveau service ciblé sur le secondaire sera dédié à l'observation, l'analyse et le

contrôle de l'enseignement de transition et de qualification, tant pour l'enseignement ordinaire que pour l'enseignement spécialisé de forme 4.

Ce Service de l'**Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification** devra notamment participer activement à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement qualifiant et y apporter toute son expertise. Il s'agira donc aussi pour lui d'amplifier, dans les limites des mandats qui lui seront assignés, les apports qu'il peut fournir à l'enseignement en alternance.

Il est prévu pour ce Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification, comme pour le Service l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique, qu'un Inspecteur général assume la responsabilité de l'ensemble des missions qui sont assignées à son service et que deux (et non cinq dans ce cas-ci) Inspecteurs coordonnateurs pilotent chacune de celles-ci en lien avec les compétences disciplinaires, plus caractéristiques de ce niveau d'enseignement.

Enfin, trois services spécifiques complètent le SGI : celui dédié à l'**enseignement de promotion sociale et à l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning**, celui de l'**enseignement artistique** et celui des centres psycho-médico-sociaux.

Les missions de chacun de ces cinq services, définies aux articles 4 à 7, sont articulées à partir des grands domaines communs :

- les missions d'audit qui portent un regard externe sur un établissement ou un centre ;
- les missions d'évaluation qui portent un regard externe sur des dispositifs mis en œuvre au niveau de l'ensemble du système éducatif ;
- les missions d'investigation et de contrôle spécifiques qui vérifient le respect des dispositions légales dans les établissements ou centres ;
- les missions d'appréciation des aptitudes pédagogiques des membres du personnel ;
- les missions d'expertise qui permettent que le système éducatif bénéficie des connaissances et des compétences des membres du personnel du SGI.

Dans les faits, les étapes de la mise en place de cette nouvelle structure devraient se dérouler selon le calendrier suivant :

- entre le 05/01/2020 et le 30/05/2020 : procédure d'admission au stage (recrutement dans le nouveau cadre et pour la nouvelle structure)

- entre le 01/09/2020 et le 20/12/2020 : formation initiale et mise en place de la nouvelle structure du SGI
- entre le 15/03/2021 et le 30/05/2021 : épreuve de certification donnant accès au stage
- à partir du 01-09-2021 – début du stage
- 31/08/2023 – fin du stage - nomination

Article 4

Cet article énumère les missions assignées aux deux Services d'Inspection de l'enseignement obligatoire : l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé.

Ces missions sont regroupées en 4 catégories, chacune d'elles faisant l'objet d'un paragraphe.

Les **premières, les missions d'audit d'un établissement**, sont totalement nouvelles. Elles nécessiteront une adaptation importante des pratiques de l'inspecteur-auditeur chargé de réaliser cette nouvelle mission. Il s'agira de l'accompagner par des formations adaptées. En effet, cette mission exige un changement de posture radical et surtout une expertise nouvelle. Il est donc prévu que les connaissances et compétences nécessaires à l'exercice de cette mission soient abordées dès la formation initiale, pour les candidats à la fonction d'inspecteur, puis dans la formation d'insertion professionnelle durant le stage et ensuite dans la formation en cours de carrière.

Il est également prévu que cette mission soit cadrée. Un audit peut être mené soit à la demande soit d'office :

- 1° L'audit est mené à la demande des Services du Gouvernement (demande du DCO via le directeur de zone - DZ) ou du pouvoir organisateur de l'école.

Cette demande peut être formulée dans deux cas :

- soit en cas de refus ou d'incapacité d'un établissement à établir son plan de pilotage ;
- soit à la suite d'une évaluation intermédiaire ou finale du contrat d'objectifs.

Dans ces deux cas, il revient à la Cellule intermédiaire de coordination d'analyser l'opportunité et la faisabilité de l'audit demandé. Nous sommes ici dans le cadre de l'application de l'article 67, §§ 8 et 12 du décret missions.

Dans ce cas, la Cellule intermédiaire de coordination se donne des critères objectifs et transparents pour valider ou non la demande formulée et il motive sa décision.

- 2° L'audit est mené d'office, en application du dispositif de l'article 68 du décret missions, dans les écoles identifiées comme étant en écart si-

gnificatif de performances à partir d'indicateurs arrêtés par le Gouvernement.

Dans les deux cas, l'audit est suivi d'un rapport de diagnostic réalisé par les inspecteurs-auditeurs du SGI. Le diagnostic permet d'appréhender, par une démarche compréhensive, les forces et faiblesses de l'établissement, d'identifier les éventuels dysfonctionnements et les risques avérés. Il en identifie les facteurs explicatifs et établit un ensemble de pistes et de recommandations permettant de réduire, voire de supprimer, les dysfonctionnements ou, s'il s'agit d'un audit réalisé dans le cadre de l'article 68, les écarts de performances retenus.

Il ne s'agit donc pas d'apport de solutions (qui reviennent aux Conseillers pédagogiques, directions, équipes pédagogiques et éducatives et sont soumises à la négociation avec le DCO) mais des pistes possibles d'amélioration – avis n° 3 du Pacte pour un Enseignement d'Excellence - p. 119.

La méthodologie générale de l'audit est définie par le Gouvernement. Il s'agit notamment de définir les principes fondamentaux pertinents du processus de l'audit en milieu scolaire (intégrité, objectivité, confidentialité, compétence), les champs potentiels à investiguer, les règles de conduite, les normes de comportement attendu, sa déontologie, ...

Un guide ou un vade-mecum de l'audit en milieu scolaire permettra à l'inspecteur-auditeur de réaliser sa mission selon une méthodologie générale commune à l'ensemble des missions.

Avant toute mission d'audit, la Cellule intermédiaire de coordination fixe les limites et la portée du mandat confié à l'Inspection. Cela vise la question de départ, les champs et les questions à investiguer. Le contenu du mandat se concentrera donc essentiellement sur l'objectif, l'objet et le périmètre de la mission. La Cellule intermédiaire de coordination précisera à cette occasion les limites à respecter pour que la mission d'audit s'articule adéquatement avec les missions des autres services dont elle coordonnera l'action, celles du Service général du Pilotage des Ecoles et des CPMS notamment. Elle s'assurera en particulier que l'audit s'intègre harmonieusement dans le système d'élaboration et de mise en œuvre des plans de pilotage/contrats d'objectifs ou des dispositifs d'ajustement/protocoles de collaboration.

Un audit nécessite toujours une approche complexe, de type systémique, requérant à la fois des compétences et connaissances générales portant tant sur les processus de l'audit que sur le milieu audité lui-même et ici, en milieu scolaire, il requiert aussi parfois des compétences spécifiques en fonction du profil de l'établissement audité ou des problématiques y rencontrées.

Il s'agira par exemple, que les auditeurs « gé-

néralistes » puissent s'entourer de « spécialistes » tout en restant maîtres et garants de la procédure.

Sur la base du mandat qui lui est confié, il revient donc à l'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, de fixer le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission sera exécutée, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination.

Ainsi, un audit réalisé dans l'enseignement spécialisé nécessite une approche spécifique selon le ou les types y organisés. Il est évident que l'école organisant le type 5 (école à l'hôpital) ne sera pas auditée selon la même méthodologie spécifique que l'école d'enseignement spécialisé organisant le type 8 ou l'école organisant l'enseignement primaire ordinaire.

Au-delà des processus généraux dont question ci-dessus, qui doivent être le cadre général de toutes les missions d'audit, il convient de tenir compte de la question posée au départ (que doit-on observer ?) et des principes de réalité du terrain, de ses spécificités. Le dispositif et la méthodologie doivent-ils être identiques pour un audit réalisé dans une école identifiée comme étant en écart significatif de performances et pour un audit réalisé à la demande du pouvoir organisateur qui se trouve dans l'incapacité d'élaborer son plan de pilotage ? Doivent-ils être identiques pour un établissement qui accueille 90 élèves et pour celui qui en accueille 1200 ? Ou encore pour un CEFA et une école d'enseignement maternel ?

Nous sommes ici dans une logique de moyens mis en œuvre en vue de l'atteinte d'un objectif. Le dispositif a une visée d'efficacité, d'optimisation des conditions de réalisation.

Le « dispositif et méthodologie spécifiques » répondra aux questions du type :

- Quelles actions seront-elles mises en place ?
- Par qui, par quelle équipe d'inspecteurs-auditeurs ?
- Qui sera le référent (le garant de la procédure) ?
- Combien de temps durera la procédure ?
- Quels types d'acteurs est-il prévu de rencontrer ?
- Etc.

Le mandat est donc constitué de trois éléments : l'établissement à auditer, la question de départ et les problématiques à investiguer.

La méthodologie générale, complétée d'un mandat clair, d'un dispositif et d'une méthodologie spécifiques sur la base desquels la mission

sera exécutée, permettront au SGI d'en communiquer, en toute transparence, les lignes directrices aux établissements audités, assurant ainsi aux membres du personnel et au pouvoir organisateur de l'établissement de connaître leurs droits et obligations dans ce cadre.

Dans les quinze jours du terme de leur mission d'audit, les auditeurs établissent un diagnostic qu'ils transmettent au directeur et au pouvoir organisateur de l'établissement à partir du rapport dont le modèle est fixé par le Gouvernement. Il est important que les acteurs qui ont vécu tout le processus de l'audit – et celui-ci peut courir sur plusieurs semaines – puissent se saisir rapidement des conclusions de ce regard extérieur. Par ailleurs, il s'agira que la méthodologie arrêtée par le Gouvernement définisse les délais maxima d'une mission d'audit et le moment à partir duquel il y est mis un terme.

Au cours d'une mission, et dans le cadre du mandat ainsi défini, une présomption de manquement substantiel pourrait être relevée et faire, par la suite, l'objet d'une autre mission, celle d'une investigation / un contrôle spécifique à la demande du Gouvernement ou du DG de la DGPSE ou encore du DG de la DGEO. La liste exhaustive de ces manquements substantiels potentiels est reprise au paragraphe 3.

La **deuxième** mission charge le Service général de l'Inspection de l'évaluation de la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques ou éducatifs au sein de l'ensemble du système scolaire. Il ne s'agit plus ici de viser un établissement spécifique, mais d'observer en quoi et comment la mise en œuvre d'une législation poursuit ou non les objectifs visés. Ainsi, l'Inspection pourrait-elle être, par exemple, chargée d'observer la mise en œuvre et l'impact de dispositifs tels que l'accueil des primo-arrivants au sein des structures DASPA, les aménagements raisonnables, le travail collaboratif, les problématiques liées aux apprentissages (par exemple l'apprentissage de la lecture ou la transition primaire-secondaire en mathématiques...) ou touchant à des sujets sensibles comme la prise en compte des difficultés rencontrées par les élèves, etc.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe les limites et la portée du mandat confié à l'Inspection. Cela vise la question de départ, les champs et les questions à investiguer. Le contenu du mandat se concentrera essentiellement sur l'objectif, l'objet et le périmètre de la mission. La Cellule intermédiaire de coordination précisera à cette occasion les limites à respecter pour que la mission d'évaluation s'articule adéquatement avec les missions des autres services dont elle coordonnera l'action, celles du Service général du Pilotage des Ecoles et des CPMS notamment. Elle s'assurera en particulier que la mission d'évaluation s'intègre harmonieusement dans le système d'élaboration et de mise en œuvre des

plans de pilotage/contrats d'objectifs ou des dispositifs d'ajustement/protocoles de collaboration. Cela pourra par exemple amener la Cellule intermédiaire de coordination à préciser que la mission d'évaluation ne pourra pas être menée dans les écoles qui sont en phase d'élaboration ou d'évaluation de leur plan de pilotage.

Comme pour les missions d'audit, il revient ensuite à l'Inspecteur général coordonnateur de proposer, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, par quel dispositif et par quelle méthodologie la mission sera réalisée.

La Cellule intermédiaire de coordination vaudra cette proposition et définira ainsi la portée et les limites du mandat confié à l'Inspection. Le mandat de chaque mission doit en effet être sans équivoque.

Comme lors des missions d'audit, si une présomption de manquement substantiel devait être observée au cours d'une mission d'évaluation, il revient à l'inspecteur de la consigner dans un rapport et de transmettre de rapport via sa hiérarchie au DG de la DGPSE. Ce manquement pourra dès lors faire, par la suite, l'objet d'une autre mission, celle d'une investigation / un contrôle spécifique à la demande du Gouvernement ou du DG de la DGPSE ou encore du DG de la DGEO.

La **troisième mission** charge les inspecteurs d'investigations et de contrôles spécifiques de deux types qui font l'objet de deux paragraphes distincts.

- D'une part, les investigations et les contrôles exécutés à la demande du Gouvernement ou du DG de la DGPSE à la suite d'un rapport faisant état de la présomption d'un manquement substantiel dans le cadre de l'exécution du mandat d'un audit ou d'une mission d'évaluation.

Il ne s'agit donc plus que des contrôles ou investigations soient réalisés a priori. Désormais, ils ne peuvent être exécutés que dans le cadre d'un mandat qui sera donné au SGI, à la demande du Gouvernement ou du DG de la DGPSE ou du DG de la DGEO. C'est ainsi également que dès lors que l'Administrateur général de l'Enseignement est informé de la présomption d'un manquement substantiel, il intervient en tant que supérieur hiérarchique pour formuler une demande d'audit.

Le Service général de l'Inspection exécute cette mission sur la base des modalités et de la méthodologie générale arrêtées par le Gouvernement. Suivant les mêmes principes que ceux définis ci-dessus pour les autres missions de l'Inspection visées précitée, il revient à l'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la cellule intermédiaire de concertation, de préciser le dispositif et la méthodologie spécifique à partir desquels le SGI exécutera la mis-

sion. La portée et les limites du mandat auront été préalablement définies par la cellule intermédiaire de coordination, élargie s'il échet au DG de la DGEO. Cette cellule intermédiaire de concertation, qui doit par ailleurs fixer son règlement d'ordre intérieur, peut, si elle l'estime important, favoriser la rapidité de traitement de ces missions spécifiques par des modalités de concertation par voie électronique.

- D'autre part, le contrôle de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative d'un établissement scolaire. Ce contrôle, évalué au regard du respect des référentiels communs à l'ensemble des réseaux et du programme que le membre du personnel est tenu de respecter, est réalisé à la suite d'une demande motivée par le pouvoir organisateur concerné. Il s'agit ici que le pouvoir organisateur, avant de faire appel à cette mission de contrôle, ait effectué toutes les démarches internes nécessaires. Il est évident que les droits du membre du personnel doivent être strictement respectés.

Le **quatrième type de mission** confiée à l'Inspection, celle d'**expertise pédagogique**, demande à l'Inspection de poursuivre sa participation active dans les travaux de conception des évaluations externes et du suivi didactique de celles-ci. L'Inspection conserve par ailleurs son rôle d'appui, et d'expert pédagogique, dans la correction des épreuves tandis que l'organisationnel de ces épreuves est désormais confié aux DCO.

Enfin, les Services de l'Inspection poursuivent aussi les missions qu'ils exercent auprès des groupes de travail chargés d'analyser les programmes d'études, d'élaborer les différents référentiels, etc. Il s'agit là de la cinquième mission confiée à l'Inspection

Le septième paragraphe confirme que la plupart de ces missions nécessitent un travail de collaboration entre plusieurs inspecteurs de manière à ce qu'une complémentarité des compétences offre la meilleure pertinence et efficacité dans leur réalisation.

Les inspecteurs ne sont donc pas confinés dans une discipline ou une spécialité. Par exemple, un inspecteur de centres PMS pourrait être amené à participer à un audit dans un établissement scolaire.

Par contre, cette complémentarité essentielle à la bonne réalisation d'une mission ne peut jamais aboutir à ce qu'au moment où un audit est mené dans un établissement, un inspecteur procède également soit à une mission d'évaluation soit à une mission d'investigation et de contrôle spécifique dans le même établissement.

Article 5

L'enseignement de promotion sociale et l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning accueillent un public particulier en reprise d'études ou en raccrochage scolaire. Ces deux formes d'enseignement mettent en œuvre des dispositifs pédagogiques et éducatifs particuliers qui nécessitent une approche spécifique dans le cadre des missions du Service d'Inspection qui y est associé.

L'article 5 détaille donc les spécificités des missions du Service d'Inspection de l'Enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning.

Il convient notamment de mettre en évidence que l'enseignement de promotion sociale est régi par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. C'est un enseignement orienté vers les adultes en reprise d'études et organisant des sections et unités d'enseignement allant du niveau secondaire inférieur jusqu'à l'enseignement supérieur de type long. Il délivre des titres correspondant à ceux délivrés par l'enseignement secondaire de plein exercice, y compris le certificat d'études de base, le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré, les certificats de qualification délivrés au terme des deuxième et troisième degrés, le certificat d'enseignement secondaire supérieur ainsi que des titres spécifiques et des grades académiques de bachelier ou de master. Par sa modularité, il permet des parcours individualisés, adaptés au rythme des apprenants, qui s'inscrivent dans une dynamique de formation tout au long de la vie.

Le paragraphe 1er vise à donner la possibilité aux Services du Gouvernement ainsi qu'aux pouvoirs organisateurs de demander une **mission d'audit** au sein d'établissements de l'enseignement de promotion sociale sur base d'objectifs généraux fixés par le pouvoir régulateur.

Une habilitation est donnée au Gouvernement afin de fixer les modalités et la méthodologie sur la base desquelles les missions d'audit sont exécutées. La Cellule intermédiaire de coordination définit quant à elle la portée et les limites du mandat confié au Service d'Inspection dans le cadre ces missions.

Ici aussi, la présomption d'un manquement substantiel relevé au cours d'une mission d'audit pourrait faire l'objet d'une mission d'investigation et de contrôle à la demande du Gouvernement ou du DG de la DGPSE.

Le paragraphe 2 charge l'Inspection des **missions d'évaluation** portant sur les dispositifs pédagogiques ou éducatifs au sein de l'enseignement de promotion sociale.

Celles-ci peuvent, par exemple, porter sur des dispositifs comme le plan d'accompagnement des

étudiants qui vise à assurer à un public en reprise d'études une aide à la réussite, un suivi pédagogique, une valorisation des acquis et une orientation suite à l'identification de difficultés d'apprentissage. En outre, eu égard aux caractéristiques de ce public adulte, l'inspection peut évaluer l'application des dossiers pédagogiques, qui garantissent la mobilité des étudiants ainsi que les unités d'enseignement organisées en e-learning pour répondre aux besoins d'un parcours d'apprentissage plus adapté et soutenir l'évolution des étudiants dans une société du numérique. Enfin, l'enseignement de promotion sociale étant un acteur majeur de l'apprentissage tout au long de la vie, des conventions de valorisation ont été conclues avec des organismes de formation afin de faciliter les parcours de vie. Le SGI en évalue le respect au niveau des dossiers pédagogiques.

D'autres dispositifs sont aussi à envisager comme l'enseignement inclusif, l'information aux étudiants, la valorisation des acquis, la prévention des discriminations, les ressources didactiques...

Ces missions d'évaluation sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du SGI, par la voie de la Cellule intermédiaire de coordination.

Il faut noter qu'avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe les limites et la portée du mandat confié à l'Inspection. Il revient ensuite, comme pour les missions d'audit, à l'Inspecteur général coordonnateur de proposer, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, par quel dispositif et par quelle méthodologie la mission sera réalisée.

La Cellule intermédiaire de coordination validera cette proposition et définira ainsi le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission confiée à l'Inspection sera concrètement exécutée. Le mandat de chaque mission doit en effet être sans équivoque.

La présomption d'un manquement substantiel relevé au cours d'une mission d'évaluation pourrait ensuite faire l'objet d'une mission d'investigation et de contrôle à la demande du Gouvernement ou du DG de la DGPSE.

Le paragraphe 3 précise que le Service d'Inspection pourra mener des **missions d'évaluation** portant sur la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques en e-learning spécifiques à l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning.

L'objectif visé étant de pouvoir remettre un rapport global à la Cellule intermédiaire de coordination sur les dispositifs pédagogiques mis en œuvre dans cette forme d'enseignement.

Des apprenants de tout âge peuvent s'inscrire à tout moment au sein de l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning

et ce, pour des motivations diverses : préparation aux épreuves du Jury de la Communauté française et aux épreuves externes organisées par la Communauté française, remédiation de lacunes en français, en mathématique, en langue étrangère, etc. Il est important qu'un état des lieux puisse être réalisé à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du SGI.

Les paragraphes 4 à 7 chargent les inspecteurs d'une **mission d'investigation et de contrôle spécifiques** de deux types, respectivement pour l'enseignement de promotion sociale ou pour l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning.

D'une part les investigations et les contrôles exécutés à la demande du Gouvernement ou du DG de la DG du Pilotage du Système Educatif ou encore du DG de la DGENORS soit à la suite d'un rapport faisant état de la présomption d'un manquement substantiel dans le cadre de l'exécution du mandat d'un audit ou d'une mission d'évaluation, soit portant sur le niveau des études en référence aux dossiers pédagogiques et, là où ceux-ci n'existent pas, en référence aux programmes fixés ou approuvés par le Gouvernement, lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré et qui nécessite un diagnostic externe objectif.

Il ne s'agit donc plus que des contrôles ou investigations soient réalisés a priori. Désormais, ils ne peuvent être exécutés que dans le cadre d'un mandat qui sera donné au SGI, à la demande du Gouvernement ou du DG du Pilotage du Système Educatif. C'est ainsi également que dès lors que l'Administrateur général de l'Enseignement est informé de la présomption d'un manquement substantiel ou, pour ce qui concerne le niveau des études, d'une faiblesse ou d'un enjeu particulier, il intervient en tant que supérieur hiérarchique pour formuler une demande d'investigation et de contrôles spécifiques.

Le SGI exécute cette mission suivant les mêmes principes que ceux définis ci-dessus pour les autres missions de l'Inspection : ici, c'est la cellule intermédiaire de coordination, élargie le cas échéant au fonctionnaire général concerné qui fixe les limites et la portée du mandat confié à l'Inspection. Il revient ensuite à l'Inspecteur général coordonnateur de proposer, en concertation avec la cellule intermédiaire de coordination, par quel dispositif et par quelle méthodologie la mission sera réalisée.

D'autre part le contrôle de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative d'un établissement scolaire. Ce contrôle, évalué au regard du respect des référentiels communs à l'ensemble des réseaux et du programme que le membre du personnel est tenu de respecter, est réalisé à la suite d'une demande motivée par le pouvoir organisateur concerné. Si le pouvoir organisateur n'est pas d'accord avec la décision du DG

de la DGPSE, il peut introduire un recours auprès du Ministre compétent. Il s'agit ici que le pouvoir organisateur, avant de demander cette mission de contrôle, ait effectué toutes les démarches internes nécessaires. Il est évident que les droits du membre du personnel doivent être strictement respectés.

L'analyse de ce qui est considéré comme un manquement substantiel se fait au regard des dispositions énumérées au sein du paragraphe 4.

Le Gouvernement fixe les modalités et la méthodologie de ces missions en garantissant les droits de la défense.

Bien que l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning ne délivre pas de certification, il convient, comme le prévoit le paragraphe 5, d'assurer le niveau des études des modules mis en ligne sur la plateforme de l'enseignement à distance ainsi que d'assurer la qualité de l'accompagnement exercé par les enseignants ou des experts de l'enseignement à distance de la Communauté française.

Le paragraphe 8 précise des missions d'expertise pédagogique dans le cadre de la remise d'avis assignées à ce Service d'Inspection.

Dans le cadre de l'application du décret relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif, le Service peut être sollicité par le Conseil des études pour obtenir un avis sur les aménagements raisonnables de type pédagogique sollicités.

Souhaitant promouvoir l'aide à la réussite des étudiants, développer la qualité de l'enseignement et faciliter la transition numérique, l'enseignement de promotion sociale est amené à développer le partage de ressources pédagogiques et de bonnes pratiques pédagogiques, de modules de cours en e-learning, via la plateforme de l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning. Dans cette perspective, le Service de l'Inspection peut être appelé à remettre un avis.

Le paragraphe 9 énumère des missions transversales dont le Service d'Inspection est en charge.

Enfin le paragraphe 10 explique que les missions détaillées dans cet article sont assurées de manière complémentaire, précise sur quoi les inspecteurs peuvent fonder leurs appréciations et énonce les organes auxquels ils peuvent faire appel afin de récolter des données quantitatives utiles à l'investigation.

Article 6

L'article 6 détaille les spécificités des missions du Service d'Inspection de l'enseignement artistique.

Concrètement, les missions dont est chargé le Service d'Inspection de l'enseignement artistique sont globalement du même type que celles dévolues au Service de l'Inspection de l'enseignement

de promotion sociale si ce n'est qu'il n'y a pas de mission d'audit dans ce cas, notamment parce qu'à ce jour il n'existe pas de référentiel communs, ce qui ne permet pas d'avoir base commune.

Pour le surplus, il est renvoyé mutatis mutandis au commentaire de l'article 4.

Article 7

L'article 7 détaille les spécificités des missions du Service d'Inspection des centres psychomédico-sociaux.

Nous retrouvons le même type de missions que celles dévolues aux Services de l'Inspection de l'enseignement obligatoire, adaptées bien sûr à la réalité et aux missions prioritaires des centres.

Pour le surplus, il est renvoyé mutatis mutandis au commentaire de l'article 4.

Article 8

Cet article rappelle qu'au-delà de ses missions, l'inspecteur peut agir par voie de recommandations mais il doit le faire notamment dans le respect de la liberté des méthodes pédagogiques du pouvoir organisateur dans l'enseignement, et dans la liberté de la méthodologie du pouvoir organisateur dans les centres PMS.

Article 9

Au sein du Service général de l'Inspection, les fonctions pouvant être exercées sont celles d'inspecteur, d'Inspecteur coordonnateur, d'Inspecteur général et d'Inspecteur général coordonnateur.

Les fonctions d'inspecteur sont déclinées par discipline voire par niveau d'enseignement dans l'annexe Ire du présent décret. Dans ce tableau, au regard de chaque fonction ainsi déclinée, sont définies les fonctions initiales que doit avoir exercé le candidat pour pouvoir postuler la fonction.

En fixant le nombre de fonctions par discipline et par catégorie de membres du personnel du SGI, le Gouvernement arrête le cadre du Service.

Les fonctions d'inspecteur sont exercées soit à titre définitif soit en vertu d'une désignation à titre provisoire. La fonction d'Inspecteur coordonnateur est une fonction de promotion au sein même du SGI et celles d'Inspecteur général et d'Inspecteur général coordonnateur sont conférées par mandat.

Pour le surplus, il est renvoyé au commentaire des articles repris au Titre III.

Article 10

Il revient à l'Inspecteur général coordonnateur, après avoir consulté les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs coordonnateurs, de déterminer pour chaque inspecteur une éventuelle spécialisa-

tion au regard des missions dévolues au Service voire au regard d'une zone géographique.

Il s'agit surtout ici de permettre que les missions qui nécessitent une spécialisation, et parfois une formation spécifique, puissent être réalisées avec toutes les compétences requises. Ainsi, certains inspecteurs pourraient, par exemple, être désignés comme référents des audits : ils seraient, sur le terrain, les garants - sous l'autorité hiérarchique de l'Inspecteur coordonnateur - de la bonne exécution du mandat ainsi que du dispositif et de la méthodologie

Il revient aussi à l'Inspecteur général coordonnateur, toujours en bonne entente avec les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs coordonnateurs, de favoriser la « porosité » entre les différents services de manière à ce qu'une mission bénéficie de toutes les compétences complémentaires nécessaires.

Cette disposition précise également qu'un inspecteur qui aurait participé à l'audit d'une école ou à une évaluation dont une part importante portait sur un établissement en particulier ne peut être chargé d'y exécuter une mission d'investigation ou de contrôle durant toute la période couverte par un plan de pilotage/contrat d'objectifs.

Article 11

Comme signalé dans le paragraphe 1er, des réunions régulières doivent être organisées au sein du SGI afin de vérifier l'effectivité et la qualité des missions, d'assurer l'efficacité générale du Service, de veiller à la cohérence des actions et de contrôler le respect des mandats sur la base desquels les missions sont effectuées.

Le paragraphe 2 de l'article prévoit l'établissement de divers bilans d'activités. Les bilans ainsi rédigés permettront à l'Inspecteur général coordonnateur d'établir, au moins tous les deux ans, un bilan de synthèse des activités du Service, qu'il transmettra au Gouvernement via le DG du Pilotage du Système Educatif.

Par ailleurs, un rapport sur l'état général du système éducatif sera rédigé annuellement, sur la base des éléments collectés au cours des différentes missions, par l'Inspecteur général coordonnateur, et transmis au Gouvernement par la même voie.

Article 12

Cette disposition fixe les conditions préalables pour pouvoir prétendre participer à la formation initiale et à l'épreuve de certification dont la réussite est requise pour pouvoir accéder au stage à la fonction de promotion d'inspecteur. Avant toute chose, le candidat devra présenter une épreuve d'admission lui permettant, en cas de réussite, de suivre une formation initiale qui comprend plusieurs volets. Plus tard, à l'issue de cette forma-

tion, il devra réussir une épreuve de certification qui est, en grande partie, liée aux apprentissages de la formation initiale.

Notons qu'un candidat peut, s'il répond aux conditions requises pour ce faire, postuler plusieurs fonctions différentes au sein du SGI.

La formation initiale sera organisée en fonction des nécessités du SGI. Ainsi, il devra être proposé au Gouvernement d'organiser une épreuve d'admission et une formation initiale dès lors que la réserve de candidats porteurs d'une attestation valide de réussite de la formation concernée s'avère insuffisante en vue de garantir les besoins du Service général pour remplir ses missions et assurer le bon déroulement d'une future procédure d'admission au stage.

Il appartiendra à l'Inspecteur général coordonnateur d'assurer un suivi et d'anticiper un éventuel épuisement des réserves de recrutement.

Article 13

Cette disposition énonce les conditions auxquelles le membre du personnel doit satisfaire afin de pouvoir participer à l'épreuve de sélection préalable à la formation initiale et à la certification donnant accès au stage d'inspecteur.

A partir de 2023, les conditions s'élargissent aux personnes qui ne sont pas nommées dans l'enseignement. Il est en effet important de permettre à des personnes qui ont une expérience dans et avec l'enseignement de rejoindre le SGI et ainsi de faire bénéficier ce dernier de compétences quelque peu différentes de celles qui composent le Service actuellement. La mesure vise notamment des personnes qui se sont investies dans la recherche pédagogique, dans la formation, dans les milieux associatifs, ... Elles doivent avoir enseigné ou travaillé dans une école pendant le temps requis par l'art. 13, § 1er, 8° - soit 10 ans de service et 6 ans de fonction – mais ne doivent pas y être nommées. La disposition fixe toutes les conditions spécifiques auxquelles ces candidats doivent satisfaire.

Ces conditions doivent être remplies au moment de l'introduction de la demande de participation à l'épreuve d'admission et doivent continuer à être remplies tout au long de la formation initiale.

Le membre du personnel qui, au cours de ce processus, ne remplirait plus l'ensemble des conditions requises en vertu de l'article 13, § 1er, ne serait plus autorisé à poursuivre sa formation et à passer l'épreuve de certification visant à obtenir l'attestation de réussite.

Articles 14 à 16

Ces dispositions précisent quels sont les services admissibles pour le calcul de l'ancienneté de service de 10 ans requise pour pouvoir s'inscrire

à l'épreuve d'admission préalable à la formation initiale certifiée donnant accès à la fonction d'inspecteur, et déterminent le mode de calcul de ces services admissibles.

Article 17

Cette disposition définit les modalités de la première des étapes permettant l'accès à la fonction de promotion d'inspecteur.

L'objectif est de n'engager dans une formation initiale que des candidats qui offrent des garanties élémentaires de réussite.

Ainsi, pour pouvoir suivre la formation initiale, chaque candidat présente une épreuve d'admission organisée par le Gouvernement.

Le Gouvernement aura déterminé le profil de compétences attendu de la part du candidat avant la formation initiale : quelles sont les compétences spécifiques (les savoirs) et techniques (savoir-faire) génériques et comportementales (savoir-être) requises avant même que le candidat à la fonction de promotion d'inspecteur ait suivi la formation initiale ?

Ce profil de compétences sera le référentiel sur la base duquel l'épreuve sera conçue et évaluée : il ne comprendra dès lors que les seules compétences mesurées à ce stade de la procédure.

Le Gouvernement déterminera en fait deux profils de compétences :

- 1° celui qui est attendu du candidat au moment où il présente l'épreuve d'admission conditionnant l'accès à la formation initiale (le présent article) ;
- 2° celui qui est attendu de l'inspecteur nommé (article 33).

L'épreuve d'admission comprend deux parties successives.

La première partie, écrite, consiste en un questionnaire à choix multiples mesurant essentiellement les compétences spécifiques et techniques tandis que la partie orale qui s'ensuivra mesurera essentiellement les compétences génériques et comportementales.

La réussite de la partie écrite, fixée à 60 %, conditionne l'accès à la seconde partie de l'épreuve : l'oral.

L'écrit permet de ne retenir que les candidats démontrant notamment une connaissance suffisante du système éducatif et une capacité de raisonnement adéquate dans des domaines circonscrits pour poursuivre l'épreuve oralement devant un jury.

Article 18

Le jury de l'épreuve d'admission, dont la composition est définie à l'article suivant, est donc chargé d'auditionner et de noter, pour la partie orale de l'épreuve, les candidats ayant réussi l'épreuve écrite.

Il est ensuite chargé de classer les candidats qui ont obtenu 60 % des points au moins au total des deux épreuves.

Ce classement est réalisé séparément pour chacune des fonctions pour lesquelles des postes ont été déclarés à pourvoir et pour lesquelles le Gouvernement a dès lors lancé un appel à candidatures sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur.

Seuls les premiers du classement seront retenus et invités à suivre la formation initiale.

Pour connaître le nombre de candidats retenus par fonction, il convient de multiplier par trois le nombre d'inspecteurs de la même fonction pour lesquels le Gouvernement aura lancé un appel à candidatures au regard du cadre qu'il a par ailleurs fixé en vertu de l'article 9, alinéa 2.

Ainsi, si, dans ce cadre, l'appel à candidatures porte sur deux inspecteurs des cours de français dans l'enseignement secondaire de transition et de qualification, le jury retiendra, pour ce classement-là, les six meilleurs des candidats qui ont indiqué qu'ils postulaient cette fonction et qui ont obtenu au moins 60% des points au total des deux épreuves.

Cette disposition permet légitimement de tenir compte de l'expérience professionnelle accumulée par les inspecteurs « faisant fonction » et de leurs compétences ainsi développées au sein du SGI.

Par contre, dès l'instant où la liste des candidats retenus est multipliée par trois pour chacune des fonctions pour lesquelles le Gouvernement lance une procédure de recrutement, les inspecteurs « faisant fonction » auront, par la suite, à suivre comme tous les candidats, tout le processus allant de la formation initiale à la nomination.

La mesure transitoire permet de facto à tous les inspecteurs « faisant fonction » de participer à la formation initiale sans autre condition que celle d'introduire la candidature visée à l'article 12.

Articles 19 et 20

Ces dispositions ne nécessitent aucun commentaire.

Articles 21 et 22

Ces dispositions traitent de la deuxième étape préalable à l'admission au stage énoncée à l'article 13 : le suivi d'une formation initiale à laquelle ne peuvent participer que les candidats sélectionnés.

La formation initiale constitue la première étape d'un processus continu de formation et vise à l'acquisition de connaissances, d'aptitudes et d'attitudes de base nécessaires à l'entrée en stage (compétences de base).

Cette formation continue comprend trois volets. Le paragraphe 1er de l'article 22 fixe le nombre minimum d'heures que doit comporter la formation initiale, tant au niveau global qu'au niveau de chacun des volets que comporte la formation.

Ce paragraphe détermine également les attentes en termes de compétences à développer chez les candidats à la fonction d'inspecteur lors des trois premiers volets de la formation initiale.

Il s'agira, comme le précise le paragraphe 2, que le Gouvernement fixe le nombre d'heures de chacun des volets en manière telle que le total des trois volets atteigne un minimum de 140 heures. Pour ce faire, le Gouvernement se base sur la proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière.

Ce paragraphe traite de l'organisation par l'Institut de la formation en cours de carrière de la formation initiale des inspecteurs.

Si les formateurs dans le cadre de cette formation initiale sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Ecoles, des établissements d'enseignement de promotion sociale, de l'Institut de la Formation en cours de carrière, de l'Ecole d'Administration publique ou de l'Administration générale de l'Enseignement, l'Institut de la formation en cours de carrière peut également faire appel, pour des thématiques le requérant (telles l'audit), à des formateurs dont l'expertise et l'expérience sont reconnues ou attestées par des recherches.

Article 23

La présente disposition fixe les modalités d'organisation de la formation initiale.

Dans la mesure où les candidats sont susceptibles de bénéficier d'une promotion individuelle à travers l'effort qu'ils consentent, il paraît normal d'exiger d'eux un effort en organisant des formations en dehors du temps normal d'activité de service. Les membres du personnel qui consentent à cet effort sont protégés en matière d'accident du travail et sur le chemin du travail. C'est dans le souci du respect de ces droits que les candidats qui suivent ces formations sont considérés comme en activité de service.

La formation peut toutefois, en raison des nécessités liées à son contenu, être organisée pendant les périodes normales de fonctionnement des établissements scolaires.

Pour présenter l'épreuve de certification, le candidat doit avoir effectivement suivi 75 % du temps de chacun des trois volets de la forma-

tion au moins. Cette obligation est justifiée par le fait que chacun de ces volets – et plus spécialement encore les deux premiers – travaillent des aptitudes et des compétences complexes qu’une étude livresque seule peut difficilement développer. D’autre part, le fait de participer activement à une formation avec les futurs collègues potentiels permet déjà à ce stade que chacun se nourrisse d’apports mutuels et que se développent ainsi un sentiment d’appartenance et des postures communes.

Article 24

La présente disposition envisage la faculté d’obtenir certaines dispenses pour les membres du personnel. Il reviendra à l’Inspecteur général coordonnateur d’accorder cette dispense à partir d’une proposition de l’Institut de la Formation en cours de carrière. Pour ce faire, l’IGC analysera le portefeuille de compétences du candidat, soit du dossier individuel que ce dernier aura progressivement constitué à partir de documents de nature variée, permettant d’attester des compétences qu’il a acquises par la formation et l’expérience, en lien avec la fonction postulée et la partie de la formation pour laquelle il demande une dispense.

On peut raisonnablement penser que les candidats qui exercent déjà la fonction de promotion d’inspecteur en tant que faisant fonction puissent demander et obtenir la dispense du suivi du troisième volet de la formation, par exemple.

Ces dispenses concernent uniquement le suivi d’un ou plusieurs volets de formation. Elles ne portent en aucun cas sur l’épreuve de certification.

Articles 25 et 26

Ces articles traitent de l’épreuve de certification. Si elle s’appuie sur la formation initiale reçue par les membres du personnel, il est important de souligner qu’il s’agit d’une épreuve indépendante.

Elle est constituée d’une production écrite personnelle dont une partie est défendue devant le jury dont la composition est fixée à l’article 28.

Le décret fixe les critères de l’évaluation et, même s’il reviendra au Gouvernement d’en fixer la pondération, le décret cadre celle-ci.

Articles 27 et 28

Tandis que l’article 27 définit son rôle, l’article 28 fixe la composition du jury chargé de l’épreuve de certification visée à l’article 25.

La réussite de l’épreuve de certification permettra d’être classé dans une réserve de recrutement par fonction. Le candidat est informé de sa position dans le classement.

Les réserves de recrutement auront une durée de validité de quatre ans à partir de la notification des résultats. Ainsi, si le Gouvernement

doit, dans l’exemple donné au commentaire de l’article 18, pourvoir à nouveau un poste d’inspecteur des cours de français dans l’enseignement secondaire de transition et de qualification devenu vacant dans les quatre ans suivant l’épreuve de certification, il fera appel au troisième classé dans la réserve de recrutement.

Il est évident que, dans le respect de la législation, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce jury en tant qu’observateurs.

Article 29

La présente disposition n’appelle pas de commentaire.

Article 30

Cet article ne nécessite aucun commentaire.

Article 31

Cet article détermine la règle de computation des délais.

Article 32

L’article 32 détermine les fonctions pouvant être exercées au sein du Service général de l’Inspection. Les fonctions mentionnées aux 1° et 2° sont équivalentes, sans rapport hiérarchique entre elles.

Il s’agit ensuite de fonctions classées hiérarchiquement : la fonction de promotion au sein même du SGI, celle d’Inspecteur coordonnateur puis les fonctions conférées par mandat, celles d’Inspecteur général et enfin celle d’Inspecteur général coordonnateur.

Les fonctions mentionnées aux 1° et 2° doivent en outre être lues au regard de l’annexe Ire du présent décret. Celle-ci définit les fonctions que doit avoir exercé le membre du personnel pour pouvoir introduire sa candidature à la fonction de promotion visée.

Article 33

Le Gouvernement définit le profil de compétences commun à l’ensemble des fonctions mentionnées à l’article 32, alinéa 2, 1° et 2°.

C’est ce profil de compétences qui servira de référence pour les moments d’évaluation du membre du personnel visés à l’article 53, pendant sa période de stage, et à l’article 89, dès sa nomination, l’évaluation portant sur l’accomplissement des missions qui lui sont attribuées.

Article 34

Cet article ne nécessite aucun commentaire.

Articles 35 à 43

Ces articles traitent des devoirs des membres du SGI. Il y est notamment précisé que ces derniers doivent veiller de manière constante à l'intérêt de la Communauté française pour laquelle ils exercent leurs compétences. Ils doivent également avoir le souci constant des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ainsi que des membres du personnel de ces établissements. Au travers de cette obligation, ils sont donc tenus de prendre en considération l'enseignement au sens large de la Communauté française.

En vertu de l'article 35, ils s'acquittent de leurs missions en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs organisateurs et dans le respect du principe d'égalité.

En vertu de l'article 36, ils observent les principes de la neutralité dans l'exercice de leur fonction. Toutefois, les inspecteurs des cours de religion ou de morale non confessionnelle, même s'ils doivent toujours s'abstenir de dénigrer les positions exprimées par leurs collègues, ne sont pas tenus à ce principe de neutralité dans l'exercice de missions étroitement liées à leur discipline.

L'article 42 permet au Gouvernement de clarifier et d'exemplifier ces règles dans un code de déontologie, dans le respect des dispositions prévues par le présent décret.

Tout manquement à ses devoirs peut entraîner à l'encontre du membre du personnel le prononcé de l'une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 105.

Articles 44 à 48

Ces dispositions ont trait aux incompatibilités pouvant être constatées dans le chef des inspecteurs.

Les incompatibilités dont question à l'article 44 recouvrent l'exercice de certains mandats publics communaux et provinciaux clairement définis, qui ne peuvent se concilier avec l'exercice des missions d'inspecteur.

L'incompatibilité visée à l'article 45 vise, quant à elle, l'exercice de tout mandat y compris syndical auprès d'un pouvoir organisateur ou d'une fédération de pouvoirs organisateurs dont un ou plusieurs établissements est ou sont compris dans le territoire sur lequel l'inspecteur exerce sa fonction. L'incompatibilité ne vise par contre pas le mandat de délégué syndical auprès du SGI.

L'article 46 énonce le principe de l'incompatibilité des occupations de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction de membre du personnel du Service général de l'Inspection ou qui seraient contraire à la dignité de cette fonction.

Les éventuelles incompatibilités sont consta-

tées par le Gouvernement selon la procédure décrite à l'article 47.

Lorsque l'incompatibilité a trait à une occupation visée à l'article 46, le membre du personnel concerné a la faculté de contester la constatation de celle-ci en introduisant une réclamation auprès de la Chambre de recours, comme indiqué à l'article 48.

Article 49

Cette disposition énonce les 4 conditions auxquelles il doit être satisfait afin de pouvoir bénéficier d'une admission au stage dans un emploi de la fonction d'inspecteur.

Article 50

La présente disposition fixe la manière dont un membre du personnel, qui a préalablement suivi la formation initiale et a réussi l'épreuve de certification visée au titre II, peut être admis en stage.

On ne peut être admis au stage à la fonction d'inspecteur que dans un emploi vacant.

Le Gouvernement applique le classement établi dans la réserve de recrutement. Il est fait appel au candidat le mieux classé. S'il décline, il est fait appel au candidat qui est classé suivant et ainsi de suite. Toutefois, le candidat qui décline deux fois de suite est radié de la réserve.

Article 51

Pour fixer la résidence administrative des inspecteurs, l'IGC consulte les inspecteurs généraux et à défaut, les inspecteurs coordonnateurs.

Article 52

La présente disposition fixe la durée du stage d'inspecteur à deux années.

Cet article fixe également la situation du membre du personnel durant son stage. Durant son stage, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé ou engagé à titre définitif, le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine.

Ce lien ne s'effacera qu'au moment de la nomination comme inspecteur.

La disposition prévoit également le mode de calcul des prestations durant lesquelles l'inspecteur stagiaire peut être considéré comme étant en activités de services.

Article 53

La présente disposition fixe le système d'évaluation de l'inspecteur-stagiaire.

Une première évaluation du membre du personnel admis au stage dans la fonction d'inspec-

teur doit avoir lieu au plus tôt six mois après son entrée en fonction en qualité de stagiaire et au plus tard à la fin de sa première année de stage. Cette évaluation est effectuée par deux supérieurs hiérarchiques au moins.

Cette évaluation, qui prend la forme d'un rapport d'évaluation établi à l'issue d'un entretien préalable avec le stagiaire, aboutit à l'attribution d'une mention d'évaluation soit « favorable » soit « défavorable ». Dans ce dernier cas, il est mis fin d'office au stage et le membre du personnel réintègre sa fonction et son affectation d'origine.

Le membre du personnel stagiaire qui fait l'objet d'une mention d'évaluation « défavorable » a la faculté d'introduire un recours devant la Chambre de recours.

A tout moment au cours de la seconde année de stage, il peut être procédé, selon les mêmes modalités, à l'évaluation du stagiaire.

Conformément à l'article 56, il devra être procédé en tout état de cause à l'évaluation du stagiaire au terme de la période de stage.

Article 54

Cet article a trait à la formation d'insertion professionnelle de 160 heures que le stagiaire est tenu de suivre au cours de la période de stage. A l'issue de cette formation, le stagiaire présente et défend un portfolio, lequel est élaboré durant la formation, devant un jury. La réussite de cette épreuve conditionne l'éventuelle nomination à titre définitif à la fonction d'inspecteur à l'issue de la période de stage.

La formation d'insertion professionnelle constitue la seconde étape du processus de formation et vise à l'approfondissement des connaissances et compétences développées en formation initiale, ainsi que l'appropriation de celles-ci par l'observation et l'analyse critique et réflexive des expériences vécues sur le terrain lors de l'entrée en fonction (niveau de maîtrise).

La formation d'insertion professionnelle comme la formation en cours de carrière reprennent les objectifs des différents volets et axes de formation de base, en les complétant, les actualisant, les approfondissant et, dans certains cas, elles permettent à certains de « se spécialiser ».

La formation d'insertion professionnelle est liée à l'établissement d'un portfolio qui démontre les compétences du candidat dans ses dimensions personnelles et interpersonnelles, systèmes et organisationnelles, administratives et légales, dans le travail en équipe, etc.

Le décret fixe la composition du jury devant lequel le stagiaire présentera son portfolio ainsi que les critères de l'évaluation. Il appartiendra au Gouvernement de fixer la pondération de ces critères sans qu'aucun de ceux-ci ne soit supérieur à

40 % du total de l'épreuve.

Article 55

Cet article concerne la faculté de démission volontaire du stagiaire qui, dans ce cadre, doit respecter un préavis d'une durée de trois mois avant de pouvoir réintégrer sa fonction et son affectation d'origine.

Article 56

Outre la réussite de l'épreuve visée à l'article 54 (présentation et défense du portfolio), le membre du personnel fait l'objet d'une évaluation finale à l'issue de son stage.

Articles 57 et 58

Cet article fixe la procédure à suivre pour la désignation, par le Gouvernement et à titre provisoire, à une fonction de promotion d'inspecteur.

Cette procédure ne sera mise en œuvre qu'en cas de remplacement du titulaire absent ou lorsqu'il est impossible de procéder à la désignation d'un stagiaire.

Il est notamment impossible de procéder à la désignation d'un stagiaire si la réserve de recrutement visée à l'article 27 est épuisée.

La désignation à titre provisoire prend fin le 31 août au plus tard. Elle ne peut être renouvelée que deux fois et dans le respect des dispositions de l'article 58. Ainsi, dans ce cadre, la priorité est donnée au lauréat de l'épreuve d'admission visée à l'article 18, dans le respect du classement établi.

Articles 59

Cet article ne nécessite aucun commentaire.

Article 60

La notion de manquement grave justifiant la fin de la fonction de l'inspecteur désigné à titre provisoire dans le délai de 15 jours s'entend comme étant un manquement grave dans l'exercice de la fonction. Il s'agit en effet de privilégier l'intérêt du service.

Par contre, une procédure d'audition est mise en place qui permet au membre du personnel de comprendre les faits qui lui sont reprochés et de faire entendre ses arguments.

Articles 61 et 62

Ces articles ne nécessitent aucun commentaire.

Article 63

Cet article définit les missions et les modalités selon lesquelles sont désignés les Inspecteurs coor-

donneurs.

Le paragraphe 1er détermine le nombre d'Inspecteurs coordonnateurs par service et définit les missions spécifiques dont ils peuvent éventuellement être chargés.

Le Gouvernement arrête le profil de compétences de l'Inspecteur coordonnateur.

Le paragraphe 2 définit les conditions auxquelles doivent répondre les candidats à la fonction de promotion d'Inspecteur coordonnateur. L'une de ces conditions porte sur le fait que le candidat doit suivre une formation visant à développer ses compétences d'encadrement et de leadership.

Le paragraphe 3 définit les modalités selon lesquelles la formation du candidat à une fonction d'Inspecteur coordonnateur est organisée.

Le paragraphe 4 définit les termes de l'épreuve de certification organisée au terme de la formation visée au paragraphe 3 ; il en détermine également les critères d'évaluation et balise la pondération de ceux-ci.

Le paragraphe 5 fixe la composition du jury devant lequel le candidat présentera le dossier écrit de l'épreuve de certification.

Le paragraphe 6 traite de la détermination des missions des Inspecteurs coordonnateurs.

Articles 64 à 66

Ces dispositions n'appellent aucun commentaire.

Articles 67 à 88

Ces articles traitent du mandat de l'Inspecteur général coordonnateur et des Inspecteurs généraux. Ils s'inspirent directement des dispositions du décret du 8 mars 2007 « Inspection » portant sur le même objet.

Articles 89 à 93

Ces dispositions mettent en place un système d'évaluation applicable aux inspecteurs nommés à titre définitif.

Elles en définissent les modalités et les voies de recours en cas d'évaluation « réservée » ou « défavorable ».

Articles 94 à 95

Ces dispositions mettent en place un système de formation en cours de carrière applicable à l'ensemble des membres du personnel du SGI nommés.

La formation en cours de carrière vise l'actualisation, l'approfondissement et la spécialisation, notamment via le partage de pratiques, de

connaissances, de capacités et d'attitudes nécessaires au développement individuel et collectif de la fonction (niveau d'expertise). La formation d'insertion professionnelle comme la formation en cours de carrière reprennent les objectifs des différents volets et axes de formation de base, en les complétant, les actualisant, les approfondissant et, dans certains cas, elles permettent à certains de « se spécialiser ».

La formation en cours de carrière des inspecteurs est assurée par l'Institut de la formation en cours de carrière tandis que celle des Inspecteurs coordonnateurs, des Inspecteurs généraux et de l'Inspecteur général coordonnateur est assurée par l'Ecole d'Administration publique.

Articles 96 à 104

Ces dispositions traitent de la position administrative des inspecteurs. Ils ont droit au traitement, à l'avancement de traitement et à l'obtention d'un congé dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française, hormis en ce qui concerne le régime de congés de vacances annuelles des Inspecteurs généraux et de l'Inspecteur général coordonnateur qui est fixé à l'article 98.

Articles 105 à 115

Ces dispositions qui portent sur les sanctions disciplinaires s'inspirent directement des dispositions du décret du 8 mars 2007 « Inspection » portant sur le même objet.

Articles 116 à 132

Ces dispositions qui portent sur la Chambre de recours, son fonctionnement et les modalités d'introduction d'un recours s'inspirent directement des dispositions du décret du 8 mars 2007 « Inspection » portant sur le même objet.

Articles 133 à 136

Ces dispositions qui traitent de la suspension préventive s'inspirent directement des dispositions du décret du 8 mars 2007 « Inspection » portant sur le même objet.

Articles 137 à 139

Ces dispositions qui traitent de la cessation des fonctions s'inspirent directement des dispositions du décret du 8 mars 2007 « Inspection » portant sur le même objet.

Articles 140 à 142

La mise en œuvre du nouveau dispositif contenu dans le présent décret nécessite que soient prévus divers mécanismes transitoires permettant d'assurer la transition entre les situations exis-

tantes à la veille de son entrée en vigueur et l'application du nouveau dispositif organique.

Est ainsi réglée la situation des membres du personnel qui seront soumis au nouveau dispositif décretaal et qui, à la veille de son entrée en vigueur, bénéficiaient d'une nomination à titre définitif dans une fonction de promotion concernée par ce nouveau dispositif ou étaient chargés d'une tâche de coordination de l'Inspection, ou encore auxquels était attribué un mandat d'Inspecteur général voire d'Inspecteur général coordonnateur.

Article 143

Une analyse du cadre fonctionnel du Service général de l'Inspection révèle qu'à ce jour, sur 234 emplois, 150 sont occupés par des inspecteurs faisant fonction, soit 64 % des postes.

Il est donc essentiel, alors que le nouveau cadre du pilotage des établissements et du système éducatif dans son ensemble est progressivement mis en œuvre, que le SGI puisse exercer ses nouvelles missions avec un cadre stable et des membres légitimés par une procédure de désignation et de nomination réglementaire, fiable et rapide.

C'est la raison pour laquelle il est proposé d'organiser, pour les inspecteurs faisant fonction actuellement dans le SGI, une procédure d'admission à la formation initiale précédant l'admission au stage quelque peu différente de celle prévue au Titre II du présent décret.

Dans les faits, pour accéder au stage, il n'est dérogé qu'à la condition liée à l'épreuve de sélection des candidats à une fonction de promotion d'inspecteur permettant d'accéder à la formation initiale. Comme indiqué en commentaire de l'article 18, les inspecteurs désignés à titre provisoire à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont dispensés de cette épreuve de sélection pour autant qu'ils aient été évalués positivement selon la procédure fixée à l'article 89. S'ils ne l'ont pas été, l'évaluation est réputée favorable.

Cette disposition permet donc de tenir compte légitimement de l'expérience professionnelle accumulée par les inspecteurs « faisant fonction » et de leurs compétences ainsi développées au sein du SGI. Elle ne les dispense cependant en rien du suivi du processus allant de la formation initiale jusqu'à la nomination.

La mesure transitoire permet donc à tous les inspecteurs « faisant fonction » de participer à la formation initiale sans autre condition que celle d'introduire la candidature visée à l'article 12.

Articles 145 et 146

Ces dispositions visent, d'une part, à ce que l'inspection des cours de religion soit assurée par un corps de l'inspection des cours de religion qui

ne soit plus formé sur la base des réseaux considérés distinctement mais bien de manière uniforme et, d'autre part, à adapter l'article 9 de la loi du 29 mai 1959 dans le respect de l'article 21 de la Constitution.

Articles 147 à 149

Pour adapter l'Arrêté royal du 25 octobre 1971 au présent dispositif décretaal qui fixe, dans un dispositif unique, les dispositions applicables aux inspecteurs des cours de religion, il y a lieu de restreindre le champ d'application de l'Arrêté royal aux seuls maîtres et professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française.

Article 150

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Article 151

La présente disposition modifie l'article 61 du décret missions. Cet article crée la Cellule intermédiaire de coordination chargée d'assurer un rôle de coordination entre le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres PMS (SGPE) et le SGI, d'une part, de même qu'entre ces 2 services généraux et la Direction des standards éducatifs et des évaluations et le Service général de l'analyse et de la prospective qui composent cette DGPSE, d'autre part.

La cellule doit fixer son règlement d'ordre intérieur et le soumettre à l'approbation du Gouvernement. Ce ROI doit a minima stipuler que la cellule, composée du fonctionnaire général en charge de la DGPSE qui préside, de l'inspecteur général coordonnateur du SGI et du délégué coordonnateur de la DG du pilotage des Ecoles et des Centres PMS, prend ses décisions dans le respect de la règle du consensus. Il prévoit également que lorsque la cellule traite d'un dossier relevant du décret relatif au SGI, le délégué coordonnateur du SGPE est observateur et que lorsqu'elle traite d'un dossier relevant du décret relatif au SGPE, c'est l'IGC qui est observateur.

Pour assurer la double coordination dont il est question ci-dessus, il est prévu que dans les cas où la cellule traiterait d'un dossier transversal - tel celui sur les évaluations externes certificatives, par exemple - elle invite le fonctionnaire en charge du Service général de l'analyse et de la prospective et de la Direction des standards éducatifs et des évaluations en tant qu'observateurs.

Articles 152 et 153

Ces articles introduisent la notion de « Cellule intermédiaire de coordination » dans le décret du 13 septembre 2018 relatif au Pilotage des

Ecoles et des Centres PMS. Il s'agit en effet que les dispositions traitant de la coordination entre les deux services généraux soient présentées de la même manière et donc cohérentes dans les deux textes, celui relatif au SGI et celui relatif au SGPE.

Articles 154 à 156

Ces articles n'appellent pas de commentaire.

Article 157

Cette disposition règle la manière dont le poste de Délégué coordonnateur visé à l'article 41 du décret du 13 septembre 2018 sera pourvu pour la première fois. Une fois que les membres du personnel du Service général de Pilotage des Écoles et des Centres psycho-médico-sociaux admis au stage conformément à la procédure transitoire visée à l'article 144 du décret susvisé et qu'ils auront achevé leurs stages, le mandat de Délégué coordonnateur pourra être pourvu.

Pour cette première désignation, il sera dérogé à la condition d'ancienneté (6 ans dans la fonction de DZ/neuf ans dans la fonction de DCO) afin de ne pas laisser le poste de Délégué coordonnateur vacant durant de nombreuses années.

Dans l'attente, le Directeur général assure les missions du Délégué coordonnateur.

Article 158

La présente disposition abroge la majorité des dispositions du décret du 8 mars 2007 à l'exception des articles 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25.

Cependant, l'article 162 du même décret ne sera abrogé qu'à la date du 1er septembre 2022.

Articles 159 à 161

Les présentes dispositions fixent les différentes dates d'entrée en vigueur.

PROJET DE DÉCRET

RELATIF AU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

arrête :

La Ministre de l'Éducation est chargée de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

TITRE PREMIER

DU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier

§ 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental, maternel, primaire, secondaire, de promotion sociale, artistique et à distance, organisé ou subventionné par la Communauté française.

Il s'applique également aux centres psycho-médico-sociaux organisés et subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° « Commission de pilotage », la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française ;

2° « décret missions » : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

3° « Enseignement du continuum pédagogique » : la formation de l'enseignement maternel et la période de scolarité couverte par l'enseignement primaire et le 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, tel que défini à l'article 13, §§ 1^{er}, 2 et 3bis, du décret missions ;

4° « l'Institut de la formation en cours de carrière » : l'Institut de la formation en cours de carrière créé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire or-

dinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière ;

5° « Enseignement secondaire de transition et de qualification » : la formation de l'enseignement visé aux articles 24 et 34 du décret missions ;

6° « Ecoles » ou « Etablissements d'enseignement » : les établissements d'enseignement. Pour l'application des dispositions relatives à l'inspection dans l'enseignement à distance, les écoles ou établissements d'enseignement s'entendent de l'enseignement à distance ;

7° « CPMS » : les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française ;

8° « Directeur de zone » : le membre du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3, § 2, 1°, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs qui est notamment en charge, pour une zone déterminée, de la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs visés à l'article 67 du décret missions, de l'adoption et du suivi des dispositifs d'ajustement visés à l'article 68 du même décret ainsi que de la coordination des délégués au contrat d'objectifs ;

9° « Délégué au contrat d'objectifs » : le membre du Service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3, § 2, 2°, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs qui est, notamment, en charge, sous l'autorité du directeur de zone, de la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs ainsi que de la procédure de contractualisation des dispositifs d'ajustement, du suivi et de l'évaluation de leur degré de réalisation et de l'évaluation de la mise en œuvre des protocoles de collaboration ;

10° « Cellule intermédiaire de coordination » : la Cellule intermédiaire de coordination créée par l'article 61 du décret missions ;

11° « Contrat d'objectifs » : le contrat visé à l'article 67, § 6, du décret missions ;

12° « Plan de pilotage » : le plan visé à l'article 67, § 2 du décret missions ;

13° « Dispositif d'ajustement » : le dispositif visé à l'article 68, § 4, du décret missions ;

14° « Protocole de collaboration » : le protocole visé à l'article 68, § 7, du décret missions ;

15° « Jours ouvrables » : jours calendrier à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux.

Art. 2

L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épiciène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 3

Il est créé, auprès du Gouvernement, un Service général de l'Inspection, dirigé par un Inspecteur général coordonnateur.

La Cellule intermédiaire de coordination exerce la coordination entre le Service général de l'Inspection et le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux, ainsi que la coordination entre les deux Services généraux précités et les services et directions placés au sein de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le Service général de l'Inspection est constitué des services suivants :

1° un Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique, dirigé par un Inspecteur général et cinq Inspecteurs coordonnateurs, chargés, sous l'autorité de l'Inspecteur général, de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique ;

2° un Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification, dirigé par un Inspecteur général et deux Inspecteurs coordonnateurs, chargés, sous l'autorité de l'Inspecteur général, de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification ;

3° un Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ;

4° un Service de l'Inspection de l'Enseignement Artistique, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau de l'enseignement artis-

tique ;

5° un Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau des centres psycho-médico-sociaux.

Le Service général de l'Inspection bénéficie du soutien administratif du Service d'appui de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

CHAPITRE II

Du Service général de l'Inspection

Art. 4

§ 1er. Les Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3, 1° à 2°, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions d'audit** portant sur :

1° les établissements pour lesquels la Cellule intermédiaire de coordination valide la demande d'audit formulée par un membre du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux ou par le pouvoir organisateur concerné, soit dans le cas de refus ou d'incapacité d'un établissement à établir son plan de pilotage, soit à la suite de l'évaluation intermédiaire ou finale du contrat d'objectifs visée à l'article 67, § 9, du décret missions ;

2° les établissements dont les performances présentent un écart significatif au sens de l'article 68, § 1er, du décret missions.

Le Gouvernement définit la méthodologie générale sur la base de laquelle les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Avant toute mission d'audit, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'audit donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un diagnostic, repris dans un rapport dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination ainsi qu'à l'établissement audité. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'audit, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé

à l'alinéa 4 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 2. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions d'évaluation** portant sur la mise en œuvre d'un dispositif pédagogique ou éducatif au sein du système scolaire ou éducatif en application d'une disposition décrétable ou réglementaire ou en application d'un dispositif expérimental autorisé par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, via la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au Gouvernement via la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 3. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions d'investigation et de contrôle spécifiques** portant sur la présomption d'un ou de plusieurs manquement(s) substantiel(s), mentionné(s) dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée aux paragraphes 1er ou 2 ou à la demande du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Sont substantiels, au sens de l'alinéa 1er, les manquements relatifs aux aspects suivants :

1° le respect des articles 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 du décret missions ;

2° le niveau des études tel que précisé aux articles 20, 31 et 55 du décret missions ;

3° le respect des programmes d'études fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret missions ;

4° le respect des articles 2, 8, 27, 45, 46, 48, 50, 51, 54, 55 et 57 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

5° la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation ;

6° l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques ;

7° les mécanismes de ségrégation ;

8° le respect des règles en matière de gratuité ;

9° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose ;

10° le respect du prescrit décrétable en matière de formation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1er participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1er, la cellule intermédiaire de coordination, le cas échéant élargie au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la cellule intermédiaire de concertation, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le mo-

dèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement et au pouvoir organisateur concerné.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er, motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 7, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique** d'un membre du personnel de l'équipe éducative à l'aune du respect des référentiels et des programmes.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande motivée du directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné.

Toute mission visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au pouvoir organisateur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite

transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par le Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 5. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions d'expertise pédagogique** à des fins d'appui dans le cadre de :

1° la conception des évaluations externes non certificatives, l'analyse et l'exploitation des résultats au niveau des écoles, notamment par la conception des pistes didactiques ;

2° la conception des évaluations externes certificatives et leur correction par les écoles ;

3° la conception des outils d'évaluation visés par les articles 19, 29, 38 et 52 du décret missions.

§ 6. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux :

1° d'analyser les **programmes d'études** visés aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret missions et de rédiger un avis sur leur conformité avec les référentiels à destination de la Commission de pilotage ;

2° de donner des **avis** et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de leur compétence ;

3° de participer aux **groupes de travail**, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements ;

4° de **collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants** dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement ;

5° d'exercer **toutes autres tâches** qui leur sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 7. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire, pour autant qu'une mission d'audit ne soit jamais menée au sein d'un établissement en même temps qu'une mission d'évaluation, une mission d'investigation et de contrôle spécifique ou une mission portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de

l'équipe éducative.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui sont propres au Service général de l'Inspection, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, les inspecteurs en charge des missions visées aux paragraphes 1er, 2, 3 et 4, ont accès, sous la responsabilité de l'Inspecteur général coordonnateur, aux données quantitatives de l'établissement, notamment celles relatives aux taux d'échec, de redoublement ou de réorientation vers d'autres établissements et aux archives. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en assistant aux cours et activités, en examinant des préparations, des travaux, des documents d'élèves et les résultats obtenus aux évaluations externes non certificatives et en analysant les données quantitatives précitées.

Art. 5

§ 1er. Dans le cadre de ses compétences concernant l'enseignement de promotion sociale, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 3, 3°, est chargé de **missions d'audit** portant sur les établissements pour lesquels la Cellule intermédiaire de coordination valide la demande d'audit formulée par les Services du Gouvernement ou par le pouvoir organisateur concerné, sur la base d'objectifs généraux définis par le Gouvernement en vertu des lois, décrets et règlements de l'enseignement de promotion sociale.

Le Gouvernement précise la méthodologie générale sur la base de laquelle les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées. Avant toute mission d'audit, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'audit donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un diagnostic, repris dans un rapport dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination ainsi qu'à l'établissement audité. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'audit, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 4, le rapport visé à l'alinéa 3 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du

Système Educatif.

§ 2. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'évaluation** portant sur la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques ou éducatifs spécifiques à l'enseignement de promotion sociale en application d'une disposition décrétable ou réglementaire ou en application d'un dispositif expérimental autorisé par le Gouvernement.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1er participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie de la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au Gouvernement via la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations. Au terme du plan pluriannuel, un rapport portant sur l'état des lieux, l'analyse et la conformité des dispositions pédagogiques ou éducatifs de l'enseignement de promotion sociale évalués est transmis par la voie hiérarchique à la Cellule intermédiaire de coordination et au Gouvernement.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 4, le rapport visé à l'alinéa 6 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 3. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'évaluation** portant sur la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques spécifiques à l'enseignement à distance de la

Communauté française en e-learning :

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie de la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 4, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'investigation et de contrôle spécifiques** dans l'enseignement de promotion sociale portant sur :

1° le niveau des études en référence aux dossiers pédagogiques approuvés à titre provisoire ainsi qu'à titre définitif par le Gouvernement, lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré et qui nécessite un diagnostic externe objectif ;

2° la présomption d'un ou de plusieurs manquements substantiels mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée aux paragraphes 1er ou 2 ou signalé-s par le fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique.

Sont substantiels au sens de l'alinéa 1er, 2°, les manquements constatés ou dénoncés relativement aux aspects suivants :

1° le respect des articles 7, 8, 10, 11, 13, 14, 26, 31, 34, 36, 37, 40, 42, 53, 57, 58, 60, 64, 67, 68, 70 et 120 du décret du 16 avril 1991 organi-

sant l'enseignement de promotion sociale ;

2° le respect des dossiers pédagogiques ou des programmes approuvés à titre provisoire et définitif par le Gouvernement conformément à la réglementation en vigueur ;

3° la cohérence des pratiques avec le dossier pédagogique, en ce compris les pratiques d'évaluation et de valorisation des acquis ;

4° l'adéquation du matériel didactique, numérique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques ;

5° les mécanismes de ségrégation ;

6° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose ;

7° le respect du prescrit décretaal en matière de formation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1er participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Les missions visées à l'alinéa 1er, 1°, sont exécutées à la demande motivée du pouvoir organisateur concerné via l'Inspecteur coordinateur concerné.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1er, la cellule intermédiaire de coordination, le cas échéant élargie au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée. Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats

posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement et au pouvoir organisateur concerné.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er, motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 8, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

§ 5. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'investigation et de contrôle spécifiques** dans l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning portant sur :

1° le niveau des études tel que précisé aux articles 20, 31 et 55 du décret missions, en référence aux socles de compétences, aux savoirs requis et compétences terminales, aux profils de formations, et, là où ceux-ci n'existent pas, en référence aux programmes fixés ou approuvés par le Gouvernement, lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré et qui nécessite un diagnostic externe objectif ;

2° un ou plusieurs manquements substantiels mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée au paragraphe 3 ou à la demande du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur de l'enseignement à distance en e-learning et au Gouvernement.

Le directeur de l'enseignement à distance en e-learning qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 4, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

§ 6. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique** d'un membre du personnel de l'équipe éducative, dans l'enseignement de promotion sociale, à l'aune du respect des programmes.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant, notamment, à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande motivée du directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné.

Toute mission visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au pouvoir organisateur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à

l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 7. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique** d'un membre du personnel de l'équipe éducative, dans l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, à l'aune du respect des programmes.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1er, sont exécutées à la demande motivée du directeur de l'enseignement à distance en e-learning, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur concerné.

Toute mission visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le directeur de l'enseignement à distance en e-learning qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection motive cette décision dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, au fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 8. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'expertise pédagogique** à des fins d'appui dans le cadre de la remise d'avis sur :

1° des aménagements raisonnables de type pédagogique sur demande du pouvoir organisateur d'un établissement ;

2° des ressources pédagogiques liées à la transition numérique associée à l'Enseignement de promotion sociale, via l'e-learning, les Technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement et à l'enseignement à distance de la Communauté française organisé en e-learning ;

3° la valorisation de l'expérience utile dans l'enseignement supérieur de promotion sociale ;

4° des modules de cours de l'enseignement à distance en e-learning et le respect du programme.

§ 9. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé :

1° d'analyser les **dossiers pédagogiques** des sections et unités de l'enseignement de promotion sociale et de rédiger les avis pour les dossiers qui devraient recevoir une approbation provisoire ;

2° de donner des **avis** et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de sa compétence ;

3° de participer aux **groupes de travail**, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements ;

4° de **collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants** dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement ;

5° d'exercer **toutes autres tâches** qui lui sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 10. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire, pour autant qu'une mission d'audit visée au paragraphe 1er ne soit jamais menée au sein d'un établissement en même temps qu'une mission d'évaluation, une mission d'investigation et de contrôle spécifique ou une mission portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 1er, 2, 4 et 8, les inspecteurs, via l'inspecteur coordonnateur, peuvent faire appel à la cellule de pilotage afin de récolter des données quantitatives utiles à l'investigation. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés, notamment, en assistant aux cours et activités, en examinant des préparations, des travaux, des documents d'élèves/étudiants et les résultats obtenus aux évaluations externes non certificatives et en analysant

les données quantitatives précitées.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 3, 5 et 8, les membres du Service général de l'Inspection ont accès aux données quantitatives en sollicitant le Conseil de concertation et de pilotage de l'e-learning. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés, notamment, en examinant des préparations, des travaux, des documents d'élèves/étudiants et les résultats obtenus aux évaluations et en analysant les données quantitatives précitées et/ou le résultat d'études qualitatives menées.

Art. 6

§ 1er. Dans le cadre de ses compétences concernant l'enseignement artistique, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 3, 4°, est chargé de **missions d'évaluation** portant sur la mise en œuvre d'un dispositif pédagogique ou éducatif au sein du système scolaire ou éducatif en application d'une disposition décrétole ou réglementaire ou en application d'un dispositif expérimental autorisé par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie de la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 2, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du

Système Educatif.

§ 2. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé, pour ce qui concerne l'enseignement artistique, de **missions d'investigation et de contrôle spécifiques** portant sur :

1° l'organisation et le niveau des études tels que précisés aux articles 3 à 28 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré et qui nécessite un diagnostic externe objectif ;

2° un ou plusieurs manquements substantiels, mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée au paragraphe 1er ou à la demande du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique

Sont substantiels au sens de l'alinéa 1er, 2°, les manquements constatés ou dénoncés relativement aux aspects suivants :

1° le respect des articles 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 du décret missions, des articles 3 et 4 du décret du 2 juin 1998 précité ;

2° le respect des programmes d'études fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 27, 68 et 70 du décret missions, des articles 4, 20, 21 et 22 du décret du 2 juin 1998 précité ;

3° la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation ;

4° l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques ;

5° les mécanismes de ségrégation ;

6° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose ;

7° le respect du prescrit décrétole en matière de formation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée aux à l'alinéa 1er participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Re-

cherche Scientifique ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission d'investigation et de contrôle spécifique, la cellule intermédiaire de coordination, le cas échéant élargie au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la cellule intermédiaire de coordination détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir, selon le cas, au directeur de l'établissement et au Gouvernement ou au pouvoir organisateur concerné.

§ 3. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé, pour ce qui concerne l'enseignement artistique, de **missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique** d'un enseignant.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti..

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande motivée du directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné.

Toute mission visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment,

des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur ou son délégué qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'expertise pédagogique** à des fins d'appui dans le cadre de :

1° la conception d'évaluations conduisant à la délivrance des certificats et diplômes dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

2° l'élaboration de programmes de cours inter-réseaux ;

3° la formation en cours de carrière conformément aux dispositions du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

§ 5. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de :

1° d'analyser les **programmes d'études** fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 27, 68 et 70 du décret missions, aux articles 4, 20, 21 et 22 du décret du 2 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances d'accéder à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, ainsi que de rédiger les avis de conformité ;

2° de donner des **avis** et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de sa compétence ;

3° de participer aux **groupes de travail**, com-

missions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements ;

4° de **collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants** dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement ;

5° d'exercer **toutes autres tâches** qui lui sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 5. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 1er et 2, les membres du Service général de l'Inspection ont accès aux données quantitatives de l'établissement, notamment celles relatives aux taux d'échec, de redoublement ou de réorientation et aux archives. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en assistant aux cours et activités en examinant des préparations, des travaux, des documents des élèves/étudiants et des résultats obtenus aux évaluations externes non certificatives et en analysant des données quantitatives précitées.

Art. 7

§ 1er. Dans le cadre de ses compétences relatives aux Centres psycho-médico-sociaux, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 3, 5°, est chargé de missions d'audit portant sur les centres psycho-médico-sociaux pour lesquels la Cellule intermédiaire de coordination valide la demande d'audit formulée par les Services du Gouvernement ou par le pouvoir organisateur concerné sur la base de la mise en œuvre des missions générales et prioritaires définies par le Gouvernement en vertu des lois, décrets et règlements relatifs aux centres psycho-médico-sociaux.

Le Gouvernement précise la méthodologie générale sur la base de laquelle les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Avant toute mission d'audit, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'audit donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un diagnostic, repris dans un rapport dont le modèle est défini par le Gouvernement,

sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination ainsi qu'à l'établissement audité. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'audit, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 3 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 2. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'évaluation** portant sur l'exécution des missions assignées aux centres psycho-médico-sociaux et le respect des obligations légales et déontologiques.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie de la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 3. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'investigation et de contrôle spécifiques** portant sur un ou plusieurs manquements substantiels mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée aux paragraphes 1er et 2 ou à la demande du fonc-

tionnaire général en charge de la Direction général de l'Enseignement obligatoire.

Sont substantiels au sens de l'alinéa 1er les manquements constatés ou dénoncés relativement aux aspects suivants :

1° le respect des obligations légales et des règles déontologiques ;

2° l'adéquation de l'équipement aux nécessités de la poursuite des missions des centres ;

3° la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation ;

4° les mécanismes de ségrégation en ce compris le défaut de détection de ces mécanismes ;

5° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose ;

6° le respect du prescrit décretaal en matière de formation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1er participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction général de l'Enseignement obligatoire ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1er, la cellule intermédiaire de coordination, le cas échéant élargie au fonctionnaire général en charge de la Direction général de l'Enseignement obligatoire fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la cellule intermédiaire de coordination détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement et au pouvoir orga-

nisateur concerné.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 7, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions portant sur l'appréciation de l'aptitude professionnelle** d'un membre du personnel technique.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande motivée du directeur du Centre psycho-médico-social organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné du Centre psycho-médico-social subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur du Centre psycho-médico-social organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur du Centre psycho-médico-social concerné.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur du Centre psycho-médico-social organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur du Centre psycho-médico-social concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur du Centre psycho-médico-social ou son délégué qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable ré-

digé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 5. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'expertise** à des fins d'appui dans le cadre de :

1° la conception et la mise à la disposition des centres psycho-médico-sociaux d'outils d'observation et de diagnostic ;

2° la conception et la mise à disposition d'outils d'orientation ;

3° le recueil et la valorisation des pratiques pertinentes des centres psycho-médico-sociaux par rapport à leurs missions, dans le respect de l'article 8.

§ 6. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé :

1° de donner des **avis** et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de sa compétence ;

2° de participer aux **groupes de travail**, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements ;

3° de **collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants et des agents des Centres psycho-médico-sociaux** dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement ;

4° d'exercer **toutes autres tâches** qui lui sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements. ;

5° de remettre un avis sur les organismes habilités à délivrer l'attestation d'admission dans l'enseignement spécialisé.

§ 7. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire, pour autant qu'une mission d'audit ne soit jamais menée au sein d'un centre psycho-médico-social en même temps qu'une mission d'évaluation, une mission d'investigation et de contrôle spécifique ou une mission portant sur l'appréciation de l'aptitude professionnelle d'un membre du personnel technique.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 1er, 2, 3 et 4, les membres du Service général de l'Inspection ont accès aux données quantitatives et qualitatives du centre, notamment celles relatives

à la contribution à la mise en place d'aménagements raisonnables, à l'orientation vers l'enseignement spécialisé et à l'intégration. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en assistant à des activités, en examinant des dossiers et en analysant les données précitées.

Art. 8

Dans le cadre de ses missions, le Service général de l'Inspection agit dans le respect de la liberté d'enseignement : il s'abstient, notamment, de toute directive concernant les méthodes pédagogiques et respecte la liberté du pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires.

Dans les centres psycho-médico-sociaux, il s'abstient, notamment, de toute directive concernant la méthodologie mise en place pour atteindre les objectifs fixés dans le projet de centre sur la base de leurs missions et respecte la liberté du pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires.

Art. 9

Le Service général de l'Inspection est composé de membres du personnel stagiaires, nommés à titre définitif, désignés à titre provisoire ou mandatés par le Gouvernement selon les conditions définies au Titre III.

Outre l'Inspecteur général coordonnateur, les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs coordonnateurs visés à l'article 3, le Service général de l'Inspection est composé d'inspecteurs dont le nombre est fixé par le Gouvernement.

Art. 10

L'Inspecteur général coordonnateur détermine, après consultation des Inspecteurs généraux et des inspecteurs coordonnateurs :

1° l'éventuelle spécialisation de chaque membre du Service général de l'Inspection au regard des missions à exercer par le Service au sein duquel il est affecté, un inspecteur pouvant notamment être spécialisé dans les missions d'audit, dans les missions d'évaluation, dans les missions d'investigation et de contrôle spécifiques, dans les missions d'appréciation de l'aptitude pédagogique ou professionnelle des membres du personnel ou encore dans les missions visant spécifiquement l'enseignement spécialisé ;

2° s'il échet, l'affectation des Inspecteurs au sein d'une zone telle que définie à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre les établissements dans l'enseignement secondaire de plein exercice.

Dans tous les cas visés à l'alinéa 1er, pour toute la période couverte par un plan de pilo-

tage/contrat d'objectifs, les membres du personnel qui se seraient vu confier une ou plusieurs missions d'audit ou d'évaluation portant sur un établissement d'enseignement ne peuvent être chargés d'y exécuter une mission d'investigation et de contrôle spécifique.

L'Inspecteur général coordonnateur peut, selon les besoins et les modalités qu'il détermine avec, selon le cas, l'Inspecteur général compétent ou l'Inspecteur coordonnateur concerné, autoriser les inspecteurs d'un des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3, à exercer des missions d'inspection au sein d'un autre de ces Services.

Art. 11

§ 1er. L'Inspecteur général coordonnateur réunit les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs coordonnateurs afin :

1° de vérifier l'effectivité et la qualité de l'ensemble des missions visées aux articles 4 à 7 ;

2° d'assurer l'efficacité générale des Services de l'Inspection et leur coordination ;

3° de veiller tout particulièrement à la cohérence des actions des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3 ;

4° de contrôler le respect, par les différents inspecteurs, des missions qui leur ont été confiées et, le cas échéant, du mandat sur la base duquel ils les ont exécutées.

§ 2. Pour le 5 juillet de chaque année, chaque inspecteur, en ce compris l'Inspecteur coordonnateur, transmet à son supérieur hiérarchique direct un bilan de ses activités. Le modèle de ce bilan d'activités est fixé par l'Inspecteur général coordonnateur, après avis des Inspecteurs généraux, et soumis à l'approbation du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Pour le 15 septembre de chaque année, chaque Inspecteur général pour les Services visés à l'article 3, alinéa 3, 1° et 2°, et chaque Inspecteur coordonnateur pour les Services visés à l'article 3, alinéa 3, 3° à 5°, transmet à l'Inspecteur général coordonnateur un bilan des activités de son service. Ce bilan comprend, notamment, un rapport relatif aux observations générales récoltées dans le cadre des missions d'audit, des missions d'évaluation et aux résultats de l'action éducative dans les établissements.

Pour le 15 octobre, l'Inspecteur général coordonnateur :

1° au moins tous les deux ans, établit un bilan de synthèse des activités du Service général de l'Inspection en se basant, notamment, sur les bilans visés aux alinéas 1er et 2 ainsi qu'une proposition de programme d'activités pour la ou les années scolaires suivantes qu'il transmet pour approbation au Gouvernement via la Cellule inter-

médiaire de coordination, accompagnés des bilans établis en vertu de l'alinéa 2 ;

2° chaque année, transmet au Gouvernement, via la Cellule intermédiaire de coordination, un rapport sur l'état général du système éducatif en lien avec les observations générales récoltées dans le cadre des missions d'audit, des missions d'évaluation et portant sur les résultats de l'action éducative dans les établissements.

Le programme d'activités visé à l'alinéa 3, 1°, comprend des propositions de missions d'évaluation au sens des articles

TITRE II

DE L'ÉPREUVE D'ADMISSION ET DE LA FORMATION INITIALE DONNANT ACCÈS AUX FONCTIONS D'INSPECTEUR

CHAPITRE PREMIER

De l'accès à l'épreuve d'admission à la formation initiale

Art. 12

Sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, fondée sur les nécessités du Service, appréciées en tenant compte du cadre fixé en vertu de l'article 9, alinéa 2, le Gouvernement organise une épreuve d'admission à une formation initiale et à la certification donnant accès à une ou plusieurs fonctions d'inspecteur visées à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°.

Une fois arrêté le nombre de postes à pourvoir par fonction d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, le Gouvernement lance un appel à candidatures à l'épreuve d'admission visée à l'alinéa 1er, aux fins de pourvoir aux postes précités.

Lorsqu'il introduit sa candidature à l'épreuve d'admission visée à l'alinéa 1er, le candidat précise quelle fonction d'inspecteur visée à l'annexe Ire du présent décret il souhaite postuler. Un même candidat peut postuler plusieurs fonctions pour autant qu'il réponde aux conditions énoncées à l'article 13.

Art. 13

§ 1er. Nul n'est admissible à l'épreuve d'admission permettant l'accès à la formation initiale si, à la date de l'introduction de sa candidature, il ne remplit pas les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement ;

2° être de conduite irréprochable ;

3° jouir des droits civils et politiques ;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice ;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique ;

6° être nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction pour au moins une demi-charge ou dans plusieurs fonctions à prestations incomplètes couvrant des prestations pour au moins une demi-charge dans l'enseignement ou le cas échéant dans un centre psycho-médico-social organisé ou subventionné par la Communauté française sauf pour l'enseignement de promotion sociale pour lequel il convient d'être nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction à concurrence d'une demi-charge au moins dans cet enseignement ;

7° être titulaire à titre définitif à concurrence d'au moins une demi-charge de l'une des fonctions reprises au tableau repris à l'annexe Ire du présent décret, indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer et porteur du titre requis pour cette fonction ou d'un titre pédagogique de type certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, le titre d'instituteur de l'enseignement primaire, le titre d'instituteur de l'enseignement maternel ;

8° compter une ancienneté de service de dix ans au moins et une ancienneté de fonction de six ans au moins ;

9° ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes ;

10° ne pas avoir été démis de ses fonctions en application des articles 62 ou 93 ;

11° s'il a postulé l'une des fonctions d'inspecteur visées à l'article 32, alinéa 2, 2° :

- être en possession du visa émanant de l'autorité du culte concerné ou de l'organisation reconnue par la loi dont il relève et qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle ;

- avoir bénéficié d'une formation à la neutralité dans le cadre de la formation initiale liée à ses fonctions d'enseignant, ou avoir réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée dans l'enseignement de promotion sociale.

Le Gouvernement arrête le modèle et les modalités de délivrance du visa requis à l'alinéa 1er, 11°, premier tiret, étant entendu que ce visa doit expressément porter sur l'accès éventuel du candidat à l'une des fonctions d'inspecteur visées à l'article 32, alinéa 2, 2°, et doit être délivré distinctement du visa requis pour l'accès du membre du personnel à ses fonctions dans l'enseignement.

Aux conditions définies par le Gouvernement, le candidat qui ne répond pas à la condition d'accès visée à l'alinéa 1er, 11°, second tiret peut, s'il

démontre que sa situation est totalement indépendante de sa volonté, être autorisé à démontrer au plus tard au terme de la formation initiale organisée en vertu du présent décret qu'il a bénéficié d'une formation à la neutralité organisée ou reconnue par la Communauté française.

§ 2. Peut également se porter candidat à l'épreuve d'admission à la formation initiale le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole et qui, dans le cadre de sa carrière dans l'enseignement, a fait l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif à l'une des fonctions indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer. Dans ce cas, les conditions visées au paragraphe 1er, alinéa 1er, 6° à 8°, sont appréciées au regard de cette dernière fonction.

§ 3. A partir de 2023, toute personne ne répondant pas à la condition visée au paragraphe 1er, 6° ou 7°, peut également se porter candidat à l'épreuve d'admission à la formation initiale donnant accès à une ou plusieurs fonctions d'inspecteur, pour autant :

- qu'elle soit porteuse du titre requis pour exercer une des fonctions indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer reprises au tableau de l'annexe Ire du présent décret ou d'un titre pédagogique de type certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, le titre d'instituteur de l'enseignement primaire, le titre d'instituteur de l'enseignement maternel ;

- qu'elle remplisse, à la date de l'introduction de sa candidature, les conditions prévues au paragraphe 1er, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 8°, 9°, 10° et 11°.

§ 4. Nul n'est autorisé à participer à l'épreuve d'admission ou à poursuivre la formation initiale dès lors qu'il ne remplit plus l'ensemble des conditions énumérées au paragraphe 1er ou aux paragraphes 2 et 3.

§ 5. Le Gouvernement fixe les modalités de forme et de délai selon lesquelles est introduite toute candidature à l'épreuve d'admission à la formation initiale.

Art. 14

Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 13, § 1er, 8°, sont seuls admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, en qualité de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel paramédical.

Pour le calcul de l'ancienneté de fonction vi-

sée à l'article 13, § 1er, 8°, sont seuls admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans la ou les fonction(s) visée(s) à l'article 13, § 1er, 7°, donnant accès à la fonction d'inspecteur concernée.

Art. 15

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service et dans l'ancienneté de fonction visées à l'article 13, § 1er, 8° :

1° les services effectifs, rendus en qualité de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente, les vacances d'hiver et de printemps ainsi que les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse accordés à partir du 1er janvier 1999, ce nombre de jours étant multiplié par 1,2 ;

2° les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés ;

3° les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné ou engagé pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire ;

4° les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes ;

5° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est réduit de moitié ;

6° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes pendant la même période ;

7° trente jours forment un mois ;

8° la durée des services admissibles que compte le candidat ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

Art. 16

Pour l'application des articles 14 et 15, les services rendus dans l'enseignement de la Communauté germanophone sont assimilés à des services rendus dans l'enseignement de la Communauté française.

CHAPITRE II

De l'épreuve d'admission à la formation initiale

Art. 17

Le Gouvernement organise l'épreuve d'admission à la formation initiale visée à l'article 22. Cette épreuve comprend une partie écrite et une partie orale, chacune d'elles étant évaluée sur 50 points.

Seuls les candidats remplissant les conditions fixées à l'article 13 peuvent participer à l'épreuve.

Le Gouvernement fixe le profil de compétences qui définit les compétences spécifiques et techniques ainsi que les compétences génériques et comportementales attendues avant la formation initiale et la certification permettant l'entrée au stage de l'inspecteur.

Il fixe également les modalités de chacune des parties de l'épreuve d'admission et les critères d'évaluation de chacune d'elles sur la base du profil de compétences visé à l'alinéa 3.

La partie écrite de l'épreuve se présente sous la forme d'un questionnaire à choix multiples comportant des questions théoriques et des questions de jugement situationnel.

Cette partie de l'épreuve est destinée à évaluer la capacité du candidat à répondre à des questions théoriques et à des questions de jugement situationnel portant sur les connaissances et les compétences spécifiques définies dans le profil de compétences visé à l'alinéa 3.

Seuls les candidats ayant obtenu au moins 60 % des points à la partie écrite sont admis à présenter la partie orale de l'épreuve.

La partie orale de l'épreuve consiste en un entretien devant l'un des jurys visés à l'article 19.

Cette partie de l'épreuve est destinée à évaluer la compétence technique de communication orale ainsi que des compétences génériques et comportementales du profil de compétences visé à l'alinéa 3.

Art. 18

Pour chaque fonction d'inspecteur, le ou les jurys visés à l'article 19 établissent un classement de sélection par fonction visée à l'article 12, alinéa 1er, des candidats en fonction des résultats à l'épreuve d'admission.

Le nombre de candidats retenus dans le classement de sélection est égal au nombre de postes à pourvoir dans la fonction d'inspecteur concernée, tel qu'arrêté par le Gouvernement en application de l'article 12, alinéa 2, multiplié par trois. Pour être pris en considération dans un classement de sélection, tout candidat doit obtenir un minimum de 60 points sur le total de 100 points des deux parties de l'épreuve d'admission.

Art. 19

Il est institué un ou plusieurs jurys d'admission à la formation initiale, composés de la manière suivante :

1° un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 15 au moins ;

2° trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un au moins représente la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ;

3° trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection ;

4° trois experts externes désignés par le Gouvernement, ayant une compétence spécifique en lien avec les différents volets de la formation initiale.

Pour chaque membre effectif du jury de l'épreuve d'admission, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister à ces aux réunions de ce ou de ces jurys en tant qu'observateurs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du jury de l'épreuve d'admission.

Les services d'un prestataire de services externe pour l'organisation de tout ou partie de l'épreuve d'admission peuvent être adjoints au jury.

Art. 20

Le ou les jurys de l'épreuve d'admission remettent, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, un avis sur l'application du présent titre.

CHAPITRE III

De la formation initiale

Art. 21

Seuls les candidats retenus dans l'un des classements d'admission visés à l'article 18 peuvent participer à la formation initiale et à l'épreuve de certification donnant accès au stage visé à l'article 49.

Art. 22

§ 1er. La formation initiale de l'inspecteur compte un minimum de 140 heures et comporte trois volets, communs à toutes les fonctions visées à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°.

Le premier volet de la formation initiale, dont la durée s'élève à minimum de 36 heures, vise à développer chez les candidats :

1° des aptitudes relationnelles dans la gestion des relations personnelles, interpersonnelles et groupales, en particulier dans les situations de communication orale et écrite, de prise de parole en public, d'animation de réunion, de travail en équipe, de prise de décision, de gestion de conflits, de médiation, de contrôle, de négociation et d'évaluation ;

2° la gestion d'un fonctionnement personnel adéquat par rapport à la fonction d'inspecteur, de méthodes de gestion des tâches y liées, notamment la gestion du temps, la gestion de projets, les méthodologies de travail, ... ;

3° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de leur propre action favorisant une aptitude à la réflexivité et au développement professionnel dans le cadre de leur future fonction et de leurs missions ;

4° la prise de conscience des changements de posture et d'identité professionnelle d'un inspecteur par rapport à ses aptitudes et compétences relationnelles, en ce compris les règles de déontologie.

Le deuxième volet de la formation initiale, dont la durée s'élève à un minimum de 70 heures, vise à développer chez les candidats :

1° la compréhension des valeurs, du sens et de la portée de la notion de pilotage du système scolaire et des organisations scolaires, en :

a) appréhendant le système éducatif dans une perspective systémique ;

b) s'appropriant les enjeux, les valeurs, les finalités et les fondements scientifiques de la gouvernance et du pilotage du système éducatif ; les méthodes et processus d'évaluation des politiques scolaires et des réformes pédagogiques ; en particulier les notions d'objectifs d'amélioration, d'objectifs particuliers, d'objectifs spécifiques, d'état des lieux, d'indicateurs, ... ;

c) s'appropriant l'organigramme et les missions de l'Administration générale de l'Enseignement, le rôle et les missions des différents acteurs du modèle de pilotage ;

d) mettant en perspective les enjeux et finalités actuels du pilotage du système éducatif et ceux qui font l'objet de mesures dans les axes du Pacte pour un Enseignement d'excellence, prioritairement en lien avec les objectifs d'amélioration ; en avoir une bonne appréhension ;

e) poursuivant le développement des savoirs et compétences liés aux différents critères de discrimination tels que couverts par le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination ; à la diversité culturelle ; aux concepts d'éducabilité et d'égalité en éducation ; aux inégalités liées au sexe, ainsi qu'à celles liées au niveau socio-économiques ;

f) appréhendant les dernières avancées scientifiques relatives aux sciences de l'éducation ;

2° la compréhension et la maîtrise des processus et méthodologies liés à la réalisation d'un audit en milieu scolaire, notamment :

a) l'analyse des données : méthodologie du recueil et de l'analyse descriptive de données quantitatives et qualitatives, en particulier celle relative à la production, à l'interprétation ; la lecture et compréhension des indicateurs quantitatifs et qualitatifs ; l'émission d'hypothèses explicatives ;

b) l'analyse de la pertinence et de la validité des stratégies au regard des fondements légaux et scientifiques (recherche scientifique, études nationales et internationales) et des enjeux du système éducatif ;

c) l'élaboration et la rédaction d'un diagnostic.

Le troisième volet de la formation initiale, dont la durée s'élève à un minimum de 24 heures, vise à développer chez les candidats :

1° l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires liées à la fonction d'inspecteur ;

2° la compréhension et la connaissance du fonctionnement d'un établissement scolaire ;

3° des capacités de gestion administrative liée à la fonction d'inspecteur ;

4° l'utilisation adéquate des outils numériques.

§ 2. Sur la base d'une proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, faite en concertation avec l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement élabore un plan de formation qui :

1° fixe, le cas échéant, le contenu et les méthodologies de la formation ainsi que les connaissances et capacités à acquérir, tels que définis au

paragraphe 1er ;

2° fixe le nombre d'heures de formation pour chacun des volets de la formation initiale visés au paragraphe 1er.

Sur la base du plan de formation visé à l'alinéa 1er, la formation initiale est organisée par l'Institut de la formation en cours de carrière. Les formateurs de cette formation initiale sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Ecoles, des établissements d'enseignement de promotion sociale, de l'Institut de la formation en cours de carrière, de l'Ecole d'Administration publique ou de l'Administration générale de l'Enseignement.

Art. 23

La formation initiale est gratuite et débute dans les trois mois qui suivent l'établissement des classements d'admission visé à l'article 18. Sauf nécessité, elle est organisée en dehors des périodes normales de fonctionnement des écoles. Les membres du personnel qui suivent la formation initiale sont considérés comme étant en activité de service.

Tous les candidats qui ont suivi la formation initiale reçoivent une attestation de fréquentation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % du temps de chaque volet de la formation initiale ou la preuve qu'ils en ont été totalement dispensés en vertu de l'article 24 sont admis à présenter l'épreuve de certification.

Art. 24

Pour tenir compte du portefeuille de compétences des candidats, l'Inspecteur général coordonnateur, sur la proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, peut dispenser les candidats du suivi d'un volet ou de plusieurs volets de la formation initiale, ou d'une partie des heures de la formation initiale, dans l'hypothèse où ils auraient suivi, et le cas échéant réussi, une ou des formations équivalentes.

CHAPITRE IV

De la certification donnant accès au stage à la fonction de promotion d'inspecteur

Art. 25

L'épreuve de certification visée à l'article 21 est organisée dans les six mois au plus tard du terme de la session de la formation initiale. Elle consiste en une production écrite personnelle défendue devant un jury.

Art. 26

La production écrite personnelle visée à l'article 25 consiste en un dossier constitué :

1° de deux études de cas personnel dont l'un au moins porte sur une dimension travaillée dans le deuxième volet de la formation initiale ;

2° d'un bilan de compétences du candidat, retenant ses principaux atouts et faiblesses, le candidat les étayant à partir de son parcours professionnel et les mettant en lien avec les connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de chacun des volets de la formation initiale.

La défense du dossier devant le jury consiste en la présentation et la défense orales de l'un des deux cas personnels étudiés.

Le jury fonde son appréciation de l'épreuve de certification sur les critères d'évaluation suivants :

1° la cohérence entre le bilan de compétences et le reflet de ces compétences dans les études de cas défendues par le candidat ;

2° la pertinence des actions proposées par le candidat dans les études de cas ;

3° le degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de chacun des volets de la formation initiale ;

4° la capacité à communiquer par écrit ;

5° la capacité à communiquer oralement.

Le Gouvernement fixe la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'entre eux ne dépasse 40 %, ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve.

Art. 27

A l'issue de la défense du dossier visée à l'article 26, alinéa 2, le jury de l'épreuve de certification statue, hors la présence du candidat, sur la délivrance d'une attestation d'échec ou de réussite. L'épreuve est considérée comme réussie si le candidat a obtenu au moins 60 % des points au total de l'ensemble de l'épreuve.

Le jury est également chargé d'établir un classement, par fonction, des candidats pour lesquels une attestation de réussite a été délivrée.

Le classement ainsi établi, par fonction, correspond à une réserve par fonction, d'une durée de validité de quatre ans à dater de la date à laquelle le classement a été établi pour la fonction concernée.

Art. 28

Le jury de l'épreuve de certification visée à l'article 25 est composé :

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 15 au moins ;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs de

l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un au moins représente la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection ;

4° de trois experts externes désignés par le Gouvernement, ayant une compétence spécifique en lien avec les différents volets de la formation initiale.

Pour chaque membre effectif du jury de l'épreuve de certification, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce jury en tant qu'observateurs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du jury de l'épreuve de certification.

Art. 29

Le jury de l'épreuve de certification remet, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, un avis sur l'application du présent titre.

TITRE III

Du statut des membres du personnel du Service général de l'Inspection

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 30

Le présent titre s'applique aux membres du personnel du Service général de l'Inspection, ci-après dénommés « les membres du personnel ».

Art. 31

Pour l'application du présent titre, les délais se calculent comme suit :

1° le jour de l'acte qui en constitue le point de départ n'est pas compris ;

2° le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, en ce compris les jours fériés de ou dans la Communauté française, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 32

Les fonctions de promotion que peuvent exercer les membres du personnel du Service général de l'Inspection ainsi que les fonctions dont doivent être titulaires les candidats à la fonction sont reprises dans l'annexe Ire du présent décret.

Le Gouvernement établit la liste des fonctions de promotion des membres du personnel du Service général de l'Inspection en veillant à les classer au sein des catégories suivantes :

- 1° Inspecteur ;
- 2° Inspecteur d'un cours de religion ou du cours de morale non confessionnelle ;
- 3° Inspecteur coordonnateur ;
- 4° Inspecteur général ;
- 5° Inspecteur général coordonnateur.

Art. 33

Le Gouvernement définit le profil de compétences commun à l'exercice de la fonction d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, qui définit les compétences spécifiques, les compétences techniques ainsi que les compétences générales et comportementales.

Lors de son entrée en fonction, le membre du personnel nommé à titre définitif, admis au stage ou désigné à titre provisoire dans une fonction de promotion d'inspecteur, prête serment entre les mains du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou de son délégué.

Le serment s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831. Acte en est donné au membre du personnel.

Art. 34

Le Gouvernement détermine les frais pouvant être remboursés aux membres du personnel. Il s'agit :

- 1° des frais de parcours ;
- 2° des frais de séjour ;
- 3° des frais autres, dont notamment les frais relatifs aux communications écrites et téléphoniques, à l'Internet et à l'achat de documentation.

Le Gouvernement fixe les limites et modalités du remboursement visé à l'alinéa 1er.

CHAPITRE II**Des devoirs et incompatibilités****SECTION PREMIÈRE****Des devoirs****Art. 35**

Les membres du personnel doivent, en toutes occasions, avoir le souci constant des intérêts de la Communauté française, des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française et des membres du personnel de ces établissements. Ils ont également le souci constant des élèves qui satisfont à l'obligation scolaire par la dispensation d'un enseignement à domicile.

Ils s'acquittent de leur mission avec une égale sollicitude vis-à-vis de tous les établissements scolaires et en toute indépendance à l'égard des pouvoirs organisateurs.

Art. 36

Ils doivent observer les principes de neutralité dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ne peuvent utiliser les élèves à des fins de propagande politique, religieuse, philosophique ou de publicité commerciale.

Les inspecteurs visés à l'article 32, alinéa 2, 2°, ne sont pas tenus d'observer les principes de neutralité dans l'exercice de missions étroitement liées à l'apprentissage des religions ou de la morale non confessionnelle, aux démarches pédagogiques, au respect des référentiels et des programmes des cours de religion ou de morale non confessionnelle. Ils s'abstiennent cependant de dénigrer les positions exprimées dans les cours parallèles ou par les inspecteurs de ces cours.

Art. 37

Les membres du personnel accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements.

Ils doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, les prestations nécessaires à la bonne marche du service.

Ils exécutent ponctuellement les missions qui leur sont confiées et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable de leur supérieur hiérarchique.

Art. 38

Ils sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public, et doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt du service.

Ils doivent, dans le service comme dans leur

vie privée, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction. Ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement.

Art. 39

Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Art. 40

Ils ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 41

Ils ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 42

Le Gouvernement peut préciser les devoirs prévus par la présente section.

Art. 43

Sans préjudice de l'application des lois pénales et, s'il y échet, de l'article 43 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les infractions aux dispositions de la présente section sont punies, suivant le cas, de l'une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 105 et dans le respect de l'article 110.

SECTION II

Des incompatibilités

Art. 44

Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection l'exercice du mandat politique :

1° de bourgmestre, d'échevin, de conseiller communal, de président du conseil de l'aide sociale ou de membre du conseil de l'aide sociale dans une commune comprise, en tout ou partie, dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'Inspecteur, d'Inspecteur coordonnateur, d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur ;

2° de député provincial ou de conseiller provincial dans une province qui comprend, en tout ou en partie, le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'Inspecteur, d'Inspecteur coordonnateur, d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 45

Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection l'exercice de tout mandat, en ce compris syndical, auprès d'un pouvoir organisateur ou d'une fédération de pouvoirs organisateurs dont un ou plusieurs établissement(s) d'enseignement est (sont) compris(s) dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur, d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 46

Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de sa fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

Art. 47

Le Gouvernement constate les incompatibilités visées aux articles 44 à 46. Il en informe le membre du personnel concerné dans un délai de vingt jours à partir du jour où il constate l'incompatibilité par lettre recommandée à la poste sortant ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Art. 48

En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité mentionnée à l'article 46, le membre du personnel concerné peut introduire, par la voie hiérarchique, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la notification de l'incompatibilité a été faite, une réclamation devant la Chambre de recours visée à l'article 116. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

CHAPITRE III

De l'accès aux fonctions de promotion d'inspecteur et d'inspecteur coordonnateur

SECTION PREMIÈRE

De l'admission au stage à la fonction de promotion d'inspecteur

Art. 49

Pour être admis au stage à la fonction de promotion d'inspecteur, le membre du personnel doit :

1° satisfaire aux conditions visées à l'article 13 ;

2° ne pas avoir été démis de ses fonctions en application de l'article 62 ou de l'article 93 ;

3° être détenteur de l'attestation de réussite à l'épreuve de certification en rapport avec la fonction d'inspecteur à conférer, visée à l'article 27.

Art. 50

En cas de vacance d'un emploi de la fonction de promotion d'inspecteur à conférer, et sans préjudice de l'application de l'article 43, le Gouvernement applique le classement de la réserve de recrutement visée à l'article 27.

Il invite le membre du personnel le mieux classé à entrer en stage. A défaut pour le membre du personnel concerné de répondre favorablement à cette invitation dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la notification de l'invitation, il est réputé refuser l'entrée en stage qui lui a été proposée et le Gouvernement invite le membre du personnel qui est classé suivant à entrer en stage, et ainsi de suite.

Le membre du personnel qui décline l'invitation à entrer en stage ne perd pas le bénéfice de son classement en cas de vacance d'un autre emploi de la fonction de promotion d'inspecteur à conférer. Le membre du personnel qui, à deux reprises, refuse un emploi vacant, est radié de la réserve.

Art. 51

Le Gouvernement fixe la résidence administrative des inspecteurs, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 52

§ 1er. Le stage d'inspecteur a une durée de 2 ans, calculée conformément au paragraphe 3.

§ 2. Pendant la durée du stage, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé ou engagé à titre définitif, le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine.

Sauf disposition contraire, le membre du personnel admis au stage d'inspecteur est assimilé à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction d'inspecteur.

Pendant la durée du stage, le membre du personnel peut être autorisé à participer à une formation lorsque celle-ci vise spécifiquement à développer les compétences professionnelles nécessaires à l'exercice de la fonction d'inspecteur et qu'elle est organisée en vertu :

1° soit du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ;

2° soit du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière ;

3° soit du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale ;

4° soit du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

§ 3. Pour le calcul de la durée du stage accompli, sont seuls pris en considération les services effectivement prestés pendant la durée du stage.

Sont assimilés à des services effectivement prestés les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5bis et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, ainsi que les congés en vue de l'adoption, de la tutelle officielle, du placement dans une famille d'accueil et les congés de maternité prévus respectivement au chapitre IIbis et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974.

Art. 53

§ 1er. Au plus tôt six mois après son entrée en fonction et au plus tard en fin de première année de stage, le membre du personnel stagiaire est évalué par au moins deux personnes dont, en tout cas, l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué et l'Inspecteur ou l'un des Inspecteurs coordonnateurs en charge de la coordination du Service dont dépend le membre du personnel stagiaire.

L'évaluation se fonde sur les dispositions du présent décret et sur la mise en pratique des connaissances, compétences et capacités supposées acquises progressivement dans le cadre de la formation d'insertion professionnelle visée à l'article 54. Elle tient compte du profil de compétences visé à l'article 33, alinéa 1er, ainsi que du contexte global dans lequel est amené à évoluer le stagiaire et des moyens qui sont mis à sa disposition.

En vue de l'attribution de l'évaluation, il est procédé à un entretien avec le membre du personnel et à la rédaction d'un rapport d'évaluation dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

L'évaluation aboutit à l'attribution soit de la mention « favorable » soit de la mention « défavorable ».

La mention obtenue par le stagiaire est portée à la connaissance de ce dernier soit par lettre recommandée, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Il est mis fin d'office au stage du membre du personnel qui obtient la mention « défavorable » à l'issue de sa première évaluation. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre la fonction et l'affectation dans lesquelles il est nommé ou engagé à titre définitif.

§ 2. À tout moment au cours de la seconde année de stage, le membre du personnel peut être à nouveau évalué, selon les mêmes modalités qu'au paragraphe 1er.

§ 3. Le stagiaire qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par envoi recommandé une réclamation écrite contre cette mention, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 116. Ce recours est suspensif.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

Art. 54

§ 1er. Pendant la durée du stage, une formation d'insertion professionnelle de 160 heures est dispensée au membre du personnel stagiaire.

La formation d'insertion professionnelle vise notamment :

1° la poursuite, l'approfondissement et l'intégration du développement des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de la formation initiale visée à l'article 22, notamment sur la base d'observations et d'expérimentations ;

2° le développement de l'identité profession-

nelle du stagiaire, lui permettant de s'approprier son rôle et sa position dans le système éducatif, de s'approprier les règles de déontologie, d'analyser ses atouts et ses faiblesses et de déduire ses besoins en termes de formation ;

3° le développement de la capacité de questionnement, de prise de distance et d'analyse réflexive ;

4° le développement de la compétence d'analyse systémique d'un établissement scolaire, de sa gestion, et de la compétence d'interprétation des différents phénomènes y observés, notamment par l'analyse d'incident critique de phénomènes interpersonnels et socio-organisationnels en jeu ;

5° l'appropriation de la méthodologie d'audit arrêtée par le Gouvernement ;

6° le développement de la communication, en situation interindividuelle ou collective, de constats, de conseils et de décisions auprès des différents types d'acteurs du système scolaire ;

7° le développement d'une capacité d'adaptation des pratiques de l'inspecteur à la diversité et à la spécificité des contextes institutionnels et environnementaux (public, taille des écoles ou centres PMS, ISE, ...).

§ 2. Sur la base d'une proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, en concertation avec l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement élabore un plan de formation d'insertion professionnelle qui définit :

1° les méthodologies en privilégiant celles qui visent le développement professionnel, notamment, l'analyse de cas, les mises en situation, l'Intervention et la constitution d'un portfolio ;

2° les modalités selon lesquelles la formation est organisée.

Le plan de la formation prévoit en tout cas deux parties qui sont mises en œuvre simultanément.

La première partie est constituée d'une formation de 90 heures minimum, commune à toutes les fonctions d'inspecteur.

La deuxième partie est constituée d'une formation de 30 heures minimum, spécifique à la fonction ou à un groupe de fonctions.

Dans l'hypothèse où l'inspecteur-stagiaire aurait déjà suivi une formation équivalente, il peut solliciter une dispense de tout ou partie du programme prévu par le plan de formation, selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement.

§ 3. Sur la base du plan de formation visé au paragraphe 2, la formation d'insertion professionnelle est organisée par l'Institut de la formation en cours de carrière.

Les formateurs de cette formation d'insertion professionnelle sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Écoles, des établissements d'enseignement de promotion sociale, de l'Institut de la formation en cours de carrière, de l'École d'Administration publique ou de l'Administration générale de l'Enseignement.

§ 4. À l'issue de la formation, le stagiaire présente et défend son portfolio devant le jury composé :

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 15 au moins ;

2° de deux membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un au moins représente la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif ;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection ;

4° d'un expert externe désigné par le Gouvernement, ayant une compétence spécifique en lien avec les missions du Service général de l'Inspection.

Pour chaque membre effectif du jury, le Gouvernement désigne un suppléant selon les mêmes modalités.

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce jury en tant qu'observateurs.

Les modalités de fonctionnement du jury sont fixées par le Gouvernement.

Le jury fonde son appréciation de l'épreuve de certification sur les critères d'évaluation suivants :

1° le degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de chacun des volets de la formation initiale ;

2° la capacité à communiquer par écrit ;

3° la capacité à communiquer oralement.

Le Gouvernement fixe la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'eux ne dépasse 40 %, ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve.

L'épreuve de certification est considérée comme réussie si le candidat obtient au moins 60 % des points.

§ 5. Il est mis fin d'office et sans préavis au stage en cas de non-réussite de la formation d'insertion professionnelle visée au présent article.

Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction et son affectation d'origine.

Pour éviter de perturber la stabilité des équipes pédagogiques, le Gouvernement peut reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de six mois à dater de la décision de non-réussite de cette formation d'insertion professionnelle.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1er, peut introduire, par envoi recommandé, un recours écrit contre la décision de non-réussite du stage, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 116. Ce recours est suspensif.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

Art. 55

Tout inspecteur-stagiaire peut solliciter la fin anticipée de son stage moyennant un préavis maximum de trois mois. Ce préavis peut toutefois être réduit de commun accord.

En cas d'absence de réaction du Gouvernement dans le mois de la demande de l'inspecteur-stagiaire, celle-ci est réputée acceptée.

Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, il ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation que dans l'hypothèse où il fera partie d'une réserve d'une fonction visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, du présent décret autre que celle pour laquelle il a été admis au stage. Il perd en tout cas le bénéfice du stage auquel il a mis fin de manière anticipée.

Pour assurer la continuité dans la fonction d'inspection ou pour éviter de perturber la stabilité des équipes pédagogiques, le Gouvernement peut reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum six mois à dater de la demande du membre du personnel.

Art. 56

§ 1er. À l'issue du stage, le membre du personnel qui a réussi l'épreuve visée à l'article 54, § 4, à l'issue de la formation d'insertion professionnelle visée au paragraphe 1er du même article, est évalué selon les mêmes modalités qu'à l'article 53.

Le membre du personnel qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par envoi recommandé une réclamation écrite contre

cette mention selon les mêmes modalités qu'à l'article 53, § 3.

§ 2. Le membre du personnel qui fait l'objet d'une évaluation favorable à l'issue du stage fait l'objet d'une proposition de nomination à titre définitif à la fonction d'inspecteur dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Cette proposition lui est notifiée par l'Inspecteur général coordonnateur, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Le membre du personnel dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour remettre la proposition complétée et signée à l'Inspecteur général coordonnateur et y indiquer s'il accepte ou renonce à une nomination à titre définitif à la fonction d'inspecteur.

En cas de renonciation dans le délai de 10 jours à une nomination à titre définitif, le membre du personnel réintègre sa fonction et son affectation d'origine.

§ 3. La nomination à une fonction d'inspecteur par le Gouvernement produit ses effets, pour l'intéressé, le jour de l'admission au stage. L'emploi dont était titulaire l'inspecteur-stagiaire au sein de son pouvoir organisateur d'origine, ou du Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux ne peut être déclaré vacant qu'à la date de la décision de nomination à la fonction d'inspecteur.

L'arrêté de nomination est publié par extrait au *Moniteur belge*.

SECTION II

De la désignation à titre provisoire à une fonction de promotion d'inspecteur

Art. 57

En cas d'absence temporaire d'un membre du personnel du Service général de l'Inspection ou de vacance d'un emploi d'inspecteur pour lequel il n'est pas possible de désigner un stagiaire, le Gouvernement peut procéder à une désignation à titre provisoire dans un emploi d'une fonction d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°.

Dans ce cas, sauf disposition contraire, pour les besoins de l'exercice de ses fonctions, le membre du personnel désigné à titre provisoire est assimilé à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction d'inspecteur.

Quelle que soit la date à partir de laquelle le membre du personnel est désigné en vertu de l'ali-

née 1er, sa désignation à titre temporaire prend fin au plus tard le 31 août.

La désignation visée à l'alinéa 1er peut être renouvelée deux fois au maximum dans le respect des dispositions de la présente section. La durée totale de la désignation à titre provisoire ne peut excéder trois années scolaires consécutives.

Art. 58

Nul ne peut être désigné à titre provisoire conformément à l'article 57 s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

1° satisfaire aux conditions visées à l'article 13, § 1er ;

2° avoir introduit sa candidature dans les formes et délais conformément à l'article 59.

La période durant laquelle un membre du personnel est désigné à titre provisoire en application des dispositions de la présente section ne peut être assimilée au stage visé à l'article 49.

Art. 59

Le Gouvernement invite les membres du personnel repris dans la réserve par fonction visée à l'article 27 en respectant l'ordre du classement établi à être désigné à titre provisoire, selon les modalités qu'il détermine.

A défaut, le Gouvernement invite les membres du personnel à introduire leur candidature à une désignation provisoire selon les modalités qu'il détermine.

Art. 60

§ 1er. Sans préjudice de l'application de l'article 143, moyennant un préavis de quinze jours, le Gouvernement peut mettre fin dans l'intérêt du service à la désignation d'un membre du personnel désigné à titre provisoire dans une fonction de promotion d'inspecteur.

§ 2. Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le Gouvernement envisage de mettre fin à sa désignation à titre provisoire sont notifiés au membre du personnel cinq jours ouvrables au moins avant son audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les

membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Le Gouvernement prend sa décision dans les dix jours de la transmission du procès-verbal.

Art. 61

Moyennant un préavis de trois mois, le membre du personnel peut renoncer à sa désignation à titre provisoire. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, il ne pourra être admis au stage ou désigné à titre provisoire à une fonction d'inspecteur qu'après avoir répondu à un nouvel appel aux candidats.

Le préavis visé à l'alinéa précédent peut être réduit de commun accord.

Art. 62

Il est d'office mis fin à la désignation à titre provisoire du membre du personnel lorsque celui-ci fait l'objet de l'une des sanctions disciplinaires visées à l'article 105, 4° à 7°.

Les sanctions disciplinaires visées à l'article 105, 6° et 7°, mettent fin, en outre, à tout lien statutaire, même dans la fonction d'origine du membre du personnel visé à l'alinéa précédent.

SECTION III

De la fonction de promotion Des Inspecteurs coordonnateurs au sein du Service général de l'Inspection

Art. 63

§ 1er. Le Gouvernement nomme, sur la proposition de classement du jury visé au paragraphe 4 :

1° cinq Inspecteurs coordonnateurs, chargés de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique. Ils peuvent notamment être chargés chacun spécifiquement de la coordination des missions d'audit, de la coordination des missions d'évaluation, de la coordination des missions de contrôle et d'investigation, de la coordination des missions en lien avec l'enseignement spécialisé ou de la coordination des missions en lien avec les cours disciplinaires ;

2° deux Inspecteurs coordonnateurs, chargés de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement secondaire de transition

et de qualification ;

3° un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ;

4° un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement artistique ;

5° un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'Inspection au niveau des Centres psycho-médico-sociaux.

Le Gouvernement détermine le profil de compétences commun à l'exercice de la fonction de promotion d'inspecteur coordonnateur au sein du Service général de l'Inspection. Ce profil de compétences commun définit les compétences spécifiques, techniques et génériques et comportementales.

Le Gouvernement fixe les modalités de forme et de délai selon lesquelles la candidature à l'une des fonctions visées à l'alinéa 1er doit être introduite. Il fixe également les modalités de la publicité de la formation visée au paragraphe 2, 5°.

§ 2. Les Inspecteurs coordonnateurs visés au paragraphe 1er sont nommés parmi les membres du personnel répondant aux conditions suivantes :

1° être nommé à titre définitif dans une des fonctions du Service général de l'Inspection visées à l'article 32, alinéa 2, 1° ou 2° ;

2° compter une ancienneté de fonction dans la fonction de promotion d'inspecteur de six ans au moins soit :

a. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique ;

b. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification ;

c. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement à distance pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ;

d. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement artistique pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement artistique ;

e. au sein du Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux pour être chargé de la coordination au niveau des centres psycho-médico-sociaux ;

3° avoir obtenu la mention « favorable » à sa dernière évaluation. En l'absence de rapport

d'évaluation, l'inspecteur est réputé avoir obtenu la mention « favorable » ;

4° ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes ;

5° avoir suivi une formation de 30 heures visant à développer des compétences d'encadrement et de leadership et notamment la capacité à :

a. gérer et souder une équipe, notamment en soutenant, motivant des collaborateurs, en stimulant leur développement personnel, professionnel et d'équipe dans une perspective d'organisation apprenante ;

b. organiser, diriger et coordonner les activités d'une équipe, évaluer celles-ci ;

c. analyser et proposer les voies de résolution de problèmes ;

d. gérer des projets, décider et initier les actions ciblées afin de mettre les décisions en œuvre ;

6° avoir réussi une épreuve de certification à l'issue de la formation visée au 5°.

§ 3. La formation visée au paragraphe 2, 5°, est organisée par le Gouvernement sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, fondée sur les nécessités du Service.

Elle peut éventuellement être organisée conjointement pour les candidats à une fonction de directeur de zone et pour les candidats à une fonction d'Inspecteur coordonnateur. Sur la base d'une proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, en concertation avec l'Inspecteur général coordonnateur le Gouvernement élabore un plan de formation qui fixe le cas échéant le contenu et les méthodologies de la formation ainsi que les connaissances et capacités à acquérir, telles que définies au paragraphe 2, 5°.

Sur la base du plan de formation visé à l'alinéa 2, la formation est organisée par l'Institut de la formation en cours de carrière. Les formateurs de cette formation sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Ecoles, des établissements d'enseignement de promotion sociale, de l'Institut de la formation en cours de carrière, de l'Ecole d'Administration publique ou de l'Administration générale de l'Enseignement.

§ 4. L'épreuve de certification visée au paragraphe 2, 6°, est organisée dans les trois mois au plus tard après le terme de la formation visée au paragraphe 3. Elle consiste en la production personnelle d'un dossier écrit défendu devant un jury.

Le dossier écrit est constitué :

1° d'une analyse de cas personnel portant sur une des dimensions travaillées lors de la formation visée au paragraphe 2, 5° ;

2° d'un bilan de de compétences du candidat,

repreuant ses principaux atouts et faiblesses, que le candidat étaye à partir de son parcours professionnel et les mettant en lien avec les connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de la formation visée au paragraphe 2, 5°.

Le jury fonde son appréciation de l'épreuve de certification sur les critères d'évaluation suivants :

1° la cohérence entre le bilan de compétences et le reflet de ces compétences dans l'étude de cas défendue par le candidat ;

2° la pertinence des actions proposées par le candidat dans l'étude de cas ;

3° le degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de la formation visée au paragraphe 2, 5° ;

4° la capacité à communiquer par écrit ;

5° la capacité à communiquer oralement.

Le Gouvernement fixe la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'entre eux ne dépasse 40 %, ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve.

Le jury est chargé d'examiner le dossier professionnel transmis par le candidat, d'auditionner ce dernier et d'évaluer l'ensemble de sa prestation et de sanctionner cette évaluation par une attestation de réussite ou d'échec.

Il est également chargé d'établir un classement des candidats ayant réussi l'épreuve, par fonction.

§ 5. Le jury visé au paragraphe 1er est composé :

1° de l'Inspecteur général coordonnateur qui préside ;

2° des deux Inspecteur généraux ;

3° de deux agents de rang 12 au moins désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un représente la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ;

4° d'un expert externe ayant une compétence spécifique en lien avec la formation visée au paragraphe 2, 5°, désigné par le Gouvernement.

Pour chaque membre effectif du jury de l'épreuve de certification, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce jury en tant qu'observateurs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du jury visé au paragraphe 1er.

§ 6. Les missions des Inspecteurs coordonnateurs visés au paragraphe 1er sont déterminées, en collaboration avec ces derniers, par l'Inspecteur général compétent pour les inspecteurs visés au paragraphe 1er, 1° et 2°, et par l'Inspecteur général coordonnateur pour les inspecteurs visés au paragraphe 1er, 3° à 5°.

Dans le cadre de leurs missions, les Inspecteurs coordonnateurs peuvent donner des instructions aux inspecteurs du Service de l'Inspection concerné.

Art. 64

Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 63, § 2, 2°, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction de promotion d'inspecteur.

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 63, § 2, 2°, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 65

Les Inspecteurs coordonnateurs bénéficient d'une allocation dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Le montant de l'allocation ne peut en aucun cas être supérieur à la moitié de la différence entre l'échelle de traitement minimum de l'Inspecteur général et l'échelle de traitement minimum de l'inspecteur.

Le Gouvernement fixe la résidence administrative des inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur et du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Art. 66

Les Inspecteurs coordonnateurs restent soumis à l'évaluation visée au chapitre V.

CHAPITRE IV

Du mandat pour l'exercice des fonctions de promotion d'Inspecteur général et d'Inspecteur général coordonnateur.

SECTION PREMIÈRE

Procédure et conditions d'obtention du mandat

Art. 67

Les emplois des fonctions d'Inspecteur général et d'Inspecteur général coordonnateur visés à l'article 32, alinéa 2, 4° et 5°, sont conférés par

mandat.

Un mandat ne peut être conféré qu'en cas de vacance d'emploi dans la fonction considérée.

Le Gouvernement arrête le profil de fonction de l'Inspecteur général et de l'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 68

La vacance d'emploi de la fonction d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur à conférer est portée à la connaissance des membres du personnel susceptibles d'être candidats à l'exercice d'un mandat, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 69

Peuvent seuls être mandatés les candidats qui ont respecté la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 70

Nul ne peut se voir conférer un mandat s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être nommé à titre définitif dans une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° ou 2° ;

2° compter une ancienneté de fonction de six ans au moins :

a) dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique pour être mandaté à la fonction d'Inspecteur général de l'enseignement du continuum pédagogique ;

b) dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification pour être mandaté à la fonction d'Inspecteur général de l'enseignement secondaire de transition et de qualification ;

3° compter une ancienneté de fonction de neuf ans au moins dans une fonction de promotion d'inspecteur pour être mandaté à la fonction d'Inspecteur général coordonnateur ;

4° avoir obtenu la mention « favorable » à sa dernière évaluation. En l'absence de rapport d'évaluation, l'inspecteur est réputé avoir obtenu la mention « favorable » ;

5° ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes ;

6° avoir suivi et réussi une formation en gestion de ressources humaines d'un maximum de 60 heures, organisée par l'Ecole d'Administration publique. L'attestation de réussite de la formation est délivrée par un jury dont la composition et les mo-

dalités de fonctionnement sont déterminées par le Gouvernement.

A défaut de candidat répondant à la condition visée à l'alinéa 1er, 6°, le Gouvernement peut conférer un mandat à un candidat ne répondant pas à cette condition, pour autant que ce dernier s'engage à suivre la prochaine formation en gestion de ressources humaines. Il est mis fin d'office à l'exercice de son mandat en cas de non-respect de cet engagement ou en cas d'échec.

Nul n'est admis à la formation visée à l'alinéa 1er, 6°, s'il ne remplit pas, à la date d'introduction de la demande de participation, les conditions énoncées à l'alinéa 1er, 1°, 2°, 4° et 5°.

Art. 71

Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 70, alinéa 1er, 2° et 3°, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction de promotion d'inspecteur.

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 70, 2° et 3°, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 72

§ 1er. Il est créé, auprès du Gouvernement, une Commission de sélection et d'évaluation, ci-après dénommée « la Commission ».

§ 2. La Commission est compétente pour remettre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, les avis prévus en application de l'article 81.

§ 3. La Commission comprend :

1° le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ;

2° quatre membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement, titulaires d'un grade de rang 16 au moins ;

3° cinq membres désignés par le Gouvernement parmi les titulaires de la fonction de professeur ordinaire, de professeur ou de chargé de cours, nommé ou engagé à titre définitif à temps plein au sein d'une Université organisée ou subventionnée par la Communauté française ou titulaires d'une fonction élective au sein d'une Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française.

Les membres de la Commission sont désignés pour un terme de cinq ans, renouvelable.

§ 4. Le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif préside la Commission. Le Gouvernement désigne un vice-

président de la Commission parmi les quatre fonctionnaires généraux visés au paragraphe 3, 2°.

Le Gouvernement désigne un secrétaire et un secrétaire suppléant de la Commission parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement.

§ 5. Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant choisi selon les mêmes modalités que le membre effectif qu'il supplée. Le Gouvernement désigne un suppléant au Directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif parmi les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement, titulaires d'un grade de rang 16 au moins.

§ 6. La Commission rend ses avis à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Le Gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement de la Commission ainsi que son règlement d'ordre intérieur, sur proposition de la Commission.

§ 7. Tout membre de la Commission qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné au sein de la Commission est remplacé sans délai par le Gouvernement, selon les mêmes modalités. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 73

Lors de la déclaration de vacance de l'emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement établit une lettre de mission sur proposition du Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif.

La lettre de mission comporte au moins la description des éléments suivants :

1° la définition précise des missions qui incombent au mandataire ;

2° les objectifs à atteindre.

Art. 74

Les candidatures à un mandat sont examinées par la Commission qui peut décider d'entendre les différents candidats.

La Commission présente au Gouvernement, par mandat à conférer, une liste de cinq candidats au plus, classés dans l'ordre de leurs mérites et de leurs aptitudes relationnelles. Pour classer les candidats selon l'ordre de leurs mérites et aptitudes, la Commission prend notamment en compte les formations en cours de carrière et les formations complémentaires, les publications, les diplômes, certificats et brevets obtenus, les projets mis en œuvre lorsque les candidats exerçaient leur fonction d'inspecteur ou un mandat antérieur.

SECTION II

Durée et exercice du mandat

Art. 75

§ 1^{er}. Le mandat d'Inspecteur général, d'une durée de cinq ans, est confié par le Gouvernement au candidat qu'il choisit dans la liste proposée par la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 72.

Ce mandat est renouvelable sur la base de l'évaluation attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation.

§ 2. Le mandat d'Inspecteur général coordonnateur, d'une durée de cinq ans, est confié par le Gouvernement au candidat qu'il choisit dans la liste proposée par la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 72.

Ce mandat est renouvelable sur la base de l'évaluation attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation.

Art. 76

Le mandat est temporaire. Il ne donne aucun droit à une nomination à titre définitif à la fonction qu'il confère.

La fonction conférée par mandat est indivisible. Elle est exercée à temps plein.

Durant l'exercice de son mandat, le membre du personnel est en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Sa résidence administrative est fixée au siège administratif du Service général de l'Inspection.

Art. 77

Pendant la durée de son mandat, le mandataire ne peut obtenir :

1° un congé pour interruption de la carrière professionnelle, à l'exception de l'interruption de carrière pour donner des soins palliatifs, pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave ou lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant dans le cadre du congé parental ;

2° un congé pour mission ou une disponibilité pour mission spéciale ;

3° un congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé, d'une école officielle ou d'une école libre subventionnée ;

4° un congé pour présenter sa candidature

aux élections législatives ou provinciales ;

5° un congé pour suivre des cours, se préparer à passer des examens et subir des examens ;

6° un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement ;

7° un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel âgé de 50 ans ;

8° un congé politique ;

9° une disponibilité pour convenances personnelles ;

10° une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite sur la base des dispositions de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Art. 78

Durant l'exercice de son mandat, l'Inspecteur général bénéficie de l'échelle de traitement accordée à un agent des Services du Gouvernement de rang 15.

Durant l'exercice de son mandat, l'Inspecteur général coordonnateur bénéficie de l'échelle de traitement accordée à un agent des Services du Gouvernement de rang 16.

Art. 79

Tout membre du personnel en activité de service âgé de 57 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

Tout membre du personnel en activité de service âgé de 58 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au membre du personnel qui, à la date du 1^{er} janvier 2015, n'a pas atteint respectivement l'âge de 57 ans ou de 58 ans.

Art. 80

Tout membre du personnel en activité de service, âgé de 61 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 1er de l'article 2bis de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

Tout membre du personnel en activité de service, âgé de 62 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 2 de l'article 79, la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

Art. 81

L'évaluation des mandataires a lieu tous les trente mois. Elle est attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 72.

L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée à l'article 73.

Elle fait l'objet d'une des mentions suivantes :

- 1° « favorable » ;
- 2° « réservée » ;
- 3° « défavorable ».

Art. 82

Le mandataire auquel est attribuée une évaluation « favorable » en cours de mandat poursuit l'exercice de son mandat.

En cas d'attribution d'une évaluation « réservée » en cours de mandat, une nouvelle évaluation est réalisée dans les six à douze mois qui suivent et elle conduit à l'attribution d'une mention « favorable » ou « défavorable ». L'attribution d'une mention « réservée » peut conduire le Gouvernement à adapter la lettre de mission et enjoindre au mandataire de suivre des formations adaptées.

En cas d'évaluation « défavorable » en cours de mandat, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

Art. 83

En cas d'absence de l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique, le Gouvernement peut charger les inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique d'assurer conjointement les missions de l'Inspecteur général.

En cas d'absence de l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification, le Gouvernement peut charger les inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification d'assurer conjointement les missions de l'Inspecteur général.

En cas d'absence de l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement peut charger un fonctionnaire général d'assurer les missions de l'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 84

Le mandataire peut mettre fin volontairement à son mandat, moyennant un préavis de trois mois.

Il est d'office mis fin au mandat de manière anticipée lorsque le mandataire fait l'objet d'une des sanctions disciplinaires visées à l'article 105, alinéa 1er, 4° à 7°.

Art. 85

Lorsque, pour quelque raison que ce soit, il est mis fin à un mandat avant son échéance, le mandataire est remplacé. Le remplaçant, désigné par le Gouvernement selon les modalités fixées aux articles 67 à 74, achève le mandat en cours.

SECTION III**Échéance du mandat****Art. 86**

A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « favorable » est reconduit d'office par le Gouvernement dans ce mandat sans qu'il soit procédé à la déclaration de vacance visée à l'article 68.

A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « réservée » voit son mandat remis en concurrence et ne peut plus, pendant cinq ans, poser sa candidature à une désignation dans le mandat d'Inspecteur général coordonnateur.

A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « défavorable » ne peut plus poser sa candidature à une désignation dans le mandat qu'il vient d'exer-

cer et ne peut plus, pendant cinq ans, poser sa candidature à une désignation dans le mandat d'Inspecteur général ni dans le mandat d'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 87

Si un mandataire dans la fonction d'Inspecteur général accepte un mandat d'Inspecteur général coordonnateur, il est réputé démissionnaire de son mandat d'Inspecteur général.

Art. 88

Lorsqu'il perd sa qualité de mandataire, le membre du personnel retrouve sa fonction de promotion d'inspecteur.

CHAPITRE V

De l'évaluation en cours de carrière des inspecteurs nommés à titre définitif

Art. 89

§ 1er. Au moins tous les deux ans, l'inspecteur fait l'objet d'une évaluation par l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué et l'Inspecteur général ou l'un des Inspecteurs coordonnateurs en charge de la coordination du Service dont dépend l'inspecteur. Celle-ci se base sur l'accomplissement des missions qui lui ont été attribuées conformément aux dispositions du Titre Ier.

§ 2. Tous les deux ans au moins, l'inspecteur désigné à titre provisoire en vertu de l'article 57 fait l'objet d'une évaluation par l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué et l'Inspecteur général ou l'un des Inspecteurs coordonnateurs en charge de la coordination du Service dont dépend l'inspecteur. Celle-ci se base sur l'accomplissement des missions qui lui ont été attribuées conformément aux dispositions du Titre Ier.

§ 3. Au moins tous les deux ans, l'inspecteur coordonnateur fait l'objet d'une évaluation par l'Inspecteur général coordonnateur et un Inspecteur général. Celle-ci se base sur l'accomplissement des missions qui lui ont été attribuées conformément aux dispositions du Titre Ier.

Art. 90

L'évaluation fait l'objet de l'une des mentions suivantes :

- 1° « favorable » ;
- 2° « réservée » ;
- 3° « défavorable » .

Lorsque l'évaluation aboutit à l'attribution de la mention « réservée », la mention attribuée lors de l'évaluation suivante est soit « favorable » soit « défavorable » .

Dans le cadre d'une évaluation « réservée », le membre du personnel peut se voir formuler des recommandations complémentaires à la formation obligatoire individuelle visée à l'article 94, § 2.

Art. 91

En vue de l'attribution de l'évaluation, il est procédé à un entretien avec le membre du personnel et à la rédaction d'un rapport d'évaluation dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles l'entretien se déroule, dont le rapport est porté à la connaissance du membre du personnel et la manière dont celui-ci peut faire valoir ses remarques.

Art. 92

Le membre du personnel qui se voit attribuer une mention « réservée » ou « défavorable » peut introduire par envoi recommandé une réclamation écrite contre cette mention, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 116.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

Art. 93

Il est mis fin à la fonction d'inspecteur du membre du personnel qui fait l'objet de deux évaluations défavorables consécutives.

Il est mis fin à la fonction de promotion d'inspecteur coordonnateur du membre du personnel qui fait l'objet de deux évaluations défavorables consécutives. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre sa fonction d'inspecteur.

CHAPITRE VI

De la formation en cours de carrière

Art. 94

§ 1er. Les membres du Service général de l'Inspection exerçant une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1°, 2° et 3°, suivent une formation en cours de carrière qui vise :

1° le partage et l'analyse de pratiques et de ressources au bénéfice du développement professionnel individuel et collectif ;

2° le perfectionnement, l'ajustement et l'actualisation du développement des compétences de la formation initiale visée à l'article 22 et de la for-

mation d'insertion professionnelle visée à l'article 54 ;

3° l'acquisition et l'intégration de connaissances, compétences complémentaires à développer au vu des orientations prioritaires du système éducatif, des avancées scientifiques de la recherche par rapport à celles-ci, de l'évolution des missions des inspecteurs et des besoins de formation constatés lors de l'analyse des rapports annuels des Inspecteurs généraux et coordonnateurs ;

4° l'acquisition de compétences complémentaires, en ce compris les compétences pédagogiques en fonction du projet de formation individuel et de leur évaluation individuelle ;

5° la prise de recul et l'analyse réflexive de leur propre fonctionnement via, notamment, la confrontation de leur pratique professionnelle à celles de leurs collègues, les formations formelles ou informelles (lectures, conférences, Mooc, etc.) personnelles et l'écriture d'un portfolio professionnel.

§ 2. Sur la base d'une proposition du Service général de l'Inspection, l'Institut de la formation en cours de carrière détermine un plan commun de formation annuel obligatoire :

1° privilégiant des méthodologies qui visent le développement professionnel, notamment le partage de pratiques, l'analyse de cas, les mises en situation, l'Intervision ainsi que la production par les membres du personnel de synthèses, d'outils et d'un portfolio professionnel ;

2° comprenant les modalités selon lesquelles la formation est organisée.

Les formateurs de cette formation en cours de carrière sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Écoles, des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, de l'Institut de la Formation en cours de carrière ou de l'Administration générale de l'Enseignement, ou tout opérateur de formation reconnu et validé par l'Institut de la Formation en cours de carrière.

§ 3. La formation en cours de carrière des inspecteurs est organisée sur une base obligatoire et sur une base volontaire.

Elle débute un an après que le membre du personnel a été nommé.

§ 4. La formation en cours de carrière comprend 12 à 20 demi-jours de formation obligatoire annuelle dont :

- 4 à 8 demi-jours sont consacrés à de la formation obligatoire individuelle dont le contenu et les modalités sont fixés sur la base d'un projet de formation personnel lors de l'entretien d'évaluation qui a lieu tous les deux ans ;

- 4 demi-jours sont réservés, pour les inspecteurs disposant de moins de 10 années d'expé-

rience dans la fonction, à la production d'une synthèse personnelle des apports des formations suivies et d'une analyse réflexive de son propre fonctionnement sous la forme d'un portfolio professionnel. La production d'un portfolio professionnel est laissée à la discrétion des membres du personnel ayant plus de dix années d'expérience dans la fonction.

Sous réserve de l'autorisation de sa hiérarchie, le membre du personnel peut répartir le nombre de demi-jours de formation obligatoire individuelle sur les jours de prestations de trois années consécutives.

§ 5. En dehors du temps de prestation du membre du personnel, la formation organisée sur la base volontaire n'est pas limitée en nombre de demi-jours de formation.

Lorsqu'elle se déroule pendant le temps de prestation des membres de personnel, elle ne peut dépasser 6 demi-jours par an, sauf dérogation accordée par le Gouvernement sur la demande de l'Inspecteur général coordonnateur.

Les formations volontaires sont à la charge du Service général de l'Inspection.

§ 6. Au terme des formations, il est délivré aux membres du Service général de l'Inspection une attestation de fréquentation, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 7. L'Institut de la formation en cours de carrière remet, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, un avis sur l'application du présent article.

Art. 95

Les membres du Service général de l'Inspection exerçant une fonction de promotion d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur visées à l'article 32, alinéa 2, 4° et 5°, suivent annuellement une formation en cours de carrière de 10 demi-jours au moins, organisée par l'Ecole d'Administration publique dont le programme et le développement des compétences à poursuivre sont déterminés par le Gouvernement.

La formation peut être étalée sur une période de trois années consécutives.

CHAPITRE VII

Des positions administratives

SECTION PREMIÈRE

Dispositions générales

Art. 96

Les membres du personnel du Service général de l'Inspection sont dans l'une des positions admi-

nistratives suivantes :

- 1° l'activité de service ;
- 2° la non-activité ;
- 3° la disponibilité.

SECTION II

De l'activité de service

Art. 97

Le membre du personnel du Service général de l'Inspection est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Art. 98

Les conditions auxquelles le membre du personnel du Service général de l'Inspection a droit à un traitement et un avancement de traitement sont les mêmes que les conditions prévues pour les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'il inspecte.

Les Inspecteurs généraux et l'Inspecteur général coordonnateur bénéficient durant leur mandat des congés de vacances annuelles des agents des Services du Gouvernement.

SECTION III

De la non-activité

Art. 99

Le membre du personnel du Service général de l'Inspection est dans la position de non-activité :

1° lorsque, aux conditions fixées par le Gouvernement, il accomplit, en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objectifs de conscience ;

2° lorsqu'il est frappé de la sanction de suspension disciplinaire ou de mise en non-activité disciplinaire ;

3° lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée.

Art. 100

Le membre du personnel du Service général de l'Inspection qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement, sauf disposition formelle contraire.

S'il se trouve en position de non-activité en raison des dispositions prévues à l'article 99, 2°, il n'a pas droit à l'avancement de traitement.

Art. 101

Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

SECTION IV

De la disponibilité

Art. 102

Sans préjudice des dispositions de l'article 77, le membre du personnel du Service général de l'Inspection peut être mis dans l'une des positions de disponibilité suivantes dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'il inspecte :

1° pour mission spéciale ;

2° pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celles des congés pour cause de maladie ou d'infirmité ;

3° pour convenances personnelles ;

4° pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ;

5° par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Toutefois, en cas de mise en disponibilité pour convenances personnelles, l'emploi dont est titulaire le membre du personnel demeure non vacant pendant la période de cette mise en disponibilité.

Art. 103

Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité après la fin du mois où il atteint l'âge auquel il peut prétendre à la pension de retraite.

La disposition de l'alinéa 1er ne s'applique pas aux membres du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale.

Art. 104

Des traitements d'attente peuvent être alloués aux membres du personnel du Service général de l'Inspection mis en disponibilité dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'ils inspectent.

Ces traitements d'attente, les allocations et indemnités qui sont éventuellement alloués à ces membres du personnel, sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

CHAPITRE VIII

Du régime disciplinaire

SECTION PREMIÈRE

Des sanctions disciplinaires

Art. 105

Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel du Service général de l'Inspection sont :

- 1° le rappel à l'ordre ;
- 2° la réprimande ;
- 3° la retenue sur traitement ;
- 4° la suspension disciplinaire ;
- 5° la mise en non-activité disciplinaire ;
- 6° la démission disciplinaire ;
- 7° la révocation.

En outre, les inspecteurs coordonnateurs peuvent également se voir infliger une rétrogradation.

Art. 106

Pour les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, les sanctions disciplinaires sont proposées par l'Inspecteur général coordonnateur.

Pour les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de promotion d'Inspecteur coordonnateur visée à l'article 63, les sanctions disciplinaires sont proposées par l'Inspecteur général coordonnateur.

Pour les Inspecteurs généraux et l'Inspecteur général coordonnateur, les sanctions disciplinaires sont proposées par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Pour les inspecteurs d'un cours de religion ou du cours de morale non confessionnelle, les peines disciplinaires sont proposées après consultation du chef du culte concerné ou de l'autorité de morale non confessionnelle. Pour autant qu'elle soit démontrée, en cas d'absence ou de vacance d'autorité d'un culte ou de la morale non confessionnelle, cette consultation n'est pas requise.

Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le Gouvernement.

Art. 107

La retenue sur traitement ne peut être prononcée pour une durée supérieure à trois mois. Elle ne peut dépasser un cinquième du traitement.

Art. 108

La suspension disciplinaire ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an. Elle entraîne la privation de la moitié du traitement.

Art. 109

La durée de la mise en non-activité disciplinaire est fixée par le Gouvernement : elle ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans pouvoir jamais dépasser ce dernier montant, le traitement d'attente est fixé ensuite au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa sanction, le membre du personnel peut demander sa réintégration au sein du Service général de l'Inspection.

Art. 110

Aucune sanction ne peut être proposée sans que le membre du personnel ait été, au préalable, entendu ou dûment convoqué.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Tout membre du personnel invité à viser une proposition de sanction disciplinaire formulée à son encontre a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation écrite devant la Chambre de recours visée à l'article 116, dans le délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la proposition lui a été soumise pour visa.

Si l'intéressé n'a pas introduit de recours dans le délai fixé, la proposition de sanction disciplinaire est transmise immédiatement au Gouvernement.

Art. 111

La proposition de sanction disciplinaire et le recours introduit par le membre du personnel concerné sont transmis à la Chambre de recours susmentionnée dans le délai d'un mois à compter de la date de la réception du recours.

Art. 112

A moins d'empêchement légitime, le requérant comparaît en personne. Il peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Sauf dans les cas de poursuites pénales, la Chambre de recours donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de réception du dossier complet de l'affaire.

Toutefois, le Gouvernement peut demander un avis d'urgence. Dans ce cas, le délai ne peut cependant être inférieur à un mois. Le Gouvernement prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

Art. 113

Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 114

L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaires. Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité disciplinaire reste juge de l'application des sanctions disciplinaires.

SECTION II

De la radiation des sanctions disciplinaires

Art. 115

La sanction disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai :

1° d'un an pour le rappel à l'ordre et la réprimande ;

2° de trois ans pour la retenue sur traitement ;

3° de cinq ans pour la suspension disciplinaire ;

4° de sept ans pour la mise en non-activité disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1er commence à courir au prononcé de la sanction disciplinaire.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la sanction ne peut plus avoir d'effet, notamment sur les droits d'accès à une autre fonction de promotion.

CHAPITRE IX

De la chambre de recours

Art. 116

Il est institué, auprès du Gouvernement, une Chambre de recours pour les membres du personnel du Service général de l'Inspection, ci-après dénommée « la Chambre de recours ».

La Chambre de recours élabore son règlement

d'ordre intérieur qu'elle soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 117

La Chambre de recours traite des recours introduits en matière d'incompatibilité, d'évaluation et de sanction disciplinaire.

Art. 118

La Chambre de recours est composée :

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 16 au moins ;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de rang 15 au moins ;

3° de trois membres désignés par des organisations syndicales représentatives, parmi les membres du Service général de l'Inspection, chaque organisation syndicale disposant d'au moins un représentant ;

4° d'un secrétaire désigné par le Gouvernement parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement.

Art. 119

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 118, 1°, 2° et 4°.

Art. 120

En cas de remplacement d'un membre, le remplaçant achève le mandat de celui à la place duquel il est désigné.

Art. 121

Les président, président suppléant, membres effectifs et membres suppléants sont désignés pour cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

Art. 122

La Chambre de recours est présidée par le président et, à défaut, par le président suppléant.

Le président a voix délibérative.

Le secrétaire ou le secrétaire suppléant de la Chambre de recours en assure le secrétariat. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 123

Aucun recours ne peut faire l'objet de délibérations de la Chambre de recours si le requérant n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient les éléments sus-

ceptibles de permettre à la Chambre d'émettre un avis en toute connaissance de cause, notamment le rapport des enquêteurs, les procès-verbaux des auditions de témoins et des confrontations indispensables.

Le requérant peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

Art. 124

Dès qu'un recours est introduit, le Président communique au requérant la liste des membres effectifs et suppléants de la Chambre de recours.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de cette liste, le requérant peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres, mais tout au plus de deux membres désignés sur proposition des organisations syndicales et de deux membres désignés directement par le Gouvernement. Toutefois, il ne peut récuser un membre effectif et son suppléant.

Tout membre qui se sait cause de récusation est tenu de s'abstenir.

Un membre peut également demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le Président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut aussi décharger d'office un membre pour les mêmes motifs.

Art. 125

Les président et président suppléant ne peuvent siéger dans une affaire relative à l'un des membres du personnel relevant de leur administration.

Le président, le président suppléant, les membres effectifs et les membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint, leur cohabitant, un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 126

La Chambre de recours délibère valablement si le président et quatre membres au moins sont présents.

Si le quorum visé à l'alinéa 1er n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion dans les quinze jours. Au cours de cette réunion, une décision pourra être prise, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 127

Pour chaque affaire, le Gouvernement désigne un rapporteur parmi les agents de niveau 1 des Services du Gouvernement qui n'ont pas participé à l'enquête.

Le rapporteur expose objectivement à la Chambre de recours les rétroactes de l'affaire et les résultats de l'enquête. Il a droit de réplique. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 128

La Chambre de recours peut ordonner un complément d'enquête, entendre les témoins à charge ou à décharge. Après en avoir délibéré, elle transmet au Gouvernement son avis motivé. Cet avis mentionne le nombre de votes pour et contre émis.

Art. 129

L'avis est donné à la majorité simple des voix.

Le vote sur l'avis a lieu au scrutin secret. Les membres désignés directement par le Gouvernement et ceux désignés sur proposition des organisations syndicales doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

En cas de parité des voix, le président décide.

Art. 130

La décision prise par le Gouvernement fait mention de l'avis motivé de la Chambre de recours. Toute décision non conforme à l'avis de la Chambre de recours est motivée.

Le Gouvernement notifie sa décision à la Chambre de recours et au requérant.

Art. 131

Le mandat des membres de la Chambre de recours est gratuit. Toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées suivant les dispositions réglementaires en la matière. Aucune indemnité n'est cependant due au président ou au président suppléant.

Art. 132

Les modalités de fonctionnement de la Chambre de recours sont fixées par le Gouvernement, dans le respect des droits de la défense et du caractère contradictoire des débats.

CHAPITRE X

De la suspension préventive : mesure administrative

Art. 133

§ 1er. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 2. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste, et ce même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de

son expédition.

§ 3. Par dérogation à l'alinéa 1er du paragraphe 2, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service, que le membre du personnel ne soit plus présent au sein du Service.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écarterment immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écarterment immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté du service pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au paragraphe 2.

La mesure d'écarterment sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement. Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

Art. 134

§ 1er. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel du Service général de l'Inspection :

- 1° s'il fait l'objet de poursuites pénales ;
- 2° avant l'exercice de poursuites disciplinaires ou s'il fait l'objet de poursuites disciplinaires ;
- 3° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, elle expire en tout cas :

- 1° après six mois si aucune proposition de sanction disciplinaire n'a été formulée et notifiée au membre du personnel dans ce délai ;
- 2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification de la proposition de sanction disciplinaire si cette proposition est le rappel à l'ordre, la réprimande ou la retenue sur traitement ;
- 3° pour une proposition de sanction disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quarante jours calendrier après la notification de la proposition de sanction disciplinaire au membre du personnel si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition ;

4° pour une proposition de sanction disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification au Ministre de l'avis de la Chambre de recours sur la proposition de sanction disciplinaire formulée à l'encontre du membre du personnel ;

5° le jour où la sanction disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale coulée en force de chose jugée, le délai d'un an visé à l'alinéa 1er ne commence à courir qu'à dater du prononcé de la condamnation définitive.

§ 3. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Gouvernement, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Gouvernement peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 135

Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1er, est fixé à la moitié de son traitement d'activité le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales ;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires ;

3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive ;

4° de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au Gouvernement ;

5° d'une proposition de sanction disciplinaire

prévue à l'article 105, alinéa 1er, 4°, 5°, 6° et 7°, ou alinéa 2.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le Ministre notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du Ministre au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où la proposition de sanction disciplinaire est soumise ou notifiée au membre du personnel.

Art. 136

A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° le Gouvernement inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 105, alinéa 1er, 4°, 5°, 6° et 7°, ou alinéa 2 ;

2° il est fait application de l'article 137, § 1er, 2°, b), et 5° ;

3° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1er, le membre du personnel reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 135, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière

est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de son traitement, indûment retenu durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

CHAPITRE XI

De la cessation des fonctions

Art. 137

§ 1er. Les membres du personnel du Service général de l'Inspection nommés à titre définitif ou stagiaires ou désignés à titre provisoire sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été nommés à titre définitif ou admis au stage ou désignés à titre provisoire de façon régulière ;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être belge ou ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement ;

b) jouir des droits civils et politiques ;

c) avoir satisfait aux lois sur la milice ;

d) être de conduite irréprochable ;

3° si après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pour une période ininterrompue de plus de dix jours ;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours ;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraînent la cessation des fonctions ;

6° s'ils sont atteints d'une invalidité prématurée dûment constatée dans les conditions fixées par la loi et les mettant hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue ;

7° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 48 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin à une occupation incompatible, le cas échéant après épuisement de la procédure ;

8° s'ils sont mis à la retraite pour limite d'âge.

Art. 138

Pour les membres du personnel du Service général de l'Inspection nommés à titre définitif ou stagiaires, entraînent également la cessation définitive des fonctions :

1° la démission volontaire : le membre du personnel ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé conformément à l'article 55 ;

2° la sanction disciplinaire de la démission disciplinaire ou de la révocation visées à l'article 105.

Art. 139

Sans préjudice de l'application de l'article 137 du présent décret, moyennant un préavis de quinze jours, le Gouvernement peut mettre fin au stage d'un membre du personnel désigné en tant que stagiaire dans une fonction de promotion d'inspecteur.

Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le Gouvernement envisage de mettre fin au stage sont notifiés au membre du personnel cinq jours ouvrables au moins avant son audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Le Gouvernement prend sa décision dans les dix jours de la transmission du procès-verbal.

TITRE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATIVE, DISPOSITION ABROGATOIRE ET DISPOSITION FINALE

CHAPITRE PREMIER

Dispositions transitoires

Art. 140

Par dérogation à l'article 3, alinéa 3, 1° et 2°, le Service général de l'Inspection comprend jusqu'au 1er septembre 2020 :

a) un Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire, dirigé par un Inspecteur général assisté de trois Inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire ;

b) un Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire, dirigé par un Inspecteur général assisté de trois Inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement secondaire ordinaire ;

c) un Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement spécialisé.

Les services visés à l'alinéa 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, des missions visées à l'article 4.

Art. 141

Sous réserve de l'alinéa 2, les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif à la fonction d'inspecteur en vertu du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection dans la même fonction, à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif à la fonction d'inspecteur d'un cours de religion en vertu de l'article 9, alinéa 1er, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à la fonction d'inspecteur correspondante (tableau de l'annexe Ire).

Les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont désignés et nommés par leur chef de culte pour l'inspection d'un cours de religion en vertu de l'article 9, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'ensei-

gnement, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à la fonction d'inspecteur correspondante (tableau de l'annexe Ire).

Art. 142

L'Inspecteur général coordonnateur, les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection désignés en cette qualité à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés désignés respectivement comme Inspecteur général coordonnateur, comme Inspecteurs généraux et comme Inspecteurs coordonnateurs, au sein du même service, ceci jusqu'au terme de leur mandat en cours à la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 143

Par dérogation à l'article 57, les membres du personnel désignés à titre provisoire en qualité d'inspecteur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret continuent à bénéficier de leur désignation à titre provisoire conformément aux articles 70 et suivants du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques.

Parmi les membres du personnel désignés à titre provisoire visés à l'alinéa précédent, ceux qui occupent un emploi qui est repris dans le cadre visé à l'article 9, alinéa 2, continuent à bénéficier de leur désignation à titre provisoire jusqu'à l'entrée en stage, dans l'emploi qu'ils occupent, des inspecteurs-stagiaires désignés en vertu du présent décret. Si le nombre d'entrées en stage par fonction conformément au cadre arrêté pour la première fois après l'entrée en vigueur du présent décret en vertu de l'article 9, alinéa 2, entraîne un dépassement du nombre d'emplois par fonction du cadre, il est mis fin par priorité aux désignations à titre provisoire les plus récentes.

Parmi les membres du personnel désignés à titre provisoire visés à l'alinéa premier, ceux qui occupent un emploi qui n'est plus repris dans le cadre visé à l'article 9, alinéa 2, continuent à bénéficier de leur désignation à titre provisoire jusqu'au 31 août 2023.

Art. 144

§ 1er. Par dérogation à l'article 21, les membres du personnel désignés à titre provisoire en qualité d'inspecteur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont dispensés

de l'épreuve visée à l'article 17 pour autant qu'ils aient obtenu la mention « favorable » à l'évaluation prévue à l'article 89 du présent décret.

Dans l'hypothèse où l'inspecteur désigné à titre provisoire se prévalant du bénéfice de l'alinéa 1er n'a pas fait l'objet de l'évaluation visée à l'article 89, § 2, avant le 1er janvier 2020, celle-ci est réputée favorable.

§ 2 - Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, les membres du personnel visés au paragraphe 1er qui répondent à tout appel à candidatures lancé en application de l'article 12 pour une fonction d'inspecteur qu'ils occupent à titre provisoire, font de plein droit partie du nombre de candidats retenus dans le premier classement d'admission établi pour cette fonction et qui suit l'entrée en vigueur du présent décret. Ils en occupent les premières places par ordre d'ancienneté de fonction dans le Service.

CHAPITRE II

Dispositions modificatives

Art. 145

À l'article 9, l'alinéa 1er de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacée par ce qui suit :

« L'inspection des cours de religion dans les établissements d'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française est assurée par les inspecteurs des cours de religion nommés conformément au décret du XXX relatif au Service général de l'Inspection. ».

Art. 146

À l'article 9 de la même loi, les alinéas 2, 3 et 4 sont abrogés.

Art. 147

L'intitulé de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française est remplacé par un intitulé rédigé comme suit :

« Arrêté royal fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française ».

Art. 148

À l'article 1er, l'alinéa 1er du même arrêté royal est remplacé par un nouvel alinéa rédigé

comme suit :

« Le présent arrêté s'applique aux maîtres de religion et aux professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française. ».

Art. 149

L'article 31 et l'article 32, alinéa 2, du même arrêté royal sont abrogés.

Art. 150

L'article 3, paragraphe 1er, 2°, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités est complété par les termes suivants :

« e) du Service général de l'Inspection relevant du Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 151

L'article 61 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, abrogé par le décret du 27 mars 2002, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 61. § 1er. Il est créé au sein du Ministère une Cellule intermédiaire de coordination dont les membres sont :

1° le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou son délégué ;

2° l'Inspecteur général coordonnateur du Service général de l'Inspection ou son délégué ;

3° le Délégué coordonnateur Service général de Pilotage des Écoles et des Centres psychomédico-sociaux ou son délégué.

La Cellule intermédiaire de coordination :

1° assure la coordination entre le Service général de l'Inspection et le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux, ainsi que son rôle de coordination entre les deux Services généraux précités et les services et directions qui sont placés au sein de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif ;

2° exerce les missions qui lui sont confiées par le décret du XXX relatif au Service général de l'Inspection ;

3° exerce les missions qui lui sont confiées par le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs ;

4° exerce toute autre mission qui lui est confiée par le Gouvernement.

§ 2. La Cellule intermédiaire de coordination fixe son règlement d'ordre intérieur. Il est approuvé par le Gouvernement. Il prévoit au moins que :

1° le fonctionnaire en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif ou son délégué la préside et en fixe l'ordre du jour ;

2° la Cellule intermédiaire de coordination se réunit au moins une fois par mois sauf pendant les mois de juillet et août et prévoit les modalités de concertation en urgence, notamment dans le cas des missions d'investigation et de contrôle spécifique ;

3° les décisions sont prises dans le respect de la règle du consensus ;

4° lorsque la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission visée au paragraphe 1er, alinéa 2, 2°, le Délégué coordonnateur du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux ou son délégué siège en tant qu'observateur ;

5° lorsque la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission visée au paragraphe 1er, alinéa 2, 3°, l'Inspecteur général coordonnateur du Service général de l'Inspection ou son délégué siège en qualité d'observateur ;

6° si la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission liée aux articles 4, §§ 2 et 5, 5, §§ 2, 3, et 8, 6, §§ 1er et 4, et 7, §§ 2 et 5, du décret du XXX relatif au Service général de l'Inspection, elle invite le Directeur de la Direction des standards éducatifs et des évaluations ainsi que le fonctionnaire général en charge du Service général de l'analyse et de la prospective qui siègent en tant qu'observateurs ;

7° si la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission liée aux articles 5, § 1er, 5°, et 7, § 1er, 4, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs , elle invite le Directeur de la Direction des standards éducatifs et des évaluations ainsi que le fonctionnaire général en charge du Service général de l'analyse et de la prospective qui siègent en tant qu'observateurs. ».

Art. 152

L'article 1er, § 2, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs est complété par un 13° rédigé comme suit :

« 13° « La Cellule intermédiaire de coordina-

tion » : la cellule créée par l'article 61 du Décret missions. ».

Art. 153

L'article 3, § 1er, alinéa 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« La Cellule intermédiaire de coordination exerce la coordination entre le Service général de l'Inspection et le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux, ainsi que la coordination entre les deux Services généraux précités et les services et directions placés au sein de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif. ».

Art. 154

L'article 37 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel, l'exercice de tout mandat, en ce compris syndical, auprès d'un pouvoir organisateur ou d'une fédération de pouvoirs organisateurs dont un ou plusieurs établissement(s) d'enseignement est (sont) compris(s) dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction de directeur de zone ou de délégué au contrat d'objectifs. ».

Art. 155

Dans les articles 67 et 82 du même décret, le paragraphe 4 est chaque fois complété les alinéas rédigés comme suit :

« Le membre du personnel visé à l'alinéa 1er, peut introduire, par envoi recommandé, un recours écrit contre la décision de non-réussite du stage, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 121. Ce recours est suspensif

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis. ».

Art. 156

L'article 123 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 123. La Chambre de recours est composée :

1° d'un président et d'un président suppléant désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 16 au moins ;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de l'Ad-

ministration générale de l'Enseignement de rang 15 au moins ;

3° de trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives parmi les directeurs de zone, chaque organisation syndicale disposant au moins d'un représentant ;

4° d'un secrétaire désigné par le Gouvernement parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement. ».

Art. 157

L'article 146 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 146. Le mandat de Délégué coordonnateur est pourvu pour la première fois lorsque le Service général est pourvu conformément à l'article 143 et que les membres du personnel admis au stage en vertu de l'article 144 ont achevé celui-ci.

Pour la première désignation dans l'emploi de Délégué coordonnateur, il est dérogé à la condition visée à l'article 44, alinéa 1er, 2°.

Dans l'attente, le Directeur général assure les missions du Délégué coordonnateur. ».

CHAPITRE III

Disposition abrogatoire

Art. 158

Est abrogé, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, à l'exception des articles 4, 5, 17 à 25, et 149 à 156 .

Par dérogation à l'alinéa 1er, l'article 162 du décret du 8 mars 2007 précité est abrogé le 1er septembre 2022.

CHAPITRE IV

Disposition finale

Art. 159

L'article 7, § 1er, entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Art. 160

Les articles 152 à 157 entrent en vigueur le jour de la publication du présent décret au Moni-

teur belge.

Art. 161

A l'exception des dispositions dont l'entrée en vigueur est fixée par les articles 159 et 160, le présent décret entre en vigueur le 1er septembre 2019.

Bruxelles le

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

ANNEXE AU DÉCRET RELATIF AU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION

« Annexe - Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel qui souhaitent accéder à la fonction d'inspecteur »

Anciennes fonctions d'inspecteur du Service général de l'Inspection telles que prévues par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	Fonctions d'inspecteur du Service général de l'Inspection	Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel
1. Inspecteur de l'enseignement maternel ordinaire	1. Inspecteur de l'enseignement maternel ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : instituteur maternel, instituteur maternel chargé des cours en immersion b) directeur d'école maternelle ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) c) directeur d'école maternelle ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) d) exercée dans l'enseignement ordinaire
2. Inspecteur de l'enseignement primaire ordinaire	2. Inspecteur de l'enseignement primaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : instituteur primaire, instituteur primaire chargé des cours en immersion b) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) c) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) d) exercée dans l'enseignement ordinaire
3. Inspecteur des cours d'éducation physique dans l'enseignement primaire ordinaire	3. Inspecteur des cours d'éducation physique dans l'enseignement primaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : maître d'éducation physique b) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) c) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) d) exercée dans l'enseignement ordinaire

* *
*

4. Inspecteur des cours de seconde langue dans l'enseignement fondamental ordinaire	4. Inspecteur des cours de seconde langue dans l'enseignement fondamental ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : maître de seconde langue b) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé c) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
5. Inspecteur des cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé Cette fonction n'existe pas	5. Inspecteur des cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé 6. Inspecteur des cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé	a) maître de morale b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) XXX
Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	7. Inspecteur des cours de religion israélite dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé	a) maître de religion israélite b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)
Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	8. Inspecteur des cours de religion orthodoxe dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé	a) maître de religion orthodoxe b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)
Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	9. Inspecteur des cours de religion protestante dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé	a) maître de religion protestante b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)
Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	10. Inspecteur des cours de religion islamique dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé	a) maître de religion islamique b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)
Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	11. Inspecteur des cours de religion catholique dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé	a) maître de religion catholique b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)
12. Inspecteur des cours de langues anciennes dans l'enseignement secondaire ordinaire	12. Inspecteur des cours de latin et grec ancien dans l'enseignement secondaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : Professeur de cours généraux latin DI/DS et/ou Professeur de cours généraux grec ancien DI/DS b) fonction de promotion ou de sélection dans l'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) c) fonction de promotion ou de sélection dans l'enseignement ordinaire de plein exercice, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) dans l'enseignement de promotion sociale

13. Inspecteur des cours de français au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire	13. Inspecteur des cours de français au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux français au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
14. Inspecteur des cours de français au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire	14. Inspecteur des cours de français au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux français au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
15. Inspecteur des cours de langues romanes dans l'enseignement secondaire ordinaire	15. Inspecteur des cours d'espagnol et italien dans l'enseignement secondaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeurs de cours généraux espagnol et professeurs de cours généraux italien au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ; b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

16. Inspecteur des cours de langues germaniques au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

16. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux anglais, professeurs de cours généraux néerlandais, professeurs de cours généraux allemand, au degré inférieur de l'enseignement secondaire. b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

17. Inspecteur des cours de langues germaniques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

17. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux anglais, professeurs de cours généraux néerlandais, professeurs de cours généraux allemand, au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

18. Inspecteur des cours d'histoire et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

18. Inspecteur des cours d'histoire, de sciences sociales et de sciences humaines au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux histoire ou professeur de cours généraux sciences sociales ou professeurs de cours généraux sciences humaines au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

19. Inspecteur des cours d'histoire au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

19. Inspecteur des cours d'histoire, de sciences sociales et de sciences humaines au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux histoire, professeurs de cours généraux sciences sociales, professeurs de cours généraux sciences humaines au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

20. Inspecteur des cours de géographie et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

20. Inspecteur des cours de géographie et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux géographie ou professeur de cours généraux sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

21. Inspecteur des cours de géographie au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

21. Inspecteur des cours de géographie et de sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux géographie et professeurs de cours généraux sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

22. Inspecteur des cours de mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

22. Inspecteur des cours de mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur des cours généraux mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire)

23. Inspecteur des cours de mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

23. Inspecteur des cours de mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

24. Inspecteur des cours de sciences et de sciences appliquées au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

24. Inspecteur des cours de sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

25. Inspecteur des cours de biologie et de chimie au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

25. Inspecteur des cours de biologie et de chimie au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux chimie, professeurs de cours généraux biologie au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

26. Inspecteur des cours de physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

26. Inspecteur des cours de physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur des cours généraux physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

27. Inspecteur des cours de sciences économiques et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

27. Inspecteur des cours de sciences économiques et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences économiques ou professeur de cours généraux sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

28. Inspecteur des cours de sciences économiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

28. Inspecteur des cours de sciences économiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences économiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

29. Inspecteur des cours de sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

29. Inspecteur des cours de sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

30. Inspecteur des cours de secrétariat-bureautique au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire/Inspecteur des cours de secrétariat-bureautique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

30. Inspecteur des cours de secrétariat-bureautique dans l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeurs de cours techniques secrétariat-bureautique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

31. Inspecteur des cours de dessin et arts plastiques et du secteur « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire ordinaire

31. Inspecteur des cours d'éducation plastique du secteur « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation plastique, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle du secteur « arts appliqués » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

32. Inspecteur des cours d'éducation musicale dans l'enseignement secondaire ordinaire

32. Inspecteur des cours d'éducation musicale dans l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation musicale au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

33. Inspecteur des cours d'éducation physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

33. Inspecteur des cours d'éducation physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

34. Inspecteur des cours d'éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire	34. Inspecteur des cours d'éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
35. Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement ordinaire	35. Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : éducateur, éducateur d'internat, secrétaire- bibliothécaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
36. Inspecteur des cours du secteur « agronomie » dans l'enseignement secondaire ordinaire	36. Inspecteur des cours du secteur « agronomie » dans l'enseignement secondaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « agronomie » aux degrés inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

37. Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

37. Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » au degré inférieur de l'enseignement secondaire
b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale
c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

38. Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

38. Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire
b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale
c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

39. Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

39. Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « construction » au degré inférieur de l'enseignement secondaire
b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale
c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

40. Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire	40. Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
41. Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie- alimentation » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire	41. Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie- alimentation » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
42. Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie- alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire	42. Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie- alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

43. Inspecteur des cours du secteur « habillement » dans l'enseignement secondaire ordinaire

43. Inspecteur des cours du secteur « habillement » dans l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « habillement » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

44. Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

44. Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « services aux personnes » au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

45. Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

45. Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « services aux personnes » au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

Cette fonction n'existe pas	46. Inspecteur des cours du secteur « sciences appliquées » dans l'enseignement secondaire ordinaire	XXX
Cette fonction n'existe pas	47. Inspecteur des cours Techniques de l'Information et de la Communication dans l'enseignement secondaire ordinaire	XXX
48. Inspecteur des cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	48. Inspecteur des cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) professeur de morale au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
Cette fonction n'existe pas	49. Inspecteur des cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	XXX
Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	50. Inspecteur des cours de religion israélite dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) b) c) a) professeur de religion israélite au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	51. Inspecteur des cours de religion orthodoxe dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) a) professeur de religion orthodoxe au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	52. Inspecteur des cours de religion protestante dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) a) professeur de religion protestante au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	53. Inspecteur des cours de religion islamique dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) a) professeur de religion islamique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007	54. Inspecteur des cours de religion catholique dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) a) professeur de religion catholique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)

55. Inspecteur de l'enseignement maternel et primaire spécialisé

55. Inspecteur de l'enseignement maternel et primaire spécialisé

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : instituteur maternel ou primaire b) directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé c) directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

56. Inspecteur des cours de français, histoire et géographie dans l'enseignement secondaire spécialisé

56. Inspecteur des cours de français, histoire et géographie dans l'enseignement secondaire spécialisé

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours généraux français, professeur de cours généraux histoire ou professeur de cours généraux géographie aux degrés inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

57. Inspecteur des cours de mathématiques et de sciences dans l'enseignement secondaire spécialisé

57. Inspecteur des cours de mathématiques et de sciences dans l'enseignement secondaire spécialisé

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur des cours généraux mathématiques ou professeur de cours généraux sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire; professeur des cours généraux mathématiques, professeur de cours généraux chimie, professeurs de cours généraux biologie ou professeur de cours généraux physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

58. Inspecteur des cours d'éducation musicale et d'éducation plastique dans l'enseignement secondaire spécialisé	58. Inspecteur des cours d'éducation musicale et d'éducation plastique dans l'enseignement secondaire spécialisé	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours généraux éducation musicale ou professeur de cours généraux éducation plastique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé
59. Inspecteur des cours d'éducation physique dans l'enseignement spécialisé	59. Inspecteur des cours d'éducation physique dans l'enseignement spécialisé	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeurs de cours généraux éducation physique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé
60. Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement spécialisé	60. Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement spécialisé	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : éducateur, éducateur d'internat, secrétaire-bibliothécaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

61. Inspecteur des activités paramédicales dans l'enseignement spécialisé	61. Inspecteur des activités paramédicales dans l'enseignement spécialisé	à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : puériculteur, infirmier, kinésithérapeute, logopède, ergothérapeute, psychologue, assistant social.
62. Inspecteur des cours des secteurs « industrie » et « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire spécialisé	62. Inspecteur des cours des secteurs « industrie » et « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire spécialisé	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » ou « arts appliqués » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé
63. Inspecteur des cours des secteurs « agronomie » et « construction » dans l'enseignement secondaire spécialisé	63. Inspecteur des cours des secteurs « agronomie » et « construction » dans l'enseignement secondaire spécialisé	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « agronomie » ou « construction » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

64. Inspecteur des cours des secteurs « habillement », « services aux personnes », « hôtellerie-alimentation » et « économie » dans l'enseignement secondaire spécialisé	64. Inspecteur des cours des secteurs « habillement », « services aux personnes », « hôtellerie-alimentation » et « économie » dans l'enseignement secondaire spécialisé	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours techniques, professeur de pratique du secteur « habillement », « services aux personnes », « hôtellerie-alimentation » ou « économie » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé
65. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique	65. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique	a) professeur de cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
66. Inspecteur des cours artistiques des domaines des arts de la parole et du théâtre, des arts du spectacle et des techniques de diffusion et de communication dans l'enseignement artistique	66. Inspecteur des cours artistiques des domaines des arts de la parole et du théâtre, des arts du spectacle et des techniques de diffusion et de communication dans l'enseignement artistique	a) professeur de cours artistiques des domaines des arts de la parole et du théâtre, des arts du spectacle et des techniques de diffusion et de communication dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
67. Inspecteur des cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique	67. Inspecteur des cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique	a) professeur de cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
68. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la danse dans l'enseignement artistique	68. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la danse dans l'enseignement artistique	a) professeur de cours artistiques du domaine de la danse dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
69. Inspecteur de la discipline psycho-pédagogique dans les centres psycho-médico-sociaux	69. Inspecteur de la discipline psycho-pédagogique dans les centres psycho-médico-sociaux	a) conseiller psycho-pédagogique b) directeur de centre psycho-médico-social

70. Inspecteur de la discipline sociale dans les centres psycho-médico- sociaux	70. Inspecteur de la discipline sociale dans les centres psycho-médico- sociaux	auxiliaire social
71. Inspecteur de la discipline paramédicale dans les centres psycho- médico-sociaux	71. Inspecteur de la discipline paramédicale dans les centres psycho- médico-sociaux	auxiliaire paramédical
72. Inspecteur des cours de psychologie, pédagogie et méthodologie dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance	72. Inspecteur des cours de psychologie, pédagogie et méthodologie dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance	a) professeur des cours de psychologie-pédagogie- méthodologie, professeur de cours techniques éducative ou professeur de cours techniques psychologie dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion, dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale
73. Inspecteur des cours de français dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance	73. Inspecteur des cours de français dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance	a) professeur de cours généraux français dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

74. Inspecteur des cours de mathématiques, de sciences et de sciences appliquées dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance

74. Inspecteur des cours de mathématiques, de sciences et de sciences appliquées dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours généraux mathématiques, professeur de cours généraux physique, professeur de cours généraux chimie, professeur de cours généraux biologie, dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

75. Inspecteur des cours de langues germaniques dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

75. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours généraux anglais, néerlandais ou allemand dans l'enseignement secondaire supérieur et professeurs de cours généraux langues germaniques dans l'enseignement supérieur de l'enseignement de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

76. Inspecteur des cours de langues germaniques dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance

77. Inspecteur des cours de sciences économiques dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

78. Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

76. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance

77. Inspecteur des cours de sciences économiques dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

78. Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours généraux anglais, néerlandais ou allemand dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

a) professeur de cours généraux (sciences économiques) ou professeur de cours techniques cours commerciaux dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 3° à 14° de l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale (agronomie, construction et industrie) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

79. Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance

79. Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 3° à 14° de l'article 1er de l'AGCF du 8.9.1997 (agronomie, construction et industrie) au degré inférieur de l'enseignement de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

80. Inspecteur des cours du domaine « hôtellerie-alimentation » dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance

80. Inspecteur des cours du domaine « hôtellerie-alimentation » dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans le domaine visé au 15° de l'article 1er de l'AGCF du 8.9.1997 (hôtellerie et alimentation) dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

81. Inspecteur des cours d'informatique dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance

81. Inspecteur des cours d'informatique dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques informatiques ou informatique de gestion ou informatique industrielle ou professeur de pratique professionnelle informatique ou informatique de gestion ou informatique industrielle dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

82. Inspecteur des cours du domaine « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

82. Inspecteur des cours du domaine « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 18° et 19° de l'article 1er de l'AGCF du 8.9.1997 (arts appliqués) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

Inspecteur des cours du domaine « services aux personnes » (à l'exclusion du paramédical) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

83. Inspecteur des cours du domaine « services aux personnes » (à l'exclusion du paramédical) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 31° et 32° de l'article 1er de l'AGCF du 8.9.1997 (services aux personnes : services sociaux et familiaux, relations sociales) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale
b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale
c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

* *
*

Vu pour être annexé au Décret relatif au Service général de l'Inspection

Bruxelles, le ...

Le Ministre-Président

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education

M.-M. SCHYNS

AVANT-PROJET DE DÉCRET

RELATIF AU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION

Le Gouvernement de la Communauté française,
Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation,
Après délibération,

arrête :

La Ministre de l'Éducation est chargée de présenter au Parlement de la Communauté française le projet de décret dont la teneur suit :

TITRE PREMIER

DU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier

§ 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental, maternel, primaire, secondaire, de promotion sociale, artistique et à distance, organisé ou subventionné par la Communauté française.

Il s'applique également aux centres psycho-médico-sociaux organisés et subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1° « Commission de pilotage », la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française ;

2° « décret missions » : le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

3° « Enseignement du continuum pédagogique » : la formation de l'enseignement maternel et la période de scolarité couverte par l'enseignement primaire et le 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, tel que défini à l'article 13, §§ 1^{er}, 2 et 3bis du décret missions ;

4° « l'Institut de la formation en cours de carrière » : l'Institut de la formation en cours de carrière créé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière ;

5° « Enseignement secondaire de transition et de qualification » : la formation de l'enseignement visé aux

articles 24 et 34 du décret missions ;

6° « Ecoles » ou « Etablissements d'enseignement » : les établissements d'enseignement. Pour l'application des dispositions relatives à l'inspection dans l'enseignement à distance, les écoles ou établissements d'enseignement s'entendent de l'enseignement à distance ;

7° « CPMS » : les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française ;

8° « Directeur de zone » : le membre du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3, § 2, 1° du décret du XXX qui est notamment en charge, pour une zone déterminée, de la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs visés à l'article 67 du décret missions, de l'adoption et du suivi des dispositifs d'ajustement visés à l'article 68 du même décret ainsi que de la coordination des délégués au contrat d'objectifs ;

9° « Délégué au contrat d'objectifs » : le membre du Service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3, § 2, 2° du décret du XXX qui est notamment en charge, sous l'autorité du directeur de zone, de la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs ainsi que de la procédure de contractualisation des dispositifs d'ajustement, du suivi et de l'évaluation de leur degré de réalisation et de l'évaluation de la mise en œuvre des protocoles de collaboration ;

10° « Contrat d'objectifs » : le contrat visé à l'article 67, § 6 du décret missions ;

11° « Plan de pilotage » : le plan visé à l'article 67, § 2 du décret missions ;

12° « Dispositif d'ajustement » : le dispositif visé à l'article 68, § 4 du décret missions ;

13° « Protocole de collaboration » : le protocole visé à l'article 68, § 7 du décret missions ;

14° « Jours ouvrables » : jours calendrier à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux.

Art. 2

L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 3

Il est créé, auprès du Gouvernement, un Service général de l'Inspection, dirigé par un Inspecteur général coordonnateur.

Le Gouvernement peut déléguer au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif son rôle de coordination entre le Service général de l'Inspection et le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux, ainsi que son rôle de coordination entre les deux Services généraux précités et les services et directions qui seraient placés au sein de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le Service général de l'Inspection est constitué des services suivants :

1° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique, dirigé par un Inspecteur général et cinq Inspecteurs coordonnateurs, chargés, sous l'autorité de l'Inspecteur général, de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique ;

2° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification, dirigé par un Inspecteur général et deux Inspecteurs coordonnateurs, chargés, sous l'autorité de l'Inspecteur général, de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification ;

3° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ;

4° Un Service de l'Inspection de l'Enseignement Artistique, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau de l'enseignement artistique ;

5° Un Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau des centres psycho-médico-sociaux.

Le Service général de l'Inspection bénéficie du soutien administratif du Service d'appui de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

CHAPITRE II**Du Service général de l'Inspection****Art. 4**

§ 1er. Les Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3, 1° à 2° sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions d'audit** portant sur :

1° les établissements pour lesquels le fonctionnaire

général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif valide la demande d'audit formulée par un membre du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres PMS ou par le pouvoir organisateur concerné, soit dans le cas de refus ou d'incapacité d'un établissement à établir son plan de pilotage, soit à la suite de l'évaluation intermédiaire ou finale du contrat d'objectifs visée à l'article 67, § 9 du décret missions.

2° les établissements dont les performances présentent un écart significatif au sens de l'article 68, § 1er du décret missions.

Le Gouvernement définit la méthodologie générale sur la base de laquelle les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Avant toute mission d'audit, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'audit donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un diagnostic, repris dans un rapport dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ainsi qu'à l'établissement audité. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'audit, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 4 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 2. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions d'évaluation** portant sur la mise en œuvre d'un dispositif pédagogique ou éducatif au sein du système scolaire ou éducatif en application d'une disposition décréte ou réglementaire ou en application d'un dispositif expérimental autorisé par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission d'évaluation, le fonctionnaire

général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au Gouvernement via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 3. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions d'investigation et de contrôle spécifiques** portant sur la présomption d'un ou de plusieurs manquement(s) substantiel(s), mentionné(s) dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée aux paragraphes 1er ou 2 ou à la demande du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Sont substantiels, au sens de l'alinéa 1er, les manquements relatifs aux aspects suivants :

1° le respect des articles 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 du décret missions ;

2° le niveau des études tel que précisé aux articles 20, 31 et 55 du décret missions ;

3° le respect des programmes d'études fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret missions ;

4° le respect des articles 2, 8, 27, 45, 46, 48, 50, 51, 54, 55 et 57 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

5° la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation ;

6° l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques ;

7° les mécanismes de ségrégation ;

8° le respect des règles en matière de gratuité ;

9° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose ;

10° le respect du prescrit décretaal en matière de for-

mation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée aux à l'alinéa 1er participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que les droits de la défense soient garantis.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1er, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement et au pouvoir organisateur concerné.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er, motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 7, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique** d'un membre du personnel de l'équipe éducative à l'aune du respect des référentiels et des programmes.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées en veillant notamment à ce que les droits de la défense soient garantis.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande motivée du directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direc-

tion générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné.

Toute mission visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au pouvoir organisateur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par le Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 5. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions d'expertise pédagogique** à des fins d'appui dans le cadre de :

1° la conception des évaluations externes non certificatives, l'analyse et l'exploitation des résultats au niveau des écoles, notamment par la conception des pistes didactiques ;

2° la conception des évaluations externes certificatives et leur correction par les écoles ;

3° la conception des outils d'évaluation visés par les articles 19, 29, 38 et 52 du décret missions.

§ 6. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux :

1° d'analyser les **programmes d'études** visés aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret missions et de rédiger un avis sur leur conformité avec les référentiels à destination de la Commission de pilotage ;

2° de donner des **avis** et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de leur compétence ;

3° de participer aux **groupes de travail**, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements ;

4° de **collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants** dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement ;

5° d'exercer **toutes autres tâches** qui leur sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 7. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire, pour autant qu'une mission d'audit ne soit jamais menée au sein d'un établissement en même temps qu'une mission d'évaluation, une mission d'investigation et de contrôle spécifique ou une mission portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui sont propres au Service général de l'Inspection, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, les inspecteurs en charge des missions visées aux paragraphes 1er, 2, 3 et 4, ont accès, sous la responsabilité de l'Inspecteur général coordonnateur, aux données quantitatives de l'établissement, notamment celles relatives aux taux d'échec, de redoublement ou de réorientation vers d'autres établissements et aux archives. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en assistant aux cours et activités, en examinant des préparations, des travaux, des documents d'élèves et les résultats obtenus aux évaluations externes non certificatives et en analysant les données quantitatives précitées.

Art. 5

§ 1er. Dans le cadre de ses compétences concernant l'enseignement de promotion sociale, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 3, 3°, est chargé de **missions d'audit** portant sur les établissements pour lesquels le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif valide la demande d'audit formulée par les Services du Gouvernement ou par le pouvoir organisateur concerné, sur la base d'objectifs généraux définis par le Gouvernement en vertu des lois, décrets et règlements de l'enseignement de promotion sociale.

Le Gouvernement précise la méthodologie générale sur la base de laquelle les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées. Avant toute mission d'audit, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'audit donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un diagnostic, repris dans un rapport dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de

l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ainsi qu'à l'établissement audité. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'audit, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 4, le rapport visé à l'alinéa 3 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 2. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'évaluation** portant sur la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques ou éducatifs spécifiques à l'enseignement de promotion sociale en application d'une disposition décrétable ou réglementaire ou en application d'un dispositif expérimental autorisé par le Gouvernement.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1er participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission d'évaluation, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au Gouvernement via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations. Au terme du plan pluriannuel, un rapport portant sur l'état des lieux, l'analyse et la conformité des dispositions pédagogiques ou éducatifs de l'enseignement de promotion sociale évalués est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif et au Gouvernement.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 4, le rapport visé à l'alinéa 6 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 3. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'évaluation** portant sur la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques spécifiques à l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning :

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission d'évaluation, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 4, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'investigation et de contrôle spécifiques** dans l'enseignement de promotion sociale portant sur :

1° le niveau des études en référence aux dossiers pédagogiques approuvés à titre provisoire ainsi qu'à titre définitif par le Gouvernement, lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré et qui nécessite un diagnostic externe objectif ;

2° la présomption d'un ou de plusieurs manquements substantiels mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée aux paragraphes 1er

ou 2 ou signalé-s par le Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique.

Sont substantiels au sens de l'alinéa 1er, 2°, les manquements constatés ou dénoncés relativement aux aspects suivants :

1° le respect des articles 7, 8, 10, 11, 13, 14, 26, 31, 34, 36, 37, 40, 42, 53, 57, 58, 60, 64, 67, 68, 70, 120 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale ;

2° le respect des dossiers pédagogiques ou des programmes approuvés à titre provisoire et définitif par le Gouvernement conformément à la réglementation en vigueur ;

3° la cohérence des pratiques avec le dossier pédagogique, en ce compris les pratiques d'évaluation et de valorisation des acquis ;

4° l'adéquation du matériel didactique, numérique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques ;

5° les mécanismes de ségrégation ;

6° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose ;

7° le respect du prescrit décretaal en matière de formation en cours de carrière ;

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1er participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que les droits de la défense soient garantis.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Les missions visées à l'alinéa 1er, 1° sont exécutées à la demande motivée du pouvoir organisateur concerné via l'Inspecteur coordinateur concerné.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1er, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par

le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement et au pouvoir organisateur concerné.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er, motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 8, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 5. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'investigation et de contrôle spécifiques** dans l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning portant sur :

1° le niveau des études tel que précisé aux articles 20, 31 et 55 du décret missions, en référence aux socles de compétences, aux savoirs requis et compétences terminales, aux profils de formations, et, là où ceux-ci n'existent pas, en référence aux programmes fixés ou approuvés par le Gouvernement, lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré et qui nécessite un diagnostic externe objectif ;

2° un ou plusieurs manquements substantiels mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée au paragraphe 3 ou à la demande du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que les droits de la défense soient garantis.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur de l'enseignement à distance en e-learning et au Gouvernement.

Le directeur de l'enseignement à distance en e-learning qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 4, dans le mois

qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 6. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique** d'un membre du personnel de l'équipe éducative, dans l'enseignement de promotion sociale, à l'aune du respect des programmes.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que les droits de la défense soient garantis.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande motivée du directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné.

Toute mission visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au pouvoir organisateur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 7. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de **missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique** d'un membre du personnel de l'équipe éducative, dans l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, à l'aune du respect des programmes.

Le Gouvernement précise les modalités et la mé-

thodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que les droits de la défense soient garantis.

Les missions visées à l'alinéa 1er, sont exécutées à la demande motivée du directeur de l'enseignement à distance en e-learning, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur concerné.

Toute mission visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le directeur de l'enseignement à distance en e-learning qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection motive cette décision dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, au fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 8. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'expertise pédagogique** à des fins d'appui dans le cadre de la remise d'avis sur :

1° des aménagements raisonnables de type pédagogique sur demande du pouvoir organisateur d'un établissement ;

2° des ressources pédagogiques liées à la transition numérique associée à l'Enseignement de promotion sociale, via l'e-learning, les Technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement et à l'enseignement à distance de la Communauté française organisé en e-learning ;

3° la valorisation de l'expérience utile dans l'enseignement supérieur de promotion sociale ;

4° des modules de cours de l'enseignement à distance en e-learning et le respect du programme.

§ 9. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé :

1° d'analyser les **dossiers pédagogiques** des sections et unités de l'enseignement de promotion sociale et de rédiger les avis pour les dossiers qui devraient recevoir

une approbation provisoire ;

2° de donner des avis et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de sa compétence ;

3° de participer aux **groupes de travail**, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements.

4° de **collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants** dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement ;

5° d'exercer **toutes autres tâches** qui lui sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 10. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire, pour autant qu'une mission d'audit visée au paragraphe 1er ne soit jamais menée au sein d'un établissement en même temps qu'une mission d'évaluation, une mission d'investigation et de contrôle spécifique ou une mission portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 1er, 2, 4, et 8, les inspecteurs, via l'inspecteur coordonnateur, peuvent faire appel à la cellule de pilotage afin de récolter des données quantitatives utiles à l'investigation. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en assistant aux cours et activités, en examinant des préparations, des travaux, des documents d'élèves/étudiants et les résultats obtenus aux évaluations externes non certificatives et en analysant les données quantitatives précitées.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 3, 5 et 8, les membres du Service général de l'Inspection ont accès aux données quantitatives en sollicitant le Conseil de concertation et de pilotage de l'e-learning. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en examinant des préparations, des travaux, des documents d'élèves/étudiants et les résultats obtenus aux évaluations et en analysant les données quantitatives précitées et/ou le résultat d'études qualitatives menées.

Art. 6

§ 1er. Dans le cadre de ses compétences concernant l'enseignement artistique, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 3, 4° est chargé de **missions d'évaluation** portant sur la mise en œuvre d'un dispositif pédagogique ou éducatif au sein du système scolaire ou éducatif en application d'une disposition décréte ou réglementaire ou en application d'un dispositif expérimental autorisé par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base

desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

Avant toute mission d'évaluation, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 2, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif.

§ 2. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé, pour ce qui concerne l'enseignement artistique, de **missions d'investigation et de contrôle spécifiques** portant sur :

1° l'organisation et le niveau des études tels que précisés aux articles 3 à 28 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré et qui nécessite un diagnostic externe objectif ;

2° un ou plusieurs manquements substantiels, mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée au paragraphe 1er ou à la demande du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique

Sont substantiels au sens de l'alinéa 1er, 2°, les manquements constatés ou dénoncés relativement aux aspects suivants :

1° le respect des articles 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 du décret missions, des articles 3 et 4 du décret du 2 juin 1998 précité ;

2° le respect des programmes d'études fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 27, 68 et 70 du décret missions, des articles 4, 20, 21 et 22 du décret du 2 juin 1998 précité ;

3° la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation ;

4° l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques ;

5° les mécanismes de ségrégation ;

6° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose ;

7° le respect du prescrit décretaal en matière de formation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée aux à l'alinéa 1er participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que les droits de la défense soient garantis.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission d'investigation et de contrôle spécifique, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir, selon le cas, au directeur de l'établissement et au Gouvernement ou au pouvoir organisateur concerné.

§ 3. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé, pour ce qui concerne l'enseignement artistique, de **missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique** d'un enseignant.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que les droits de la défense soient garantis.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande motivée du directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir or-

ganisateur concerné dans l'enseignement subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné.

Toute mission visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur ou son délégué qui n'envoie pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'expertise pédagogique** à des fins d'appui dans le cadre de :

1° la conception d'évaluations conduisant à la délivrance des certificats et diplômes dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

2° l'élaboration de programmes de cours interréseaux ;

3° la formation en cours de carrière conformément aux dispositions du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

§ 5. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé :

1° d'analyser les **programmes d'études** fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 27, 68 et 70 du décret missions, aux articles 4, 20, 21 et 22 du décret du 2 juin 1998 visant à assu-

rer à tous les élèves des chances d'accéder à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, ainsi que de rédiger les avis de conformité ;

2° de donner des avis et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de sa compétence ;

3° de participer aux **groupes de travail**, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements ;

4° de **collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants** dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement ;

5° d'exercer **toutes autres tâches** qui lui sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 5. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 1er et 2, les membres du Service général de l'Inspection ont accès aux données quantitatives de l'établissement, notamment celles relatives aux taux d'échec, de redoublement ou de réorientation et aux archives. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en assistant aux cours et activités en examinant des préparations, des travaux, des documents des élèves/étudiants et des résultats obtenus aux évaluations externes non certificatives et en analysant des données quantitatives précitées.

Art. 7

§ 1er. Dans le cadre de ses compétences relatives aux Centres psycho-médico-sociaux, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 3, 5° est chargé de missions d'audit portant sur les centres psycho-médico-sociaux pour lesquels le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif valide la demande d'audit formulée par les Services du Gouvernement ou par le pouvoir organisateur concerné sur la base de la mise en œuvre des missions générales et prioritaires définies par le Gouvernement en vertu des lois, décrets et règlements relatifs aux centres psycho-médico-sociaux.

Le Gouvernement précise la méthodologie générale sur la base de laquelle les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Avant toute mission d'audit, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du man-

dat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'audit donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un diagnostic, repris dans un rapport dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ainsi qu'à l'établissement audité. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'audit, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 3 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 2. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'évaluation** portant sur l'exécution des missions assignées aux centres psychomédico-sociaux et le respect des obligations légales et déontologiques.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission d'évaluation, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis

immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 3. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'investigation et de contrôle spécifiques** portant sur un ou plusieurs manquements substantiels mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée aux paragraphes 1er et 2 ou à la demande du Directeur général de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Sont substantiels au sens de l'alinéa 1er les manquements constatés ou dénoncés relativement aux aspects suivants :

1° le respect des obligations légales et des règles déontologiques ;

2° l'adéquation de l'équipement aux nécessités de la poursuite des missions des centres ;

3° la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation ;

4° les mécanismes de ségrégation en ce compris le défaut de détection de ces mécanismes ;

5° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose ;

6° le respect du prescrit décretaal en matière de formation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1er participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que les droits de la défense soient garantis.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1er, le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est

transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement et au pouvoir organisateur concerné.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 7, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions portant sur l'appréciation de l'aptitude professionnelle** d'un membre du personnel technique.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées, en veillant notamment à ce que les droits de la défense soient garantis.

Les missions visées à l'alinéa 1er sont exécutées à la demande motivée du directeur du Centre psychomédico-social organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné du Centre psychomédico-social subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur du Centre psychomédico-social organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur du Centre psychomédico-social concerné.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1er donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur du Centre psychomédico-social organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur du Centre psychomédico-social concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur du Centre psychomédico-social ou son délégué qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1er motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport,

via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 5. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé de **missions d'expertise** à des fins d'appui dans le cadre de :

1° la conception et la mise à la disposition des centres psycho-médico-sociaux d'outils d'observation et de diagnostic ;

2° la conception et la mise à disposition d'outils d'orientation ;

3° le recueil et la valorisation des pratiques pertinentes des centres psycho-médico-sociaux par rapport à leurs missions, dans le respect de l'article 8.

§ 6. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1er est chargé :

1° de donner des **avis** et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de sa compétence ;

2° de participer aux **groupes de travail**, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements.

3° de **collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants et des agents des Centres psycho-médico-sociaux** dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement ;

4° d'exercer **toutes autres tâches** qui lui sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

5° de remettre un avis sur les organismes habilités à délivrer l'attestation d'admission dans l'enseignement spécialisé.

§ 7. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire, pour autant qu'une mission d'audit ne soit jamais menée au sein d'un centre psycho-médico-social en même temps qu'une mission d'évaluation, une mission d'investigation et de contrôle spécifique ou une mission portant sur l'appréciation de l'aptitude professionnelle d'un membre du personnel technique.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 1er, 2, 3 et 4, les membres du Service général de l'Inspection ont accès aux données quantitatives et qualitatives du centre, notamment celles relatives à la contribution à la mise en place d'aménagements raisonnables, à l'orientation vers l'enseignement spécialisé et à l'intégration. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en assistant à des activités, en examinant des dossiers et en analysant les données précitées.

Art. 8

Dans le cadre de ses missions, le Service général de l'Inspection agit dans le respect de la liberté d'enseignement : il s'abstient de toute directive concernant les méthodes pédagogiques et respecte la liberté du pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires.

Dans les centres psycho-médico-sociaux, il s'abstient de toute directive concernant la méthodologie mise en place pour atteindre les objectifs fixés dans le projet de centre sur la base de leurs missions et respecte la liberté du pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires.

Art. 9

Le Service général de l'Inspection est composé de membres du personnel stagiaires, nommés à titre définitif, désignés à titre provisoire ou mandatés par le Gouvernement selon les conditions définies au Titre III.

Outre l'Inspecteur général coordonnateur, les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs coordonnateurs visés à l'article 3, le Service général de l'Inspection est composé d'inspecteurs dont le nombre est fixé par le Gouvernement.

Art. 10

L'Inspecteur général coordonnateur détermine, après consultation des Inspecteurs généraux et des inspecteurs coordonnateurs :

1° l'éventuelle spécialisation de chaque membre du Service général de l'Inspection au regard des missions à exercer par le Service au sein duquel il est affecté, un inspecteur pouvant notamment être spécialisé dans les missions d'audit, dans les missions d'évaluation, dans les missions d'investigation et de contrôle spécifiques, dans les missions d'appréciation de l'aptitude pédagogique ou professionnelle des membres du personnel ou encore dans les missions visant spécifiquement l'enseignement spécialisé ;

2° s'il échet, l'affectation des Inspecteurs au sein d'une zone telle que définie à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre les établissements dans l'enseignement secondaire de plein exercice.

Dans tous les cas visés à l'alinéa 1er, pour toute la période couverte par un plan de pilotage/contrat d'objectifs, les membres du personnel qui se seraient vu confier une ou plusieurs missions d'audit ou d'évaluation portant sur un établissement d'enseignement ne peuvent être chargés d'y exécuter une mission d'investigation et de contrôle spécifique.

L'Inspecteur général coordonnateur peut, selon les besoins et les modalités qu'il détermine avec, selon le cas, l'Inspecteur général compétent ou l'Inspecteur coordonnateur concerné, autoriser les inspecteurs d'un des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3, à exercer des missions d'inspection au sein d'un autre de

ces Services.

Art. 11

§ 1er. L'Inspecteur général coordonnateur réunit les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs coordonnateurs afin :

1° De vérifier l'effectivité et la qualité de l'ensemble des missions visées aux articles 4 à 7 ;

2° D'assurer l'efficacité générale des Services de l'Inspection et leur coordination ;

3° De veiller tout particulièrement à la cohérence des actions des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3 ;

4° De contrôler le respect, par les différents inspecteurs, des missions qui leur ont été confiées et, le cas échéant, du mandat sur la base duquel ils les ont exécutées.

§ 2. Pour le 5 juillet de chaque année, chaque inspecteur, en ce compris l'Inspecteur coordonnateur, transmet à son supérieur hiérarchique direct un bilan de ses activités. Le modèle de ce bilan d'activités est fixé par l'Inspecteur général coordonnateur, après avis des Inspecteurs généraux, et soumis à l'approbation du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Pour le 15 septembre de chaque année, chaque Inspecteur général pour les Services visés à l'article 3, alinéa 3, 1° et 2°, et chaque Inspecteur coordonnateur pour les Services visés à l'article 3, alinéa 3, 3° à 5°, transmet à l'Inspecteur général coordonnateur un bilan des activités de son service. Ce bilan comprend notamment un rapport relatif aux observations générales récoltées dans le cadre des missions d'audit, des missions d'évaluation et aux résultats de l'action éducative dans les établissements.

Pour le 15 octobre, l'Inspecteur général coordonnateur :

1° au moins tous les deux ans, établit un bilan de synthèse des activités du Service général de l'Inspection en se basant notamment sur les bilans visés aux alinéas 1er et 2 ainsi qu'une proposition de programme d'activités pour la ou les années scolaires suivantes qu'il transmet pour approbation au Gouvernement via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, accompagnés des bilans établis en vertu de l'alinéa 2 ;

2° chaque année, transmet au Gouvernement, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, un rapport sur l'état général du système éducatif en lien avec les observations générales récoltées dans le cadre des missions d'audit, des missions d'évaluation et portant sur les résultats de l'action éducative dans les établissements.

Le programme d'activités visé à l'alinéa 3, 1° comprend des propositions de missions d'évaluation au sens des articles

TITRE II

DE L'ÉPREUVE D'ADMISSION ET DE LA FORMATION INITIALE DONNANT ACCÈS AUX FONCTIONS D'INSPECTEUR

CHAPITRE PREMIER

De l'accès à l'épreuve d'admission à la formation initiale

Art. 12

Sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, fondée sur les nécessités du Service, appréciées en tenant compte du cadre fixé en vertu de l'article 9, alinéa 2, le Gouvernement organise une épreuve d'admission à une formation initiale et à la certification donnant accès à une ou plusieurs fonctions d'inspecteur visées à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°.

Une fois arrêté le nombre de postes à pourvoir par fonction d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, le Gouvernement lance un appel à candidatures à l'épreuve d'admission visée à l'alinéa 1er, aux fins de pourvoir aux postes précités.

Lorsqu'il introduit sa candidature à l'épreuve d'admission visée à l'alinéa 1er, le candidat précise quelle fonction d'inspecteur visée à l'annexe Ire du présent décret il souhaite postuler. Un même candidat peut postuler plusieurs fonctions pour autant qu'il réponde aux conditions énoncées à l'article 13.

Art. 13

§ 1er. Nul n'est admissible à l'épreuve d'admission permettant l'accès à la formation initiale si, à la date de l'introduction de sa candidature, il ne remplit pas les conditions suivantes :

1° être belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement ;

2° être de conduite irréprochable ;

3° jouir des droits civils et politiques ;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice ;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique ;

6° être nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction pour au moins une demi-charge ou dans plusieurs fonctions à prestations incomplètes couvrant des prestations pour au moins une demi-charge dans l'enseignement ou le cas échéant dans un centre psychomédico-social organisé ou subventionné par la Communauté française sauf pour l'enseignement de promotion sociale pour lequel il convient d'être nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction à concurrence d'une demi-charge au moins dans cet enseignement ;

7° être titulaire à titre définitif à concurrence d'au moins une demi-charge de l'une des fonctions reprises

au tableau repris à l'annexe Ire du présent décret, indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer et porteur du titre requis pour cette fonction ou d'un titre pédagogique de type certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, le titre d'instituteur de l'enseignement primaire, le titre d'instituteur de l'enseignement maternel ;

8° compter une ancienneté de service de dix ans au moins et une ancienneté de fonction de six ans au moins ;

9° ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes ;

10° ne pas avoir été démis de ses fonctions en application des articles 62 ou 93 ;

11° s'il a postulé l'une des fonctions d'inspecteur visées à l'article 32, alinéa 2, 2° :

- être en possession du visa émanant de l'autorité du culte concerné ou de l'organisation reconnue par la loi dont il relève et qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle ;

- avoir bénéficié d'une formation à la neutralité dans le cadre de la formation initiale liée à ses fonctions d'enseignant, ou avoir réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée dans l'enseignement de promotion sociale.

Le Gouvernement arrête le modèle et les modalités de délivrance du visa requis à l'alinéa 1er, 11°, premier tiret, étant entendu que ce visa doit expressément porter sur l'accès éventuel du candidat à l'une des fonctions d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 2° et doit être délivré distinctement du visa requis pour l'accès du membre du personnel à ses fonctions dans l'enseignement.

Aux conditions définies par le Gouvernement, le candidat qui ne répond pas à la condition d'accès visée à l'alinéa 1er, 11°, second tiret peut, s'il démontre que sa situation est totalement indépendante de sa volonté, être autorisé à démontrer au plus tard au terme de la formation initiale organisée en vertu du présent décret qu'il a bénéficié d'une formation à la neutralité organisée ou reconnue par la Communauté française.

§ 2. Peut également se porter candidat à l'épreuve d'admission à la formation initiale le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole et qui, dans le cadre de sa carrière dans l'enseignement, a fait l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif à l'une des fonctions indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer. Dans ce cas, les conditions visées à l'alinéa 1er, 7° à 9°, sont appréciées au regard de cette dernière fonction.

§ 3. A partir de 2023, toute personne ne répondant pas à la condition visée au paragraphe 1er, 6° ou 7°, peut également se porter candidat à l'épreuve d'admission à

la formation initiale donnant accès à une ou plusieurs fonctions d'inspecteur, pour autant :

- qu'elle soit porteuse du titre requis pour exercer une des fonctions indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer reprises au tableau de l'annexe Ire du présent décret ou d'un titre pédagogique de type certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, le titre d'instituteur de l'enseignement primaire, le titre d'instituteur de l'enseignement maternel ;

- qu'elle remplisse, à la date de l'introduction de sa candidature, les conditions prévues au paragraphe 1er, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 8°, 9°, 10° et 11°.

§ 4. Nul n'est autorisé à participer à l'épreuve d'admission ou à poursuivre la formation initiale dès lors qu'il ne remplit plus l'ensemble des conditions énumérées au paragraphe 1er ou aux paragraphes 2 et 3.

§ 5. Le Gouvernement fixe les modalités de forme et de délai selon lesquelles est introduite toute candidature à l'épreuve d'admission à la formation initiale.

Art. 14

Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 13, § 1er, 8°, sont seuls admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, en qualité de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel paramédical.

Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 13, § 1er, 8°, sont seuls admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans la ou les fonction(s) visée(s) à l'article 13, § 1er, 7° donnant accès à la fonction d'inspecteur concernée.

Art. 15

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service et dans l'ancienneté de fonction visées à l'article 13, § 1er, 8° :

1° les services effectifs, rendus en qualité de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente, les vacances d'hiver et de printemps ainsi que les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officieuse accordés à partir du 1er janvier 1999, ce nombre de jours étant multiplié par 1,2 ;

2° les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui

ne couvrent pas tout le mois étant négligés ;

3° les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné ou engagé pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire ;

4° les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes ;

5° le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est réduit de moitié ;

6° la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes pendant la même période ;

7° trente jours forment un mois ;

8° la durée des services admissibles que compte le candidat ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

Art. 16

Pour l'application des articles 14 et 15, les services rendus dans l'enseignement de la Communauté germanophone sont assimilés à des services rendus dans l'enseignement de la Communauté française.

CHAPITRE II

De l'épreuve d'admission à la formation initiale

Art. 17

Le Gouvernement organise l'épreuve d'admission à la formation initiale visée à l'article 22. Cette épreuve comprend une partie écrite et une partie orale, chacune d'elles étant évaluée sur 50 points.

Seuls les candidats remplissant les conditions fixées à l'article 13 peuvent participer à l'épreuve.

Le Gouvernement fixe le profil de compétences qui définit les compétences spécifiques et techniques ainsi que les compétences génériques et comportementales attendues avant la formation initiale et la certification permettant l'entrée au stage de l'inspecteur.

Il fixe également les modalités de chacune des parties de l'épreuve d'admission et les critères d'évaluation de chacune d'elles sur la base du profil de compétences visé à l'alinéa 3.

La partie écrite de l'épreuve se présente sous la forme d'un questionnaire à choix multiples comportant des questions théoriques et des questions de jugement situationnel.

Cette partie de l'épreuve est destinée à évaluer la capacité du candidat à répondre à des questions théoriques et à des questions de jugement situationnel portant sur les connaissances et les compétences spécifiques définies dans le profil de compétences visé à l'alinéa 3.

Seuls les candidats ayant obtenu au moins 60 % des points à la partie écrite sont admis à présenter la partie orale de l'épreuve.

La partie orale de l'épreuve consiste en un entretien devant l'un des jurys visés à l'article 19.

Cette partie de l'épreuve est destinée à évaluer la compétence technique de communication orale ainsi que des compétences génériques et comportementales du profil de compétences visé à l'alinéa 3.

Art. 18

Pour chaque fonction d'inspecteur, le ou les jurys visés à l'article 19 établissent un classement de sélection par fonction visée à l'article 12, alinéa 1er, des candidats en fonction des résultats à l'épreuve d'admission.

Le nombre de candidats retenus dans le classement de sélection est égal au nombre de postes à pourvoir dans la fonction d'inspecteur concernée, tel qu'arrêté par le Gouvernement en application de l'article 12, alinéa 2, multiplié par trois. Pour être pris en considération dans un classement de sélection, tout candidat doit obtenir un minimum de 60 points sur le total de 100 points des deux parties de l'épreuve d'admission.

Art. 19

Il est institué un ou plusieurs jurys d'admission à la formation initiale, composés de la manière suivante :

1° un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 15 au moins ;

2° trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un au moins représente la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ;

3° trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection ;

4° trois experts externes désignés par le Gouvernement, ayant une compétence spécifique en lien avec les différents volets de la formation initiale.

Pour chaque membre effectif du jury de l'épreuve d'admission, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Dans le respect de la législation, les représentants des organisations syndicales peuvent assister à ces aux réunions de ce ou de ces jurys en tant qu'observateurs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du jury de l'épreuve d'admission.

Les services d'un prestataire de services externe pour l'organisation de tout ou partie de l'épreuve d'ad-

mission peuvent être adjoints au jury.

Art. 20

Le ou les jurys de l'épreuve d'admission remettent, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, un avis sur l'application du présent titre.

CHAPITRE III

De la formation initiale

Art. 21

Seuls les candidats retenus dans l'un des classements d'admission visés à l'article 18 peuvent participer à la formation initiale et à l'épreuve de certification donnant accès au stage visé à l'article 49.

Art. 22

§ 1^{er}. La formation initiale de l'inspecteur compte un minimum de 140 heures et comporte trois volets, communs à toutes les fonctions visées à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°.

Le premier volet de la formation initiale, dont la durée s'élève à minimum de 36 heures, vise à développer chez les candidats :

1° des aptitudes relationnelles dans la gestion des relations personnelles, interpersonnelles et groupales, en particulier dans les situations de communication orale et écrite, de prise de parole en public, d'animation de réunion, de travail en équipe, de prise de décision, de gestion de conflits, de médiation, de contrôle, de négociation et d'évaluation ;

2° la gestion d'un fonctionnement personnel adéquat par rapport à la fonction d'inspecteur, de méthodes de gestion des tâches y liées, notamment la gestion du temps, la gestion de projets, les méthodologies de travail, ... ;

3° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de leur propre action favorisant une aptitude à la réflexivité et au développement professionnel dans le cadre de leur future fonction et de leurs missions ;

4° la prise de conscience des changements de posture et d'identité professionnelle d'un inspecteur par rapport à ses aptitudes et compétences relationnelles, en ce compris les règles de déontologie.

Le deuxième volet de la formation initiale, dont la durée s'élève à un minimum de 70 heures, vise à développer chez les candidats :

1° la compréhension des valeurs, du sens et de la portée de la notion de pilotage du système scolaire et des organisations scolaires, en :

a) appréhendant le système éducatif dans une perspective systémique ;

b) s'appropriant les enjeux, les valeurs, les finalités et les fondements scientifiques de la gouvernance et du pilotage du système éducatif ; les méthodes et processus

d'évaluation des politiques scolaires et des réformes pédagogiques ; en particulier les notions d'objectifs d'amélioration, d'objectifs particuliers, d'objectifs spécifiques, d'état des lieux, d'indicateurs, ... ;

c) s'appropriant l'organigramme et les missions de l'Administration générale de l'Enseignement, le rôle et les missions des différents acteurs du modèle de pilotage ;

d) mettant en perspective les enjeux et finalités actuels du pilotage du système éducatif et ceux qui font l'objet de mesures dans les axes du Pacte pour un Enseignement d'excellence, prioritairement en lien avec les objectifs d'amélioration ; en avoir une bonne appréhension ;

e) poursuivant le développement des savoirs et compétences liés aux différents critères de discrimination tels que couverts par le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination ; à la diversité culturelle ; aux concepts d'éducabilité et d'égalité en éducation ; aux inégalités liées au sexe, ainsi qu'à celles liées au niveau socio-économiques ;

f) appréhendant les dernières avancées scientifiques relatives aux sciences de l'éducation.

2° la compréhension et la maîtrise des processus et méthodologies liés à la réalisation d'un audit en milieu scolaire, notamment :

a) l'analyse des données : méthodologie du recueil et de l'analyse descriptive de données quantitatives et qualitatives, en particulier celle relative à la production, à l'interprétation ; la lecture et compréhension des indicateurs quantitatifs et qualitatifs ; l'émission d'hypothèses explicatives ;

b) l'analyse de la pertinence et de la validité des stratégies au regard des fondements légaux et scientifiques (recherche scientifique, études nationales et internationales) et des enjeux du système éducatif ;

c) l'élaboration et la rédaction d'un diagnostic.

Le troisième volet de la formation initiale, dont la durée s'élève à un minimum de 24 heures, vise à développer chez les candidats :

1° l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires liées à la fonction d'inspecteur ;

2° la compréhension et la connaissance du fonctionnement d'un établissement scolaire ;

3° des capacités de gestion administrative liée à la fonction d'inspecteur ;

4° l'utilisation adéquate des outils numériques.

§ 2. Sur la base d'une proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière faite en concertation avec l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement élabore un plan de formation qui :

1° fixe le cas échéant le contenu et les méthodologies de la formation ainsi que les connaissances et capacités à acquérir, tels que définis au paragraphe 1^{er} ;

2° fixe le nombre d'heures de formation pour chacun des volets de la formation initiale visés au paragraphe 1er.

Sur la base du plan de formation visé à l'alinéa 1er, la formation initiale est organisée par l'Institut de la formation en cours de carrière. Les formateurs de cette formation initiale sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Ecoles, des établissements d'enseignement de promotion sociale, de l'Institut de la formation en cours de carrière, de l'Ecole d'Administration publique ou de l'Administration générale de l'Enseignement.

Art. 23

La formation initiale est gratuite et débute dans les trois mois qui suivent l'établissement des classements d'admission visé à l'article 18. Sauf nécessité, elle est organisée en dehors des périodes normales de fonctionnement des écoles. Les membres du personnel qui suivent la formation initiale sont considérés comme étant en activité de service.

Tous les candidats qui ont suivi la formation initiale reçoivent une attestation de fréquentation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % du temps de chaque volet de la formation initiale ou la preuve qu'ils en ont été totalement dispensés en vertu de l'article 24 sont admis à présenter l'épreuve de certification.

Art. 24

Pour tenir compte du portefeuille de compétences des candidats, l'Inspecteur général coordonnateur, sur la proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, peut dispenser les candidats du suivi d'un volet ou de plusieurs volets de la formation initiale, ou d'une partie des heures de la formation initiale, dans l'hypothèse où ils auraient suivi, et le cas échéant réussi, une ou des formations équivalentes.

CHAPITRE IV

De la certification donnant accès au stage à la fonction de promotion d'inspecteur

Art. 25

L'épreuve de certification visée à l'article 21 est organisée dans les six mois au plus tard du terme de la session de la formation initiale. Elle consiste en une production écrite personnelle défendue devant un jury.

Art. 26

La production écrite personnelle visée à l'article 25 consiste en un dossier constitué :

1° de deux études de cas personnel dont l'un au moins porte sur une dimension travaillée dans le deuxième volet de la formation initiale ;

2° d'un bilan de compétences du candidat, représentant ses principaux atouts et faiblesses, le candidat les

étayant à partir de son parcours professionnel et les mettant en lien avec les connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de chacun des volets de la formation initiale.

La défense du dossier devant le jury consiste en la présentation et la défense orales de l'un des deux cas personnels étudiés.

Le jury fonde son appréciation de l'épreuve de certification sur les critères d'évaluation suivants :

1° la cohérence entre le bilan de compétences et le reflet de ces compétences dans les études de cas défendues par le candidat ;

2° la pertinence des actions proposées par le candidat dans les études de cas ;

3° le degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de chacun des volets de la formation initiale ;

4° la capacité à communiquer par écrit ;

5° la capacité à communiquer oralement.

Le Gouvernement fixe la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'entre eux ne dépasse 40 %, ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve.

Art. 27

A l'issue de la défense du dossier visée à l'article 26, alinéa 2, le jury de l'épreuve de certification statue, hors la présence du candidat, sur la délivrance d'une attestation d'échec ou de réussite. L'épreuve est considérée comme réussie si le candidat a obtenu au moins 60 % des points au total de l'ensemble de l'épreuve.

Le jury est également chargé d'établir un classement, par fonction, des candidats pour lesquels une attestation de réussite a été délivrée.

Le classement ainsi établi, par fonction, correspond à une réserve par fonction, d'une durée de validité de quatre ans à dater de la date à laquelle le classement a été établi pour la fonction concernée.

Art. 28

Le jury de l'épreuve de certification visée à l'article 25 est composé :

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 15 au moins ;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un au moins représente la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection ;

4° de trois experts externes désignés par le Gouvernement, ayant une compétence spécifique en lien avec

les différents volets de la formation initiale.

Pour chaque membre effectif du jury de l'épreuve de certification, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Dans le respect de la législation, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce jury en tant qu'observateurs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du jury de l'épreuve de certification.

Art. 29

Le jury de l'épreuve de certification remet, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, un avis sur l'application du présent titre.

TITRE III

Du statut des membres du personnel du Service général de l'Inspection

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 30

Le présent titre s'applique aux membres du personnel du Service général de l'Inspection, ci-après dénommés « les membres du personnel ».

Art. 31

Pour l'application du présent titre, les délais se calculent comme suit :

1° le jour de l'acte qui en constitue le point de départ n'est pas compris ;

2° le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, en ce compris les jours fériés de ou dans la Communauté française, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 32

Les fonctions de promotion que peuvent exercer les membres du personnel du Service général de l'Inspection ainsi que les fonctions dont doivent être titulaires les candidats à la fonction sont reprises dans l'annexe Ire du présent décret.

Le Gouvernement établit la liste des fonctions de promotion des membres du personnel du Service général de l'Inspection en veillant à les classer au sein des catégories suivantes :

- 1° Inspecteur ;
- 2° Inspecteur d'un cours de religion ou du cours de morale non confessionnelle ;
- 3° Inspecteur coordonnateur ;
- 4° Inspecteur général ;

5° Inspecteur général coordonnateur.

Art. 33

Le Gouvernement définit le profil de compétences commun à l'exercice de la fonction d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, qui définit les compétences spécifiques, les compétences techniques ainsi que les compétences génériques et comportementales.

Lors de son entrée en fonction, le membre du personnel nommé à titre définitif, admis au stage ou désigné à titre provisoire dans une fonction de promotion d'inspecteur, prête serment entre les mains du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou de son délégué.

Le serment s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831. Acte en est donné au membre du personnel.

Art. 34

Le Gouvernement détermine les frais pouvant être remboursés aux membres du personnel. Il s'agit :

- 1° des frais de parcours ;
- 2° des frais de séjour ;
- 3° des frais autres, dont notamment les frais relatifs aux communications écrites et téléphoniques, à l'Internet et à l'achat de documentation.

Le Gouvernement fixe les limites et modalités du remboursement vise à l'alinéa 1er.

CHAPITRE II

Des devoirs et incompatibilités

SECTION PREMIÈRE

Des devoirs

Art. 35

Les membres du personnel doivent, en toutes occasions, avoir le souci constant des intérêts de la Communauté française, des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française et des membres du personnel de ces établissements. Ils ont également le souci constant des élèves qui satisfont à l'obligation scolaire par la dispensation d'un enseignement à domicile.

Ils s'acquittent de leur mission avec une égale sollicitude vis-à-vis de tous les établissements scolaires et en toute indépendance à l'égard des pouvoirs organisateurs.

Art. 36

Ils doivent observer les principes de neutralité dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ne peuvent utiliser les élèves à des fins de propagande politique, religieuse, philosophique ou de publicité commerciale.

Les inspecteurs visés à l'article 32, alinéa 2, 2°, ne

sont pas tenus d'observer les principes de neutralité dans l'exercice de missions étroitement liées à l'apprentissage des religions ou de la morale non confessionnelle, aux démarches pédagogiques, au respect des référentiels et des programmes des cours de religion ou de morale non confessionnelle. Ils s'abstiennent cependant de dénigrer les positions exprimées dans les cours parallèles ou par les inspecteurs de ces cours.

Art. 37

Les membres du personnel accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements.

Ils doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, les prestations nécessaires à la bonne marche du service.

Ils exécutent ponctuellement les missions qui leur sont confiées et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable de leur supérieur hiérarchique.

Art. 38

Ils sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public, et doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt du service.

Ils doivent, dans le service comme dans leur vie privée, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction. Ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement.

Art. 39

Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Art. 40

Ils ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 41

Ils ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 42

Le Gouvernement peut préciser les devoirs prévus par la présente section.

Art. 43

Sans préjudice de l'application des lois pénales et, s'il y échet, de l'article 43 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les infractions aux dispositions de la présente section sont punies, suivant le cas, de l'une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 105 et dans le respect de l'article 110.

SECTION II

Des incompatibilités

Art. 44

Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection l'exercice du mandat politique :

1° de bourgmestre, d'échevin, de conseiller communal, de président du conseil de l'aide sociale ou de membre du conseil de l'aide sociale dans une commune comprise, en tout ou partie, dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'Inspecteur, d'Inspecteur coordonnateur, d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur ;

2° de député provincial ou de conseiller provincial dans une province qui comprend, en tout ou en partie, le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'Inspecteur, d'Inspecteur coordonnateur, d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 45

Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection l'exercice de tout mandat, en ce compris syndical, auprès d'un pouvoir organisateur ou d'une fédération de pouvoirs organisateurs dont un ou plusieurs établissement(s) d'enseignement est (sont) compris(s) dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur, d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 46

Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de sa fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

Art. 47

Le Gouvernement constate les incompatibilités visées aux articles 44 à 46. Il en informe le membre du personnel concerné dans un délai de vingt jours à partir

du jour où il constate l'incompatibilité par lettre recommandée à la poste sortant ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Art. 48

En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité mentionnée à l'article 46, le membre du personnel concerné peut introduire, par la voie hiérarchique, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la notification de l'incompatibilité a été faite, une réclamation devant la Chambre de recours visée à l'article 116. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

CHAPITRE III

De l'accès aux fonctions de promotion d'inspecteur et d'Inspecteur coordonnateur

SECTION PREMIÈRE

De l'admission au stage à la fonction de promotion d'inspecteur

Art. 49

Pour être admis au stage à la fonction de promotion d'inspecteur, le membre du personnel doit :

- 1° satisfaire aux conditions visées à l'article 13 ;
- 2° ne pas avoir été démis de ses fonctions en application de l'article 62 ou de l'article 93 ;
- 3° être détenteur de l'attestation de réussite à l'épreuve de certification en rapport avec la fonction d'inspecteur à conférer, visée à l'article 27.

Art. 50

En cas de vacance d'un emploi de la fonction de promotion d'inspecteur à conférer, et sans préjudice de l'application de l'article 43, le Gouvernement applique le classement de la réserve de recrutement visée à l'article 27.

Il invite le membre du personnel le mieux classé à entrer en stage. A défaut pour le membre du personnel concerné de répondre favorablement à cette invitation dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la notification de l'invitation, il est réputé refuser l'entrée en stage qui lui a été proposée et le Gouvernement invite le membre du personnel qui est classé suivant à entrer en stage, et ainsi de suite.

Le membre du personnel qui décline l'invitation à entrer en stage ne perd pas le bénéfice de son classement en cas de vacance d'un autre emploi de la fonction de promotion d'inspecteur à conférer. Le membre du personnel qui, à deux reprises, refuse un emploi vacant, est

radié de la réserve.

Art. 51

Le Gouvernement fixe la résidence administrative des inspecteurs, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 52

§ 1er. Le stage d'inspecteur a une durée de 2 ans, calculée conformément au paragraphe 3.

§ 2. Pendant la durée du stage, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé ou engagé à titre définitif, le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine.

Sauf disposition contraire, le membre du personnel admis au stage d'inspecteur est assimilé à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction d'inspecteur.

Pendant la durée du stage, le membre du personnel peut être autorisé à participer à une formation lorsque celle-ci vise spécifiquement à développer les compétences professionnelles nécessaires à l'exercice de la fonction d'inspecteur et qu'elle est organisée en vertu :

- 1° soit du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ;
- 2° soit du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière ;
- 3° soit du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale ;

4° soit du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

§ 3. Pour le calcul de la durée du stage accompli, sont seuls pris en considération les services effectivement prestés pendant la durée du stage.

Sont assimilés à des services effectivement prestés les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5bis et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, ainsi que les congés en vue de l'adoption, de

la tutelle officieuse, du placement dans une famille d'accueil et les congés de maternité prévus respectivement au chapitre IIbis et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974.

Art. 53

§ 1er. Au plus tôt six mois après son entrée en fonction et au plus tard en fin de première année de stage, le membre du personnel stagiaire est évalué par au moins deux personnes dont, en tout cas, l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué et l'Inspecteur ou l'un des Inspecteurs coordonnateurs en charge de la coordination du Service dont dépend le membre du personnel stagiaire.

L'évaluation se fonde sur les dispositions du présent décret et sur la mise en pratique des connaissances, compétences et capacités supposées acquises progressivement dans le cadre de la formation d'insertion professionnelle visée à l'article 54. Elle tient compte du profil de compétences visé à l'article 33, alinéa 1er, ainsi que du contexte global dans lequel est amené à évoluer le stagiaire et des moyens qui sont mis à sa disposition.

En vue de l'attribution de l'évaluation, il est procédé à un entretien avec le membre du personnel et à la rédaction d'un rapport d'évaluation dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

L'évaluation aboutit à l'attribution soit de la mention « favorable » soit de la mention « défavorable ».

La mention obtenue par le stagiaire est portée à la connaissance de ce dernier soit par lettre recommandée, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Il est mis fin d'office au stage du membre du personnel qui obtient la mention « défavorable » à l'issue de sa première évaluation. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre la fonction et l'affectation dans lesquelles il est nommé ou engagé à titre définitif.

§ 2. À tout moment au cours de la seconde année de stage, le membre du personnel peut être à nouveau évalué, selon les mêmes modalités qu'au paragraphe 1er.

§ 3. Le stagiaire qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par envoi recommandé une réclamation écrite contre cette mention, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 116. Ce recours est suspensif.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

Art. 54

§ 1er. Pendant la durée du stage, une formation d'insertion professionnelle de 160 heures est dispensée au membre du personnel stagiaire.

La formation d'insertion professionnelle vise notamment :

1° la poursuite, l'approfondissement et l'intégration du développement des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de la formation initiale visée à l'article 22, notamment sur la base d'observations et d'expérimentations ;

2° le développement de l'identité professionnelle du stagiaire, lui permettant de s'approprier son rôle et sa position dans le système éducatif, de s'approprier les règles de déontologie, d'analyser ses atouts et ses faiblesses et de déduire ses besoins en termes de formation ;

3° le développement de la capacité de questionnement, de prise de distance et d'analyse réflexive ;

4° le développement de la compétence d'analyse systémique d'un établissement scolaire, de sa gestion, et de la compétence d'interprétation des différents phénomènes y observés, notamment par l'analyse d'incident critique de phénomènes interpersonnels et socio-organisationnels en jeu ;

5° l'appropriation de la méthodologie d'audit arrêtée par le Gouvernement ;

6° le développement de la communication, en situation interindividuelle ou collective, de constats, de conseils et de décisions auprès des différents types d'acteurs du système scolaire ;

7° le développement d'une capacité d'adaptation des pratiques de l'inspecteur à la diversité et à la spécificité des contextes institutionnels et environnementaux (public, taille des écoles ou centres PMS, ISE, ...).

§ 2. Sur la base d'une proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, en concertation avec l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement élabore un plan de formation d'insertion professionnelle qui définit :

1° les méthodologies en privilégiant celles qui visent le développement professionnel, notamment, l'analyse de cas, les mises en situation, l'Intervision et la constitution d'un portfolio ;

2° les modalités selon lesquelles la formation est organisée.

Le plan de la formation prévoit en tout cas deux parties qui sont mises en œuvre simultanément

La première partie est constituée d'une formation de 90 heures minimum, commune à toutes les fonctions d'inspecteur.

La deuxième partie est constituée d'une formation de 30 heures minimum, spécifique à la fonction ou à un groupe de fonctions.

Dans l'hypothèse où l'inspecteur-stagiaire aurait déjà suivi une formation équivalente, il peut solliciter une dispense de tout ou partie du programme prévu par le plan de formation, selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement.

§ 3. Sur la base du plan de formation visé au pa-

ragraphe 2, la formation d'insertion professionnelle est organisée par l'Institut de la formation en cours de carrière.

Les formateurs de cette formation d'insertion professionnelle sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Écoles, des établissements d'enseignement de promotion sociale, de l'Institut de la Formation en cours de carrière, de l'Ecole d'Administration publique ou de l'Administration générale de l'Enseignement.

§ 4. À l'issue de la formation, le stagiaire présente et défend son portfolio devant le jury composé :

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 15 au moins ;

2° de deux membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un au moins représente la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif ;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection ;

4° d'un expert externe désigné par le Gouvernement, ayant une compétence spécifique en lien avec les missions du Service général de l'Inspection.

Pour chaque membre effectif du jury, le Gouvernement désigne un suppléant selon les mêmes modalités.

Dans le respect de la législation, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce jury en tant qu'observateurs.

Les modalités de fonctionnement du jury sont fixées par le Gouvernement.

Le jury fonde son appréciation de l'épreuve de certification sur les critères d'évaluation suivants :

1° le degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de chacun des volets de la formation initiale ;

2° la capacité à communiquer par écrit ;

3° la capacité à communiquer oralement.

Le Gouvernement fixe la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'eux ne dépasse 40 %, ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve.

L'épreuve de certification est considérée comme réussie si le candidat obtient au moins 60 % des points.

§ 5. Il est mis fin d'office et sans préavis au stage en cas de non-réussite de la formation d'insertion professionnelle visée au présent article. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction et son affectation d'origine.

Pour éviter de perturber la stabilité des équipes pédagogiques, le Gouvernement peut reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de six mois à dater de la décision de non-réussite de cette formation d'insertion professionnelle.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1er, peut introduire, par envoi recommandé, un recours écrit contre la décision de non-réussite du stage, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 116. Ce recours est suspensif.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

Art. 55

Tout inspecteur-stagiaire peut solliciter la fin anticipée de son stage moyennant un préavis maximum de trois mois. Ce préavis peut toutefois être réduit de commun accord.

En cas d'absence de réaction du Gouvernement dans le mois de la demande de l'inspecteur-stagiaire, celle-ci est réputée acceptée.

Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, il ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation que dans l'hypothèse où il fera partie d'une réserve d'une fonction visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, du présent décret autre que celle pour laquelle il a été admis au stage. Il perd en tout cas le bénéfice du stage auquel il a mis fin de manière anticipée.

Pour assurer la continuité dans la fonction d'inspection ou pour éviter de perturber la stabilité des équipes pédagogiques, le Gouvernement peut reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum six mois à dater de la demande du membre du personnel.

Art. 56

§ 1er. À l'issue du stage, le membre du personnel qui a réussi l'épreuve visée à l'article 54, § 4, à l'issue de la formation d'insertion professionnelle visée au paragraphe 1er du même article, est évalué selon les mêmes modalités qu'à l'article 53.

Le membre du personnel qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par envoi recommandé une réclamation écrite contre cette mention selon les mêmes modalités qu'à l'article 53, § 3.

§ 2. Le membre du personnel qui fait l'objet d'une évaluation favorable à l'issue du stage fait l'objet d'une proposition de nomination à titre définitif à la fonction d'inspecteur dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Cette proposition lui est notifiée par l'Inspecteur général coordonnateur, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé

de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Le membre du personnel dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour remettre la proposition complétée et signée à l'Inspecteur général coordonnateur et y indiquer s'il accepte ou renonce à une nomination à titre définitif à la fonction d'inspecteur.

En cas de renonciation dans le délai de 10 jours à une nomination à titre définitif, le membre du personnel réintègre sa fonction et son affectation d'origine.

§ 3. La nomination à une fonction d'inspecteur par le Gouvernement produit ses effets, pour l'intéressé, le jour de l'admission au stage. L'emploi dont était titulaire l'inspecteur-stagiaire au sein de son pouvoir organisateur d'origine, ou du Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux ne peut être déclaré vacant qu'à la date de la décision de nomination à la fonction d'inspecteur.

L'arrêté de nomination est publié par extrait au *Moniteur belge*.

SECTION II

De la désignation à titre provisoire à une fonction de promotion d'inspecteur

Art. 57

En cas d'absence temporaire d'un membre du personnel du Service général de l'Inspection ou de vacance d'un emploi d'inspecteur pour lequel il n'est pas possible de désigner un stagiaire, le Gouvernement peut procéder à une désignation à titre provisoire dans un emploi d'une fonction d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°.

Dans ce cas, sauf disposition contraire, pour les besoins de l'exercice de ses fonctions, le membre du personnel désigné à titre provisoire est assimilé à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction d'inspecteur.

Quelle que soit la date à partir de laquelle le membre du personnel est désigné en vertu de l'alinéa 1er, sa désignation à titre temporaire prend fin au plus tard le 31 août.

La désignation visée à l'alinéa 1er peut être renouvelée deux fois au maximum dans le respect des dispositions de la présente section. La durée totale de la désignation à titre provisoire ne peut excéder trois années scolaires consécutives.

Art. 58

Nul ne peut être désigné à titre provisoire conformément à l'article 57 s'il ne remplit pas les conditions suivantes :

1° satisfaire aux conditions visées à l'article 13, § 1er ;

2° avoir introduit sa candidature dans les formes et délais conformément à l'article 59.

La période durant laquelle un membre du personnel est désigné à titre provisoire en application des dispositions de la présente section ne peut être assimilée au stage visé à l'article 49.

Art. 59

Le Gouvernement invite les membres du personnel repris dans la réserve par fonction visée à l'article 27 en respectant l'ordre du classement établi à être désigné à titre provisoire, selon les modalités qu'il détermine.

A défaut, le Gouvernement invite les membres du personnel à introduire leur candidature à une désignation provisoire selon les modalités qu'il détermine.

Art. 60

Sans préjudice de l'application de l'article 141, moyennant un préavis de quinze jours, le Gouvernement peut mettre fin dans l'intérêt du service à la désignation d'un membre du personnel désigné à titre provisoire dans une fonction de promotion d'inspecteur.

§ 2. Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le Gouvernement envisage de mettre fin à sa désignation à titre provisoire sont notifiés au membre du personnel cinq jours ouvrables au moins avant son audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Le Gouvernement prend sa décision dans les dix jours de la transmission du procès-verbal.

Art. 61

Moyennant un préavis de trois mois, le membre du personnel peut renoncer à sa désignation à titre provisoire. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, il ne pourra être admis au stage ou désigné à titre provisoire à une fonction d'inspecteur qu'après avoir répondu à un nouvel appel aux candidats.

Le préavis visé à l'alinéa précédent peut être réduit de commun accord.

Art. 62

Il est d'office mis fin à la désignation à titre provisoire du membre du personnel lorsque celui-ci fait l'objet de l'une des sanctions disciplinaires visées à l'article 105, 2° à 7°.

Les sanctions disciplinaires visées à l'article 105, 6° et 7°, mettent fin, en outre, à tout lien statutaire, même dans la fonction d'origine du membre du personnel visé à l'alinéa précédent.

SECTION III

**De la fonction de promotion Des Inspecteurs
coordonnateurs au sein du Service général de
l'Inspection**

Art. 63

§ 1er. Le Gouvernement nomme, sur la proposition de classement du jury visé au paragraphe 4 :

1° cinq Inspecteurs coordonnateurs, chargés de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique. Ils peuvent notamment être chargés chacun spécifiquement de la coordination des missions d'audit, de la coordination des missions d'évaluation, de la coordination des missions de contrôle et d'investigation, de la coordination des missions en lien avec l'enseignement spécialisé ou de la coordination des missions en lien avec les cours disciplinaires ;

2° deux Inspecteurs coordonnateurs, chargés de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification ;

3° un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ;

4° un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement artistique ;

5° un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'Inspection au niveau des Centres psycho-médico-sociaux.

Le Gouvernement détermine le profil de compétences commun à l'exercice de la fonction de promotion d'inspecteur coordonnateur au sein du Service général de l'Inspection. Ce profil de compétences commun définit les compétences spécifiques, techniques et génériques et comportementales.

Le Gouvernement fixe les modalités de forme et de délai selon lesquelles la candidature à l'une des fonctions visées à l'alinéa 1er doit être introduite. Il fixe également les modalités de la publicité de la formation visée au paragraphe 2, 5°.

§ 2. Les Inspecteurs coordonnateurs visés au paragraphe 1er sont nommés parmi les membres du person-

nel répondant aux conditions suivantes :

1° être nommé à titre définitif dans une des fonctions du Service général de l'Inspection visées à l'article 32, alinéa 2, 1° ou 2°

2° compter une ancienneté de fonction dans la fonction de promotion d'inspecteur de six ans au moins soit :

a. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique ;

b. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification ;

c. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement à distance pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ;

d. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement artistique pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement artistique ;

e. au sein du Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux pour être chargé de la coordination au niveau des centres psycho-médico-sociaux.

3° avoir obtenu la mention « favorable » à sa dernière évaluation. En l'absence de rapport d'évaluation, l'inspecteur est réputé avoir obtenu la mention « favorable » ;

4° ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes ;

5° avoir suivi une formation de 30 heures visant à développer des compétences d'encadrement et de leadership et notamment la capacité à :

a. gérer et souder une équipe, notamment en soutenant, motivant des collaborateurs, en stimulant leur développement personnel, professionnel et d'équipe dans une perspective d'organisation apprenante ;

b. organiser, diriger et coordonner les activités d'une équipe, évaluer celles-ci ;

c. analyser et proposer les voies de résolution de problèmes ;

d. gérer des projets, décider et initier les actions ciblées afin de mettre les décisions en œuvre ;

6° avoir réussi une épreuve de certification à l'issue de la formation visée au 5°.

§ 3. La formation visée au paragraphe 2, 5° est organisée par le Gouvernement sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, fondée sur les nécessités du Service.

Elle peut éventuellement être organisée conjointement pour les candidats à une fonction de directeur de zone et pour les candidats à une fonction d'Inspecteur

coordonnateur. Sur la base d'une proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, en concertation avec l'Inspecteur général coordonnateur le Gouvernement élabore un plan de formation qui fixe le cas échéant le contenu et les méthodologies de la formation ainsi que les connaissances et capacités à acquérir, telles que définies au paragraphe 2, 5°.

Sur la base du plan de formation visé à l'alinéa 2, la formation est organisée par l'Institut de la formation en cours de carrière. Les formateurs de cette formation sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Ecoles, des établissements d'enseignement de promotion sociale, de l'Institut de la formation en cours de carrière, de l'Ecole d'Administration publique ou de l'Administration générale de l'Enseignement.

§ 4. L'épreuve de certification visée au paragraphe 2, 6° est organisée dans les trois mois au plus tard après le terme de la formation visée au paragraphe 3. Elle consiste en la production personnelle d'un dossier écrit défendu devant un jury.

Le dossier écrit est constitué :

1° d'une analyse de cas personnel portant sur une des dimensions travaillées lors de la formation visée au paragraphe 2, 5° ;

2° d'un bilan de de compétences du candidat, reprenant ses principaux atouts et faiblesses, que le candidat étaye à partir de son parcours professionnel et les mettant en lien avec les connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de la formation visée au paragraphe 2, 5°.

Le jury fonde son appréciation de l'épreuve de certification sur les critères d'évaluation suivants :

1° la cohérence entre le bilan de compétences et le reflet de ces compétences dans l'étude de cas défendue par le candidat ;

2° la pertinence des actions proposées par le candidat dans l'étude de cas ;

3° le degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de la formation visée au paragraphe 2, 5° ;

4° la capacité à communiquer par écrit ;

5° la capacité à communiquer oralement.

Le Gouvernement fixe la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'entre eux ne dépasse 40 %, ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve.

Le jury est chargé d'examiner le dossier professionnel transmis par le candidat, d'auditionner ce dernier et d'évaluer l'ensemble de sa prestation et de sanctionner cette évaluation par une attestation de réussite ou d'échec.

Il est également chargé d'établir un classement des candidats ayant réussi l'épreuve, par fonction.

§ 5. Le jury visé au paragraphe 1er est composé :

1° de l'Inspecteur général coordonnateur qui préside ;

2° des deux Inspecteur généraux ;

3° de deux agents de rang 12 au moins désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un représente la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ;

4° d'un expert externe ayant une compétence spécifique en lien avec la formation visée au paragraphe 2, 5°, désigné par le Gouvernement.

Pour chaque membre effectif du jury de l'épreuve de certification, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Dans le respect de la législation, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce jury en tant qu'observateurs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du jury visé au paragraphe 1er.

§ 6. Les missions des Inspecteurs coordonnateurs visés au paragraphe 1er sont déterminées, en collaboration avec ces derniers, par l'Inspecteur général compétent pour les inspecteurs visés au paragraphe 1er, 1° et 2°, et par l'Inspecteur général coordonnateur pour les inspecteurs visés au paragraphe 1er, 3° à 5°.

Dans le cadre de leurs missions, les Inspecteurs coordonnateurs peuvent donner des instructions aux inspecteurs du Service de l'Inspection concerné.

Art. 64

Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 63, § 2, 2°, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction de promotion d'inspecteur.

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 63, § 2, 2°, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 65

Les Inspecteurs coordonnateurs bénéficient d'une allocation dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Le montant de l'allocation ne peut en aucun cas être supérieur à la moitié de la différence entre l'échelle de traitement minimum de l'Inspecteur général et l'échelle de traitement minimum de l'inspecteur.

Le Gouvernement fixe la résidence administrative des inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur et du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Art. 66

Les Inspecteurs coordonnateurs restent soumis à l'évaluation visée au chapitre V.

CHAPITRE IV

Du mandat pour l'exercice des fonctions de promotion d'Inspecteur général et d'Inspecteur général coordonnateur.

SECTION PREMIÈRE**Procédure et conditions d'obtention du mandat****Art. 67**

Les emplois des fonctions d'Inspecteur général et d'Inspecteur général coordonnateur visés à l'article 32, alinéa 2, 4° et 5°, sont conférés par mandat.

Un mandat ne peut être conféré qu'en cas de vacance d'emploi dans la fonction considérée.

Le Gouvernement arrête le profil de fonction de l'Inspecteur général et de l'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 68

La vacance d'emploi de la fonction d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur à conférer est portée à la connaissance des membres du personnel susceptibles d'être candidats à l'exercice d'un mandat, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 69

Peuvent seuls être mandatés les candidats qui ont respecté la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 70

Nul ne peut se voir conférer un mandat s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être nommé à titre définitif dans une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° ou 2° ;

2° compter une ancienneté de fonction de six ans au moins :

a) dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique pour être mandaté à la fonction d'Inspecteur général de l'enseignement du continuum pédagogique ;

b) dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification pour être mandaté à la fonction d'Inspecteur général de l'enseignement secondaire de transition et de qualification ;

3° compter une ancienneté de fonction de neuf ans au moins dans une fonction de promotion d'inspecteur

pour être mandaté à la fonction d'Inspecteur général coordonnateur ;

4° avoir obtenu la mention « favorable » à sa dernière évaluation. En l'absence de rapport d'évaluation, l'inspecteur est réputé avoir obtenu la mention « favorable » ;

5° ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes ;

6° avoir suivi et réussi une formation en gestion de ressources humaines d'un maximum de 60 heures, organisée par l'Ecole d'Administration publique. L'attestation de réussite de la formation est délivrée par un jury dont la composition et les modalités de fonctionnement sont déterminées par le Gouvernement.

A défaut de candidat répondant à la condition visée à l'alinéa 1er, 6°, le Gouvernement peut conférer un mandat à un candidat ne répondant pas à cette condition, pour autant que ce dernier s'engage à suivre la prochaine formation en gestion de ressources humaines. Il est mis fin d'office à l'exercice de son mandat en cas de non-respect de cet engagement ou en cas d'échec.

Nul n'est admis à la formation visée à l'alinéa 1er, 6° s'il ne remplit, à la date d'introduction de la demande de participation, les conditions énoncées à l'alinéa 1er, 1°, 2°, 4° et 5°.

Art. 71

Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 70, alinéa 1er, 2° et 3°, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction de promotion d'inspecteur.

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 70, 2° et 3°, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 72

§ 1er. Il est créé, auprès du Gouvernement, une Commission de sélection et d'évaluation, ci-après dénommée « la Commission ».

§ 2. La Commission est compétente pour remettre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, les avis prévus en application de l'article 81.

§ 3. La Commission comprend :

1° le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif ;

2° quatre membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement, titulaires d'un grade de rang 16 au moins ;

3° cinq membres désignés par le Gouvernement parmi les titulaires de la fonction de professeur ordinaire, de professeur ou de chargé de cours, nommé ou engagé à titre définitif à temps plein au sein d'une Université organisée ou subventionnée par la Communauté française ou titulaires d'une fonction élective au sein

d'une Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française.

Les membres de la Commission sont désignés pour un terme de cinq ans, renouvelable.

§ 4. Le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif préside la Commission. Le Gouvernement désigne un président et un vice-président de la Commission parmi les quatre fonctionnaires généraux visés au paragraphe 3, 2°.

Le Gouvernement désigne un secrétaire et un secrétaire suppléant de la Commission parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement.

§ 5. Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant choisi selon les mêmes modalités que le membre effectif qu'il supplée. Le Gouvernement désigne un suppléant au Directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif parmi les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement, titulaires d'un grade de rang 16 au moins.

§ 6. La Commission rend ses avis à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Le Gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement de la Commission ainsi que son règlement d'ordre intérieur, sur proposition de la Commission.

§ 7. Tout membre de la Commission qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné au sein de la Commission est remplacé sans délai par le Gouvernement, selon les mêmes modalités. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 73

Lors de la déclaration de vacance de l'emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement établit une lettre de mission sur proposition du Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif.

La lettre de mission comporte au moins la description des éléments suivants :

- 1° la définition précise des missions qui incombent au mandataire ;
- 2° les objectifs à atteindre.

Art. 74

Les candidatures à un mandat sont examinées par la Commission qui peut décider d'entendre les différents candidats.

La Commission présente au Gouvernement, par mandat à conférer, une liste de cinq candidats au plus, classés dans l'ordre de leurs mérites et de leurs aptitudes relationnelles. Pour classer les candidats selon l'ordre de leurs mérites et aptitudes, la Commission prend notamment en compte les formations en cours de carrière et les formations complémentaires, les publications, les diplômes, certificats et brevets obtenus, les projets mis

en œuvre lorsque les candidats exerçaient leur fonction d'inspecteur ou un mandat antérieur.

SECTION II

Durée et exercice du mandat

Art. 75

§ 1er. Le mandat d'Inspecteur général, d'une durée de cinq ans, est confié par le Gouvernement au candidat qu'il choisit dans la liste proposée par la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 72.

Ce mandat est renouvelable sur la base de l'évaluation attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation.

§ 2. Le mandat d'Inspecteur général coordonnateur, d'une durée de cinq ans, est confié par le Gouvernement au candidat qu'il choisit dans la liste proposée par la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 72.

Ce mandat est renouvelable sur la base de l'évaluation attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation.

Art. 76

Le mandat est temporaire. Il ne donne aucun droit à une nomination à titre définitif à la fonction qu'il confère.

La fonction conférée par mandat est indivisible. Elle est exercée à temps plein.

Durant l'exercice de son mandat, le membre du personnel est en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Sa résidence administrative est fixée au siège administratif du Service général de l'Inspection.

Art. 77

Pendant la durée de son mandat, le mandataire ne peut obtenir :

- 1° un congé pour interruption de la carrière professionnelle, à l'exception de l'interruption de carrière pour donner des soins palliatifs, pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave ou lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant dans le cadre du congé parental ;
- 2° un congé pour mission ou une disponibilité pour mission spéciale ;
- 3° un congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé, d'une école officielle ou d'une école libre subventionnée ;
- 4° un congé pour présenter sa candidature aux élections législatives ou provinciales ;
- 5° un congé pour suivre des cours, se préparer à

passer des examens et subir des examens ;

6° un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement ;

7° un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel âgé de 50 ans ;

8° un congé politique ;

9° une disponibilité pour convenances personnelles ;

10° une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite sur la base des dispositions de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Art. 78

Durant l'exercice de son mandat, l'Inspecteur général bénéficie de l'échelle de traitement accordée à un agent des Services du Gouvernement de rang 15.

Durant l'exercice de son mandat, l'Inspecteur général coordonnateur bénéficie de l'échelle de traitement accordée à un agent des Services du Gouvernement de rang 16.

Art. 79

A partir du 1er janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 57 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1er janvier 2009, tout membre du personnel en activité de service âgé de 58 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

Les alinéas 1er et 2 ne sont pas applicables au membre du personnel qui, à la date du 1er janvier 2015, n'a pas atteint respectivement l'âge de 57 ans ou de 58 ans.

Art. 80

A partir du 1er janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 61 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 1er de l'article 2bis de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972

les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psychomédico-sociaux de l'Etat, la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

A partir du 1er janvier 2015, tout membre du personnel en activité de service, âgé de 62 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 2 de l'article 79, la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

Art. 81

L'évaluation des mandataires a lieu tous les trente mois. Elle est attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 72.

L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée à l'article 73.

Elle fait l'objet d'une des mentions suivantes :

1° « favorable » ;

2° « réservée » ;

3° « défavorable ».

Art. 82

Le mandataire auquel est attribuée une évaluation « favorable » en cours de mandat poursuit l'exercice de son mandat.

En cas d'attribution d'une évaluation « réservée » en cours de mandat, une nouvelle évaluation est réalisée dans les six à douze mois qui suivent et elle conduit à l'attribution d'une mention « favorable » ou « défavorable ». L'attribution d'une mention « réservée » peut conduire le Gouvernement à adapter la lettre de mission et enjoindre au mandataire de suivre des formations adaptées.

En cas d'évaluation « défavorable » en cours de mandat, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

Art. 83

En cas d'absence de l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique, le Gouvernement peut charger les inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique d'assurer conjointement les missions de l'Inspecteur général.

En cas d'absence de l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transi-

tion et de qualification, le Gouvernement peut charger les inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification d'assurer conjointement les missions de l'Inspecteur général.

En cas d'absence de l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement peut charger un fonctionnaire général d'assurer les missions de l'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 84

Le mandataire peut mettre fin volontairement à son mandat, moyennant un préavis de trois mois.

Il est d'office mis fin au mandat de manière anticipée lorsque le mandataire fait l'objet d'une des sanctions disciplinaires visées à l'article 105, 4° à 7°.

Art. 85

Lorsque, pour quelque raison que ce soit, il est mis fin à un mandat avant son échéance, le mandataire est remplacé. Le remplaçant, désigné par le Gouvernement selon les modalités fixées aux articles 67 à 74, achève le mandat en cours.

SECTION III

Échéance du mandat

Art. 86

A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « favorable » est reconduit d'office par le Gouvernement dans ce mandat sans qu'il soit procédé à la déclaration de vacance visée à l'article 68.

A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « réservée » voit son mandat remis en concurrence et ne peut plus, pendant cinq ans, poser sa candidature à une désignation dans le mandat d'Inspecteur général coordonnateur.

A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « défavorable » ne peut plus poser sa candidature à une désignation dans le mandat qu'il vient d'exercer et ne peut plus, pendant cinq ans, poser sa candidature à une désignation dans le mandat d'Inspecteur général ni dans le mandat d'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 87

Si un mandataire dans la fonction d'Inspecteur général accepte un mandat d'Inspecteur général coordonnateur, il est réputé démissionnaire de son mandat d'Inspecteur général.

Art. 88

Lorsqu'il perd sa qualité de mandataire, le membre du personnel retrouve sa fonction de promotion d'inspecteur.

CHAPITRE V

De l'évaluation en cours de carrière des inspecteurs nommés à titre définitif

Art. 89

§ 1er - Au moins tous les deux ans, l'inspecteur fait l'objet d'une évaluation par l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué et l'Inspecteur général ou l'un des Inspecteurs coordonnateurs en charge de la coordination du Service dont dépend l'inspecteur. Celle-ci se base sur l'accomplissement des missions qui lui ont été attribuées conformément aux dispositions du Titre Ier.

§ 2. Tous les deux ans au moins, l'inspecteur désigné à titre provisoire en vertu de l'article 57 fait l'objet d'une évaluation par l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué et l'Inspecteur général ou l'un des Inspecteurs coordonnateurs en charge de la coordination du Service dont dépend l'inspecteur. Celle-ci se base sur l'accomplissement des missions qui lui ont été attribuées conformément aux dispositions du Titre Ier.

§ 3. Au moins tous les deux ans, l'inspecteur coordonnateur fait l'objet d'une évaluation par l'Inspecteur général coordonnateur et un Inspecteur général. Celle-ci se base sur l'accomplissement des missions qui lui ont été attribuées conformément aux dispositions du Titre Ier.

Art. 90

L'évaluation fait l'objet de l'une des mentions suivantes :

- 1° « favorable » ;
- 2° « réservée » ;
- 3° « défavorable ».

Lorsque l'évaluation aboutit à l'attribution de la mention « réservée », la mention attribuée lors de l'évaluation suivante est soit « favorable » soit « défavorable ».

Dans le cadre d'une évaluation « réservée », le membre du personnel peut se voir formuler des recommandations complémentaires à la formation obligatoire individuelle visée à l'article 94, § 2.

Art. 91

En vue de l'attribution de l'évaluation, il est procédé à un entretien avec le membre du personnel et à la rédaction d'un rapport d'évaluation dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles l'entretien se déroule, dont le rapport est porté à la connaissance du membre du personnel et la manière dont celui-ci peut faire valoir ses remarques.

Art. 92

Le membre du personnel qui se voit attribuer une mention « réservée » ou « défavorable » peut introduire

par envoi recommandé une réclamation écrite contre cette mention, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 116.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

Art. 93

Il est mis fin à la fonction d'inspecteur du membre du personnel qui fait l'objet de deux évaluations défavorables consécutives.

Il est mis fin à la fonction de promotion d'inspecteur coordonnateur du membre du personnel qui fait l'objet de deux évaluations défavorables consécutives. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre sa fonction d'inspecteur.

CHAPITRE VI

De la formation en cours de carrière

Art. 94

§ 1^{er}. Les membres du Service général de l'Inspection exerçant une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1°, 2° et 3°, suivent une formation en cours de carrière qui vise :

1° le partage et l'analyse de pratiques et de ressources au bénéfice du développement professionnel individuel et collectif ;

2° le perfectionnement, l'ajustement et l'actualisation du développement des compétences de la formation initiale visée à l'article 22 et de la formation d'insertion professionnelle visée à l'article 54 ;

3° l'acquisition et l'intégration de connaissances, compétences complémentaires à développer au vu des orientations prioritaires du système éducatif, des avancées scientifiques de la recherche par rapport à celles-ci, de l'évolution des missions des inspecteurs et des besoins de formation constatés lors de l'analyse des rapports annuels des Inspecteurs généraux et coordonnateurs ;

4° l'acquisition de compétences complémentaires, en ce compris les compétences pédagogiques en fonction du projet de formation individuel et de leur évaluation individuelle ;

5° la prise de recul et l'analyse réflexive de leur propre fonctionnement via notamment la confrontation de leur pratique professionnelle à celles de leurs collègues, les formations formelles ou informelles (lectures, conférences, Mooc, etc.) personnelles et l'écriture d'un portfolio professionnel.

§ 2. Sur la base d'une proposition du Service général de l'Inspection, l'Institut de la formation en cours de carrière détermine un plan commun de formation annuel obligatoire :

1° privilégiant des méthodologies qui visent le développement professionnel, notamment le partage de pratiques, l'analyse de cas, les mises en situation, l'Intervention ainsi que la production par les membres du personnel de synthèses, d'outils et d'un portfolio professionnel ;

2° comprenant les modalités selon lesquelles la formation est organisée.

Les formateurs de cette formation en cours de carrière sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Écoles, des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, de l'Institut de la Formation en cours de carrière ou de l'Administration générale de l'Enseignement, ou tout opérateur de formation reconnu et validé par l'Institut de la Formation en cours de carrière.

§ 3. La formation en cours de carrière des inspecteurs est organisée sur une base obligatoire et sur une base volontaire.

Elle débute un an après que le membre du personnel a été nommé.

§ 4. La formation en cours de carrière comprend 12 à 20 demi-jours de formation obligatoire annuelle dont :

- 4 à 8 demi-jours sont consacrés à de la formation obligatoire individuelle dont le contenu et les modalités sont fixés sur la base d'un projet de formation personnel lors de l'entretien d'évaluation qui a lieu tous les deux ans ;

- 4 demi-jours sont réservés, pour les inspecteurs disposant de moins de 10 années d'expérience dans la fonction, à la production d'une synthèse personnelle des apports des formations suivies et d'une analyse réflexive de son propre fonctionnement sous la forme d'un portfolio professionnel. La production d'un portfolio professionnel est laissée à la discrétion des membres du personnel ayant plus de dix années d'expérience dans la fonction.

Sous réserve de l'autorisation de sa hiérarchie, le membre du personnel peut répartir le nombre de demi-jours de formation obligatoire individuelle sur les jours de prestations de trois années consécutives.

§ 5. En dehors du temps de prestation du membre du personnel, la formation organisée sur la base volontaire n'est pas limitée en nombre de demi-jours de formation.

Lorsqu'elle se déroule pendant le temps de prestation des membres de personnel, elle ne peut dépasser 6 demi-jours par an, sauf dérogation accordée par le Gouvernement sur la demande de l'Inspecteur général coordonnateur.

Les formations volontaires sont à la charge du Service général de l'Inspection.

§ 6. Au terme des formations, il est délivré aux membres du Service général de l'Inspection une attestation de fréquentation, selon les modalités déterminées

par le Gouvernement.

§ 7. L'Institut de la formation en cours de carrière remet, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, un avis sur l'application du présent article.

Art. 95

§ 1^{er}. Les membres du Service général de l'Inspection exerçant une fonction de promotion d'inspecteur général ou d'inspecteur général coordonnateur visées à l'article 32, alinéa 2, 4° et 5°, suivent annuellement une formation en cours de carrière de 10 demi-jours au moins, organisée par l'Ecole d'Administration publique dont le programme et le développement des compétences à poursuivre sont déterminés par le Gouvernement.

La formation peut être étalée sur une période de trois années consécutives.

CHAPITRE VII

Des positions administratives

SECTION PREMIÈRE

Dispositions générales

Art. 96

Les membres du personnel du Service général de l'Inspection sont dans l'une des positions administratives suivantes :

- 1° l'activité de service ;
- 2° la non-activité ;
- 3° la disponibilité.

SECTION II

De l'activité de service

Art. 97

Le membre du personnel du Service général de l'Inspection est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Art. 98

Les conditions auxquelles le membre du personnel du Service général de l'Inspection a droit à un traitement et un avancement de traitement sont les mêmes que les conditions prévues pour les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'il inspecte.

Les Inspecteurs généraux et l'Inspecteur général coordonnateur bénéficient durant leur mandat des congés de vacances annuelles des agents des Services du Gouvernement.

SECTION III

De la non-activité

Art. 99

Le membre du personnel du Service général de l'Inspection est dans la position de non-activité :

1° lorsque, aux conditions fixées par le Gouvernement, il accomplit, en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience ;

2° lorsqu'il est frappé de la sanction de suspension disciplinaire ou de mise en non-activité disciplinaire ;

3° lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée.

Art. 100

Le membre du personnel du Service général de l'Inspection qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement, sauf disposition formelle contraire.

S'il se trouve en position de non-activité en raison des dispositions prévues à l'article 99, 2°, il n'a pas droit à l'avancement de traitement.

Art. 101

Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

SECTION IV

De la disponibilité

Art. 102

Sans préjudice des dispositions de l'article 77, le membre du personnel du Service général de l'Inspection peut être mis dans l'une des positions de disponibilité suivantes dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'il inspecte :

- 1° pour mission spéciale ;
- 2° pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'aptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celles des congés pour cause de maladie ou d'infirmité ;
- 3° pour convenances personnelles ;
- 4° pour convenances personnelles précédant la pension de retraite ;
- 5° par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Toutefois, en cas de mise en disponibilité pour convenances personnelles, l'emploi dont est titulaire le membre du personnel demeure non vacant pendant la période de cette mise en disponibilité.

Art. 103

Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité après la fin du mois où il atteint l'âge auquel il peut prétendre à la pension de retraite.

La disposition de l'alinéa 1er ne s'applique pas aux membres du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale.

Art. 104

Des traitements d'attente peuvent être alloués aux membres du personnel du Service général de l'Inspection mis en disponibilité dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'ils inspectent.

Ces traitements d'attente, les allocations et indemnités qui sont éventuellement alloués à ces membres du personnel, sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

CHAPITRE VIII**Du régime disciplinaire****SECTION PREMIÈRE****Des sanctions disciplinaires****Art. 105**

Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel du Service général de l'Inspection sont :

- 1° le rappel à l'ordre ;
- 2° la réprimande ;
- 3° la retenue sur traitement ;
- 4° la suspension disciplinaire ;
- 5° la mise en non-activité disciplinaire ;
- 6° la démission disciplinaire ;
- 8° la révocation.

En outre, les inspecteurs coordonnateurs peuvent également se voir infliger une rétrogradation.

Art. 106

Pour les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, les sanctions disciplinaires sont proposées par l'Inspecteur général coordonnateur.

Pour les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de promotion d'inspecteur coordonnateur visée à l'article 63, les sanctions disciplinaires sont proposées par l'Inspecteur général coordonnateur.

Pour les Inspecteurs généraux et l'Inspecteur général coordonnateur, les sanctions disciplinaires sont pro-

posées par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le Gouvernement.

Art. 107

La retenue sur traitement ne peut être prononcée pour une durée supérieure à trois mois. Elle ne peut dépasser un cinquième du traitement.

Art. 108

La suspension disciplinaire ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an. Elle entraîne la privation de la moitié du traitement.

Art. 109

La durée de la mise en non-activité disciplinaire est fixée par le Gouvernement : elle ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans pouvoir jamais dépasser ce dernier montant, le traitement d'attente est fixé ensuite au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa sanction, le membre du personnel peut demander sa réintégration au sein du Service général de l'Inspection.

Art. 110

Aucune sanction ne peut être proposée sans que le membre du personnel ait été, au préalable, entendu ou dûment convoqué.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Tout membre du personnel invité à viser une proposition de sanction disciplinaire formulée à son encontre a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation écrite devant la Chambre de recours visée à l'article 116, dans le délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la proposition lui a été soumise pour visa.

Si l'intéressé n'a pas introduit de recours dans le délai fixé, la proposition de sanction disciplinaire est transmise immédiatement au Gouvernement.

Art. 111

La proposition de sanction disciplinaire et le recours introduit par le membre du personnel concerné sont transmis à la Chambre de recours susmentionnée

dans le délai d'un mois à compter de la date de la réception du recours.

Art. 112

A moins d'empêchement légitime, le requérant comparaît en personne. Il peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Sauf dans les cas de poursuites pénales, la Chambre de recours donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de réception du dossier complet de l'affaire.

Toutefois, le Gouvernement peut demander un avis d'urgence. Dans ce cas, le délai ne peut cependant être inférieur à un mois. Le Gouvernement prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

Art. 113

Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 114

L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaires. Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité disciplinaire reste juge de l'application des sanctions disciplinaires.

SECTION II

De la radiation des sanctions disciplinaires

Art. 115

La sanction disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai :

- 1° d'un an pour le rappel à l'ordre et la réprimande ;
- 2° de trois ans pour la retenue sur traitement ;
- 3° de cinq ans pour la suspension disciplinaire ;
- 4° de sept ans pour la mise en non-activité disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1er commence à courir au prononcé de la sanction disciplinaire.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la sanction ne peut plus avoir d'effet, notamment sur les droits d'accès à une autre fonction de promotion.

CHAPITRE IX

De la chambre de recours

Art. 116

Il est institué, auprès du Gouvernement, une Chambre de recours pour les membres du personnel du Service général de l'Inspection, ci-après dénommée « la Chambre de recours ».

La Chambre de recours élabore son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 117

La Chambre de recours traite des recours introduits en matière d'incompatibilité, d'évaluation et de sanction disciplinaire.

Art. 118

La Chambre de recours est composée :

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 16 au moins ;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de rang 15 au moins ;

3° de trois membres désignés par des organisations syndicales représentatives, parmi les membres du Service général de l'Inspection, chaque organisation syndicale disposant d'au moins un représentant ;

4° d'un secrétaire désigné par le Gouvernement parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement.

Art. 119

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 118, 1°, 2° et 4°.

Art. 120

En cas de remplacement d'un membre, le remplaçant achève le mandat de celui à la place duquel il est désigné.

Art. 121

Les président, président suppléant, membres effectifs et membres suppléants sont désignés pour cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

Art. 122

La Chambre de recours est présidée par le président et, à défaut, par le président suppléant.

Le président a voix délibérative.

Le secrétaire ou le secrétaire suppléant de la Chambre de recours en assure le secrétariat. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 123

Aucun recours ne peut faire l'objet de délibérations de la Chambre de recours si le requérant n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient les éléments susceptibles de permettre à la Chambre d'émettre un avis en toute connaissance de cause, notamment le rapport des enquêteurs, les procès-verbaux des auditions de témoins et des confrontations indispensables.

Le requérant peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

Art. 124

Dès qu'un recours est introduit, le Président communique au requérant la liste des membres effectifs et suppléants de la Chambre de recours.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de cette liste, le requérant peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres, mais tout au plus de deux membres désignés sur proposition des organisations syndicales et de deux membres désignés directement par le Gouvernement. Toutefois, il ne peut récuser un membre effectif et son suppléant.

Tout membre qui se sait cause de récusation est tenu de s'abstenir.

Un membre peut également demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le Président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut aussi décharger d'office un membre pour les mêmes motifs.

Art. 125

Les président et président suppléant ne peuvent siéger dans une affaire relative à l'un des membres du personnel relevant de leur administration.

Le président, le président suppléant, les membres effectifs et les membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint, leur cohabitant, un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 126

La Chambre de recours délibère valablement si le président et quatre membres au moins sont présents.

Si le quorum visé à l'alinéa 1er n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion dans les quinze jours. Au cours de cette réunion, une décision pourra être prise, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 127

Pour chaque affaire, le Gouvernement désigne un rapporteur parmi les agents de niveau 1 des Services du Gouvernement qui n'ont pas participé à l'enquête.

Le rapporteur expose objectivement à la Chambre de recours les rétroactes de l'affaire et les résultats de l'enquête. Il a droit de réplique. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 128

La Chambre de recours peut ordonner un complément d'enquête, entendre les témoins à charge ou à décharge. Après en avoir délibéré, elle transmet au Gouvernement son avis motivé. Cet avis mentionne le nombre de votes pour et contre émis.

Art. 129

L'avis est donné à la majorité simple des voix.

Le vote sur l'avis a lieu au scrutin secret. Les membres désignés directement par le Gouvernement et ceux désignés sur proposition des organisations syndicales doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

En cas de parité des voix, le président décide.

Art. 130

La décision prise par le Gouvernement fait mention de l'avis motivé de la Chambre de recours. Toute décision non conforme à l'avis de la Chambre de recours est motivée.

Le Gouvernement notifie sa décision à la Chambre de recours et au requérant.

Art. 131

Le mandat des membres de la Chambre de recours est gratuit. Toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées suivant les dispositions réglementaires en la matière. Aucune indemnité n'est cependant due au président ou au président suppléant.

Art. 132

Les modalités de fonctionnement de la Chambre de recours sont fixées par le Gouvernement, dans le respect des droits de la défense et du caractère contradictoire des débats.

CHAPITRE X**De la suspension préventive : mesure administrative****Art. 133**

§ 1er. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 2. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste, et ce même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 3. Par dérogation à l'alinéa 1er du paragraphe 2, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service, que le membre du personnel ne soit plus présent au sein du Service.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut,

la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté du service pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au paragraphe 2.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement. Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

Art. 134

§ 1er. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel du Service général de l'Inspection :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales ;

2° avant l'exercice de poursuites disciplinaires ou s'il fait l'objet de poursuites disciplinaires ;

3° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, elle expire en tout cas :

1° après six mois si aucune proposition de sanction disciplinaire n'a été formulée et notifiée au membre du personnel dans ce délai ;

2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification de la proposition de sanction disciplinaire si cette proposition est le rappel à l'ordre, la réprimande ou la retenue sur traitement ;

3° pour une proposition de sanction disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification de la proposition de sanction disciplinaire au membre du personnel si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition ;

4° pour une proposition de sanction disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification au Ministre de l'avis de la Chambre de recours sur la proposition de sanction disciplinaire formulée à l'encontre du membre du personnel ;

5° le jour où la sanction disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale coulée en force de chose jugée, le délai d'un an visé à l'alinéa 1er ne commence à courir qu'à dater du prononcé de la condamnation définitive.

§ 3. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Gouvernement, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Gouvernement peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 135

Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1er, est fixé à la moitié de son traitement d'activité le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales ;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires ;

3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive ;

4° de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au Gouvernement ;

5° d'une proposition de sanction disciplinaire prévue à l'article 105, 4°, 5°, 6° et 7°.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le Ministre notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du Ministre au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où la proposition de sanction disciplinaire est soumise ou notifiée au membre du personnel.

Art. 136

A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° le Gouvernement inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 105, 4°, 5°, 6° et 7° ;

2° il est fait application de l'article 137, § 1er, 2°, b) et 5° ;

3° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1er, le membre du personnel reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 135, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de son traitement, indûment retenu durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

CHAPITRE XI

De la cessation des fonctions

Art. 137

§ 1er. Les membres du personnel du Service général de l'Inspection nommés à titre définitif ou stagiaires ou désignés à titre provisoire sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis :

1° s'ils n'ont pas été nommés à titre définitif ou admis au stage ou désignés à titre provisoire de façon régulière ;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes :

a) être belge ou ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne, sauf dérogation accor-

dée par le Gouvernement ;

- b) jouir des droits civils et politiques ;
- c) avoir satisfait aux lois sur la milice ;
- d) être de conduite irréprochable ;

3° si après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pour une période ininterrompue de plus de dix jours ;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours ;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraînent la cessation des fonctions ;

6° s'ils sont atteints d'une invalidité prématurée dûment constatée dans les conditions fixées par la loi et les mettant hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue ;

7° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 48 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin à une occupation incompatible, le cas échéant après épuisement de la procédure ;

8° s'ils sont mis à la retraite pour limite d'âge.

Art. 138

Pour les membres du personnel du Service général de l'Inspection nommés à titre définitif ou stagiaires, entraînent également la cessation définitive des fonctions :

1° la démission volontaire : le membre du personnel ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé conformément à l'article 55 ;

2° la sanction disciplinaire de la démission disciplinaire ou de la révocation visées à l'article 105.

Art. 139

Sans préjudice de l'application de l'article 137 du présent décret, moyennant un préavis de quinze jours, le Gouvernement peut mettre fin au stage d'un membre du personnel désigné en tant que stagiaire dans une fonction de promotion d'inspecteur.

Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le Gouvernement envisage de mettre fin au stage sont notifiés au membre du personnel cinq jours ouvrables au moins avant son audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel

peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Le Gouvernement prend sa décision dans les dix jours de la transmission du procès-verbal.

TITRE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MODIFICATIVE, DISPOSITION ABROGATOIRE ET DISPOSITION FINALE

CHAPITRE PREMIER

Dispositions transitoires

Art. 140

Par dérogation à l'article 3, alinéa 3, 1° et 2°, le Service général de l'Inspection comprend jusqu'au 1er septembre 2020 :

a) Un Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire, dirigé par un Inspecteur général assisté de trois Inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire ;

b) Un Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire, dirigé par un Inspecteur général assisté de trois Inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement secondaire ordinaire ;

c) Un Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement spécialisé.

Les services visés à l'alinéa 1er sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, des missions visées à l'article 4.

Art. 141

Sous réserve de l'alinéa 2, les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif à la fonction d'inspecteur en vertu du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection dans

la même fonction, à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif à la fonction d'inspecteur d'un cours de religion en vertu de l'article 9, alinéa 1er de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à la fonction d'inspecteur correspondante (tableau de l'annexe Ire).

Les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont désignés et nommés par leur chef de culte pour l'inspection d'un cours de religion en vertu de l'article 9, alinéas 2 et 3 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à la fonction d'inspecteur correspondante (tableau de l'annexe Ire).

Art. 142

L'Inspecteur général coordonnateur, les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection désignés en cette qualité à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés désignés respectivement comme Inspecteur général coordonnateur, comme Inspecteurs généraux et comme Inspecteurs coordonnateurs, au sein du même service, ceci jusqu'au terme de leur mandat en cours à la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 143

Par dérogation à l'article 57, les membres du personnel désignés à titre provisoire en qualité d'inspecteur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret continuent à bénéficier de leur désignation à titre provisoire conformément aux articles 70 et suivants du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques.

Parmi les membres du personnel désignés à titre provisoire visés à l'alinéa précédent, ceux qui occupent un emploi qui est repris dans le cadre visé à l'article 9, alinéa 2, continuent à bénéficier de leur désignation à titre provisoire jusqu'à l'entrée en stage, dans l'emploi qu'ils occupent, des inspecteurs-stagiaires désignés en vertu du présent décret. Si le nombre d'entrées en stage par fonction conformément au cadre arrêté pour la première fois après l'entrée en vigueur du présent décret en vertu de l'article 9, alinéa 2, entraîne un dépassement du nombre d'emplois par fonction du cadre, il est mis fin par priorité aux désignations à titre provisoire les plus récentes.

Parmi les membres du personnel désignés à titre

provisoire visés à l'alinéa premier, ceux qui occupent un emploi qui n'est plus repris dans le cadre visé à l'article 9, alinéa 2, continuent à bénéficier de leur désignation à titre provisoire jusqu'au 31 août 2023.

Art. 144

§ 1er. Par dérogation à l'article 21, les membres du personnel désignés à titre provisoire en qualité d'inspecteur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 17 pour autant qu'ils aient obtenu la mention « favorable » à l'évaluation prévue à l'article 89 du présent décret.

Dans l'hypothèse où l'inspecteur désigné à titre provisoire se prévalant du bénéfice de l'alinéa 1er n'a pas fait l'objet de l'évaluation visée à l'article 89, §2, avant le 1er janvier 2020, celle-ci est réputée favorable.

§ 2 - Par dérogation à l'article 18, alinéa 1er, les membres du personnel visés au paragraphe 1er qui répondent à tout appel à candidatures lancé en application de l'article 12 pour une fonction d'inspecteur qu'ils occupent à titre provisoire, font de plein droit partie du nombre de candidats retenus dans le premier classement d'admission établi pour cette fonction et qui suit l'entrée en vigueur du présent décret. Ils en occupent les premières places par ordre d'ancienneté de fonction dans le Service.

CHAPITRE II

Dispositions modificatives

Art. 145

L'article 3, paragraphe 1er, 2°, de l'Arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités est complété par les termes suivants :

« e) du Service général de l'Inspection relevant du Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 146

L'article 37 du décret du 13 septembre 20018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37 Est incompatible avec la qualité de membre du personnel, l'exercice de tout mandat, en ce compris syndical, auprès d'un pouvoir organisateur ou d'une fédération de pouvoirs organisateurs dont un ou plusieurs établissement(s) d'enseignement est (sont) compris(s) dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction de directeur de zone ou de délégué au contrat d'objectifs. »

Art. 147

Dans les articles 67 et 82 du même décret, le paragraphe 4 est chaque fois complété les alinéas rédigés

comme suit :

« Le membre du personnel visé à l'alinéa 1er, peut introduire, par envoi recommandé, un recours écrit contre la décision de non-réussite du stage, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 121. Ce recours est suspensif

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis. »

Art. 148

L'article 123 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 123. La Chambre de recours est composée :

1° d'un président et d'un président suppléant désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 16 au moins ;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de l'Administration générale de l'Enseignement de rang 15 au moins ;

3° de trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives parmi les directeurs de zone, chaque organisation syndicale disposant au moins d'un représentant ;

4° d'un secrétaire désigné par le Gouvernement parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement. »

CHAPITRE III

Disposition abrogatoire

Art. 149

Est abrogé, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, à l'exception de ses articles 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25.

Par dérogation à l'alinéa 1er, l'article 162 du décret du 8 mars 2007 précité est abrogé le 1er septembre 2022.

CHAPITRE IV

Disposition finale

Art. 148

Le présent décret entre en vigueur le ... à l'exception de l'article 7, §1er qui entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Bruxelles le ...

Le Ministre-Président

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

ANNEXE À L'AVANT-PROJET DE DÉCRET RELATIF AU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION

Annexe IREau décret du xxx relatif au service gé-
néral de l'inspection

Fonctions dont doivent être titulaires les membres
du personnel qui souhaitent accéder à la fonction
d'inspecteur

Fonctions d'inspecteur du Service gé-
néral de l'Inspection

1. Inspecteur de l'enseignement mater-
nel ordinaire

2. Inspecteur de l'enseignement pri-
maire ordinaire

3. Inspecteur des cours d'éducation
physique dans l'enseignement pri-
maire ordinaire

4. Inspecteur des cours de seconde
langue dans l'enseignement fonda-
mental ordinaire

5. Inspecteur des cours de morale
non confessionnelle dans l'enseigne-
ment primaire ordinaire et spécialisé

6. Inspecteur des cours de philosophie
et de citoyenneté dans l'enseignement
primaire ordinaire et spécialisé

7. Inspecteur des cours de religion is-
raélite dans l'enseignement primaire
ordinaire et spécialisé

8. Inspecteur des cours de religion or-
thodoxe dans l'enseignement primaire
ordinaire et spécialisé

9. Inspecteur des cours de religion
protestante dans l'enseignement pri-
maire ordinaire et spécialisé

Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : instituteur
maternel, instituteur maternel chargé des cours en immersion b) direc-
teur d'école maternelle ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire,
à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'en-
seignement ordinaire ou spécialisé c) directeur d'école maternelle ou fon-
damentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une
fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : instituteur
primaire, instituteur primaire chargé des cours en immersion b) direc-
teur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à
condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'en-
seignement ordinaire ou spécialisé c) directeur d'école primaire ou fon-
damentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une
fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : maître
d'éducation physique b) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans
l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au
point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé c) direc-
teur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé,
à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'en-
seignement ordinaire

* *
*

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : maître de
seconde langue b) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'en-
seignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point
a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé c) directeur d'école
primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition
d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement
ordinaire

a) maître de morale b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à
condition d'être issu de la fonction visée au point a)

XXX

a) maître de religion israélite b) directeur d'école primaire ou fonda-
mentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)

a) maître de religion orthodoxe b) directeur d'école primaire ou fonda-
mentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)

a) maître de religion protestante b) directeur d'école primaire ou fonda-
mentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)

10. Inspecteur des cours de religion islamique dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé a) maître de religion islamique b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)
11. Inspecteur des cours de religion catholique dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé a) maître de religion catholique b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)
12. Inspecteur des cours de latin et grec ancien dans l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : Professeur de cours généraux latin DI/DS et/ou Professeur de cours généraux grec ancien DI/DS b) fonction de promotion ou de sélection dans l'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) c) fonction de promotion ou de sélection dans l'enseignement ordinaire de plein exercice, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) dans l'enseignement de promotion sociale
13. Inspecteur des cours de français au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux français au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
14. Inspecteur des cours de français au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux français au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
- * *
*
15. Inspecteur des cours d'espagnol et italien dans l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeurs de cours généraux espagnol et professeurs de cours généraux italien au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ; b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
16. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux anglais, professeurs de cours généraux néerlandais, professeurs de cours généraux allemand, au degré inférieur de l'enseignement secondaire. b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

17. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux anglais, professeurs de cours généraux néerlandais, professeurs de cours généraux allemand, au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

18. Inspecteur des cours d'histoire, de sciences sociales et de sciences humaines au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux histoire ou professeur de cours généraux sciences sociales ou professeurs de cours généraux sciences humaines au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

* *

19. Inspecteur des cours d'histoire, de sciences sociales et de sciences humaines au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux histoire, professeurs de cours généraux sciences sociales, professeurs de cours généraux sciences humaines au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

20. Inspecteur des cours de géographie et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux géographie ou professeur de cours généraux sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

21. Inspecteur des cours de géographie et de sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux géographie et professeurs de cours généraux sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

22. Inspecteur des cours de mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur des cours généraux mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

* *

23. Inspecteur des cours de mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
24. Inspecteur des cours de sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
25. Inspecteur des cours de biologie et de chimie au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux chimie, professeurs de cours généraux biologie au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
26. Inspecteur des cours de physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur des cours généraux physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

* *

27. Inspecteur des cours de sciences économiques et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences économiques ou professeur de cours généraux sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
28. Inspecteur des cours de sciences économiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences économiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

29. Inspecteur des cours de sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

30. Inspecteur des cours de secrétariat-bureautique dans l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeurs de cours techniques secrétariat-bureautique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

* *
*

31. Inspecteur des cours d'éducation plastique et du secteur « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation plastique, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle du secteur « arts appliqués » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

32. Inspecteur des cours d'éducation musicale dans l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation musicale au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

33. Inspecteur des cours d'éducation physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

* *
*

34. Inspecteur des cours d'éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

35. Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement ordinaire
- a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : éducateur, éducateur d'internat, secrétaire- bibliothécaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
36. Inspecteur des cours du secteur « agronomie » dans l'enseignement secondaire ordinaire
- a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « agronomie » aux degrés inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
37. Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire
- a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
- * *
*
38. Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire
- a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
39. Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire
- a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « construction » au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire
40. Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire
- a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

* *

41. Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie- alimentation » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré inférieur de l'enseignement secondaire
b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale
c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

42. Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie- alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire
b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale
c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

43. Inspecteur des cours du secteur « habillement » dans l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « habillement » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire
b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale
c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

* *

44. Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « services aux personnes » au degré inférieur de l'enseignement secondaire
b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale
c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

* *

45. Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « services aux personnes » au degré supérieur de l'enseignement secondaire
b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale
c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire

46. Inspecteur des cours du secteur « sciences appliquées » dans l'enseignement secondaire ordinaire	XXX
47. Inspecteur des cours Techniques de l'Information et de la Communication dans l'enseignement secondaire ordinaire	XXX
48. Inspecteur des cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) professeur de morale au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
49. Inspecteur des cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	XXX
50. Inspecteur des cours de religion israélite dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) b) c) a) professeur de religion israélite au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
51. Inspecteur des cours de religion orthodoxe dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) a) professeur de religion orthodoxe au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
52. Inspecteur des cours de religion protestante dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) a) professeur de religion protestante au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
53. Inspecteur des cours de religion islamique dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) a) professeur de religion islamique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
54. Inspecteur des cours de religion catholique dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé	a) a) professeur de religion catholique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
55. Inspecteur de l'enseignement maternel et primaire spécialisé	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : instituteur maternel ou primaire b) directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé c) directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé
56. Inspecteur des cours de français, histoire et géographie dans l'enseignement secondaire spécialisé	a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours généraux français, professeur de cours généraux histoire ou professeur de cours généraux géographie aux degrés inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

* *

57. Inspecteur des cours de mathématiques et de sciences dans l'enseignement secondaire spécialisé

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur des cours généraux mathématiques ou professeur de cours généraux sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire ; professeur des cours généraux mathématiques, professeur de cours généraux chimie, professeurs de cours généraux biologie ou professeur de cours généraux physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

58. Inspecteur des cours d'éducation musicale et d'éducation plastique dans l'enseignement secondaire spécialisé

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours généraux éducation musicale ou professeur de cours généraux éducation plastique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

59. Inspecteur des cours d'éducation physique dans l'enseignement spécialisé

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeurs de cours généraux éducation physique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

60. Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement spécialisé

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : éducateur, éducateur d'internat, secrétaire-bibliothécaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

* *

61. Inspecteur des activités paramédicales dans l'enseignement spécialisé

à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : puériculteur, infirmier, kinésithérapeute, logopède, ergothérapeute, psychologue, assistant social.

62. Inspecteur des cours des secteurs « industrie » et « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire spécialisé

a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » ou « arts appliqués » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé

63. Inspecteur des cours des secteurs « agronomie » et « construction » dans l'enseignement secondaire spécialisé a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « agronomie » ou « construction » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé
64. Inspecteur des cours des secteurs « habillement », « services aux personnes », « hôtellerie-alimentation » et « économie » dans l'enseignement secondaire spécialisé a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours techniques, professeur de pratique du secteur « habillement », « services aux personnes », « hôtellerie- alimentation » ou « économie » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé
65. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique a) professeur de cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)

* * *

66. Inspecteur des cours artistiques des domaines des arts de la parole et du théâtre, des arts du spectacle et des techniques de diffusion et de communication dans l'enseignement artistique a) professeur de cours artistiques des domaines des arts de la parole et du théâtre, des arts du spectacle et des techniques de diffusion et de communication dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
67. Inspecteur des cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique a) professeur de cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
68. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la danse dans l'enseignement artistique a) professeur de cours artistiques du domaine de la danse dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)
69. Inspecteur de la discipline psychopédagogique dans les centres psychomédico- sociaux a) conseiller psycho-pédagogique b) directeur de centre psycho-médico-social
70. Inspecteur de la discipline sociale dans les centres psycho-médico- sociaux auxiliaire social
71. Inspecteur de la discipline paramédicale dans les centres psychomédico-sociaux auxiliaire paramédical
72. Inspecteur des cours de psychologie, pédagogie et méthodologie dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance a) professeur des cours de psychologie-pédagogie- méthodologie, professeur de cours techniques éducative ou professeur de cours techniques psychologie dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion, dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

* *

73. Inspecteur des cours de français dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours généraux français dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

74. Inspecteur des cours de mathématiques, de sciences et de sciences appliquées dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours généraux mathématiques, professeur de cours généraux physique, professeur de cours généraux chimie, professeur de cours généraux biologie, dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

* *

75. Inspecteur des cours de langues germaniques dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours généraux anglais, néerlandais ou allemand dans l'enseignement secondaire supérieur et professeurs de cours généraux langues germaniques dans l'enseignement supérieur de l'enseignement de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

76. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours généraux anglais, néerlandais ou allemand dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

77. Inspecteur des cours de sciences économiques dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours généraux sciences économiques) ou professeur de cours techniques cours commerciaux dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

* *

78. Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 3° à 14° de l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale (agronomie, construction et industrie) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

79. Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 3° à 14° de l'article 1er de l'AGCF du 8.9.1997 (agronomie, construction et industrie) au degré inférieur de l'enseignement de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

80. Inspecteur des cours du domaine « hôtellerie- alimentation » dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans le domaine visé au 15° de l'article 1er de l'AGCF du 8.9.1997 (hôtellerie et alimentation) dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

* *

81. Inspecteur des cours d'informatique dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques informatique ou informatique de gestion ou informatique industrielle ou professeur de pratique professionnelle informatique ou informatique de gestion ou informatique industrielle dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

82. Inspecteur des cours du domaine « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 18° et 19° de l'article 1er de l'AGCF du 8.9.1997 (arts appliqués) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

* *

83. Inspecteur des cours du domaine « services aux personnes » (à l'exclusion du paramédical) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance

a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 31° et 32° de l'article 1er de l'AGCF du 8.9.1997 (services aux personnes : services sociaux et familiaux, relations sociales) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale

* *

Vu pour être annexé à l'avant-projet de décret relatif au Service général de l'Inspection

Bruxelles, le . . .

Le Ministre-Président

Rudy DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

Marie-Martine SCHYNS

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT



CONSEIL D'ÉTAT section de législation

avis 64.375/2
du 7 novembre 2018

sur

un avant-projet de décret de la Communauté française 'relatif
au Service général de l'Inspection'

Le 4 octobre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Éducation de la Communauté française à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de décret 'relatif au Service général de l'Inspection'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 7 novembre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 novembre 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dans son avis n° 41.215/2, la section de législation a fait observer ce qui suit¹ :

« B. Nature juridique des services créés

1. L'avant-projet de décret crée le Service général de l'Inspection au sein du ministère et précise que ce service relèverait de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique (article 3, alinéa 1^{er}). Il crée également au sein du ministère le Service de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française, qui relèverait du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement de la Communauté française (article 4, § 1^{er}). Il crée encore, toujours au sein du ministère, un Collège de l'inspection, de conseil et de soutien pédagogique, qui relèverait de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique (article 5, § 1^{er}). Il crée au sein du ministère une Commission permanente de l'Inspection (article 51, § 1^{er}) et une Commission de sélection et d'évaluation (article 90, § 1^{er}). Il crée enfin auprès du ministère une chambre de recours (article 127).

Le service général de l'Inspection serait placé sous l'autorité de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique (voir les articles 6, § 3, 7, § 3, 9, § 3, 10, § 3, 13, §§ 1^{er}, 6 et 7, 16, § 4, alinéa 1^{er}, 29, 58, alinéa 5, 62, alinéa 11, 73, alinéa 2, 91, alinéa 1^{er}, 99, alinéa 3, 117, alinéa 2, 144, § 2), qui pourrait notamment décider d'une mission d'investigation dans un établissement d'enseignement.

Le service général de l'Inspection disposerait néanmoins d'une cellule administrative dont la composition serait fixée par le Gouvernement (article 3, alinéa 3).

2. Dès 1831, la Constitution belge a veillé à distinguer l'administration générale, organisée par le Roi qui nomme à ses emplois (article 107, alinéa 2, de la Constitution) d'autres administrations, organisées par la loi et où le Roi n'intervient que si celle-ci L'y habilite (article 107, alinéa 3, de la Constitution). Parmi ces dernières administrations figurent notamment les établissements publics d'enseignement, visés à

[‡] S'agissant d'un avant-projet de décret, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Avis n° 41.215/2 donné le 11 octobre 2006 sur un avant-projet devenu le décret du 8 mars 2007 'relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques' (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2006-2007, n° 340/1, pp. 151 à 154, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/41215.pdf>).

l'article 24 de la Constitution². Cette conception a été confirmée lors de la communautarisation de l'enseignement, intervenue en 1988. Examinant, dans l'avant-projet devenu la loi spéciale du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, une disposition prévoyant le transfert des membres du personnel des ministères nationaux vers les exécutifs, les chambres réunies de la section de législation du Conseil d'État attirèrent l'attention des auteurs de l'avant-projet

‘sur le fait qu'en raison de l'extension de la compétence des Communautés en matière d'enseignement, il y aurait lieu de prévoir une habilitation analogue à l'intention du personnel enseignant et assimilés des établissements d'enseignement de l'État, du service d'inspection de l'État, des centres PMS de l'État et du personnel des Fonds visés à l'article 13 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Étant donné la spécificité de ces groupes de personnel, il vaudrait mieux consacrer à leur transfert aux Communautés un article distinct et de faire figurer cet article sous la nouvelle section VI, à la suite de l'actuel article 91’³.

Le législateur spécial s'est conformé à cet avis et a inséré dans la loi spéciale du 8 août 1980 un article 91bis relatif au transfert du personnel de l'enseignement, notamment des Services d'Inspection. Le commentaire de cette disposition précise :

‘Ni le personnel de l'enseignement visé à l'article 17 de la Constitution, tel qu'il est actuellement organisé par l'État, ni le personnel des Fonds des bâtiments scolaires, ni les services d'inspection, visés par la loi du 29 mai 1959 (loi sur le Pacte scolaire), ni le personnel des centres PMS de l'État (celui-ci est compris dans le personnel de l'enseignement visé à l'article 17 de la Constitution), ne sont du personnel des ministères, mais constituent des corps particuliers de l'État, dont les statuts sont fixés par la loi’⁴.

Jusqu'à présent, les législateurs communautaires se sont conformés à cette conception. Ainsi, le décret de la Communauté flamande du 17 juillet 1991 betreffende Inspectie, Dienst voor Onderwijsontwikkeling en pedagogische begeleidingsdiensten organise les services de l'inspection mais ne les place pas au sein de l'administration et ne les soumet pas à l'autorité de celle-ci⁵. Le décret de la Communauté germanophone du 24 mars 2003 instaurant l'inspection-guidance pédagogique pour l'enseignement en Communauté germanophone et en fixant les missions fait de l'inspection un corps particulier relevant directement du Gouvernement. Le décret de la Communauté française du 20 décembre 2001 fixant le statut des membres du personnel du service d'inspection de la Communauté française pour l'enseignement maternel,

² Note de bas de page n° 9 de l'avis cité : Voir à ce propos, notamment, O. ORBAN, *Le droit constitutionnel de la Belgique*, tome II, Les pouvoirs de l'État, Liège/Paris, Dessain/Giard & Brière, 1908, pp. 345-349 ; G. DOR et A. BRAAS, « La Constitution », in *Les Nouvelles*, Lois politiques et administratives, Tome II, Bruxelles, Larcier, 1935, p. 221 ; C. CAMBIER, *Droit administratif*, Bruxelles, Larcier, 1968, pp. 43-46.

³ Note de bas de page n° 10 de l'avis cité : Avis n° 18.638/VR, donné le 13 juillet 1988 sur un projet de loi devenu la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, *Doc. parl.*, Chambre, 1988, n° 516/1, p. 56.

⁴ Note de bas de page n° 11 de l'avis cité : *Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n° 516/1, p. 29.

⁵ Note de bas de page n° 12 de l'avis cité : Voir également l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 1991 tot uitvoering van het decreet van 17 juli 1991 betreffende Inspectie, Dienst voor Onderwijsontwikkeling en pedagogische begeleidingsdiensten.

l'enseignement primaire et l'enseignement fondamental ordinaires subventionnés par la Communauté française, fait de même ⁶.

3. [...] L'inspection doit demeurer un corps distinct de l'administration générale qui, conformément à l'article 24, § 5, de la Constitution et dans l'esprit de l'article 91bis de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée, doit être organisé par le législateur décentral. Régulant le contrôle de ce service conformément à l'article 9 de la loi spéciale, le législateur peut faire relever celui-ci du Gouvernement ».

La section de législation a rappelé ce qui précède dans son récent avis n° 63.485/2 donné le 12 juin 2018 sur l'avant-projet devenu le décret du 13 septembre 2018 'portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs' ⁷.

Contrairement à ce que prévoyait cet avant-projet pour le « Service général de Pilotage des écoles et des Centres psycho-médico-sociaux » ⁸, le présent avant-projet prévoit certes bien, en son article 3, alinéa 1^{er}, que le Service général de l'Inspection est créé « auprès du Gouvernement » (et non pas « auprès des Services du Gouvernement ») et place ce service sous la direction d'un « Inspecteur général coordonnateur » dont le statut est également fixé par le présent avant-projet (et non pas sous l'autorité d'un fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ⁹).

Toutefois, selon l'article 3, alinéa 2, de l'avant-projet,

« le Gouvernement peut déléguer au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif son rôle de coordination entre le Service général de l'Inspection et le Service général du Pilotage des Écoles et des Centres psycho-médico-sociaux, ainsi que son rôle de coordination entre les deux Services généraux précités et les services et directions qui seraient placés au sein de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif ».

⁶ *Note de bas de page n° 13 de l'avis cité* : Ainsi, la Commission permanente de la promotion, créée par l'article 28 du décret du 20 décembre 2001, ne l'est pas au sein du ministère (comparer avec l'article 51, § 1^{er}, de l'avant-projet) ; de même pour la chambre de recours, instituée auprès du Gouvernement (article 97 du décret du 20 décembre 2001) et non auprès du ministère (article 127 de l'avant-projet).

⁷ *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2017-2018, n° 664/1, pp. 79 à 81, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63485.pdf>.

⁸ Le projet devenu le décret du 13 septembre 2018 a été adapté à la suite de cette observation du Conseil d'État.

⁹ Dont le statut aurait été fixé par le Gouvernement.

Cette disposition n'a pas lieu d'être car, s'il appartient effectivement au législateur, sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', de décider de faire relever du Gouvernement le Service général de l'Inspection, en revanche, comme l'a rappelé à maintes reprises la section de législation, c'est au Gouvernement lui-même qu'il appartient, en vertu de l'article 69 de la même loi spéciale, d'accorder des délégations pour l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés, sans que le législateur décréte ne doive ni ne puisse prévoir de telles délégations.

Plus fondamentalement, force est de constater que le présent avant-projet ne se limite pas à permettre au Gouvernement de déléguer une tâche de coordination entre des services au fonctionnaire général en question mais qu'il confie directement à ce dernier des missions qui ont pour effet concrètement de placer le Service général de l'Inspection sous la direction de ce fonctionnaire général.

Ainsi, s'agissant des « missions d'audit » faisant l'objet de l'article 4, § 1^{er}, de l'avant-projet, missions qui, en vertu des articles 67, §§ 8, 12 et 13 du décret du 24 juillet 1997 'définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre' peuvent être effectuées « par le Service général de l'Inspection, selon les modalités fixées par le Gouvernement, à la demande du directeur de zone ou du pouvoir organisateur », le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de cet article 4 prévoit que ces demandes d'audit doivent être « validées » par le fonctionnaire général en question, et l'alinéa 3 du même paragraphe précise que ce dernier « fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission ». S'il revient, en vertu du même alinéa 3, à l'Inspecteur général coordonnateur de « déterminer[r] le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base de laquelle la mission est réalisée », il devra le faire « en concertation » avec le même fonctionnaire général.

S'agissant des « missions d'évaluation » faisant l'objet de l'article 4, § 2, si elles peuvent être proposées par le Service général de l'Inspection au Gouvernement, de telles propositions devront se faire « via » ce même fonctionnaire général, qui, comme pour les missions d'audit, « fixera la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection ». Il en va de même pour les « missions d'investigation et de contrôle », visée à l'article 4, § 3, dont l'alinéa 5 prévoit qu'elles sont exécutées « à la demande » de ce même fonctionnaire général pour les « missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative », qui ne pourront être exécutées qu'« avec l'accord » de ce même fonctionnaire général.

Les articles 5 à 7 de l'avant-projet confient également à ce fonctionnaire général des responsabilités similaires à celles qui viennent d'être décrites.

De tels pouvoirs de direction des missions du Service général de l'Inspection, s'ils ne sont pas exercés par le Gouvernement lui-même, ne pourraient, sans méconnaître l'article 24, § 5, de la Constitution, être confiés, même sur la base de l'article 69 de la loi spéciale du 8 août 1980, à un membre du personnel dont le statut n'est pas fixé par décret.

L'ensemble de l'avant-projet sera revu pour tenir compte de cette observation.

2. Contrairement au décret du 8 mars 2007 'relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques', l'avant-projet s'appliquera également aux inspecteurs des cours de religion israélite, orthodoxe, protestante, islamique et catholique dans l'enseignement primaire et secondaire, ordinaire et spécialisé ¹⁰.

À ce sujet, la section de législation a exposé ce qui suit dans l'avis n° 41.215/2 précité ¹¹ :

« A. Objet et champ d'application de l'avant-projet

[...]

4. Selon l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 3, de l'avant-projet, son titre premier ne s'applique pas à l'enseignement des cours de religion ¹². Le statut des inspecteurs de religion des établissements organisés par la Communauté est réglé par l'article 31 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française. Les inspecteurs de religion des établissements subventionnés sont toujours privés de statut ¹³.

Selon l'exposé des motifs du projet devenu le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, 'à l'heure actuelle, l'inspection des cours de religion dans l'enseignement officiel subventionné est assurée par les inspecteurs de religion du réseau de la Communauté française' ¹⁴. Cette pratique n'est toutefois pas prévue par un texte et entre en contradiction avec l'article 9 de la loi du Pacte scolaire, qui distingue l'organisation de l'inspection, suivant qu'elle intervient dans les établissements de la Communauté ou dans les autres établissements officiels. Dans le premier cas, l'alinéa 4 prévoit qu'elle est assurée 'par les délégués des chefs de culte nommés par le Ministre de l'Instruction publique sur proposition des chefs de cultes intéressés'. Dans le second cas, l'alinéa 5 prévoit qu'elle est assurée 'par les délégués des chefs de cultes' qui ne font pas l'objet d'une nomination par l'autorité.

En outre, aucun texte ne définit les missions ni n'organise le fonctionnement des services d'inspection des cours de religion. L'article 9, alinéa 5, de la loi du Pacte scolaire dispose, s'agissant de l'enseignement officiel subventionné, que les inspecteurs

¹⁰ Cette inspection concernera dorénavant, de manière générale, l'ensemble des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française.

¹¹ *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2006-2007, n° 340/1, pp. 148 et 149.

¹² *Note de bas de page n° 1 de l'avis cité* : Sur la question de la différence de traitement générée entre les inspecteurs des cours de religion et ceux des cours de morale, il est renvoyé à l'avis 39.507/2, donné le 21 décembre 2005 sur un avant-projet devenu le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, *Doc. P.C.F.*, session 2005-2006, n° 223/1.

¹³ *Note de bas de page n° 2 de l'avis cité* : Voir déjà en ce sens l'avis 31.819/4, donné le 10 octobre 2001 sur un avant-projet devenu le décret précité du 20 décembre 2001, *Doc. C.C.F.*, session 2001-2002, n° 219/1.

¹⁴ *Note de bas de page n° 3 de l'avis cité* : *Doc. P.C.F.*, session 2005-2006, n° 223/1, p. 9.

‘remplissent leur mission dans les conditions à déterminer par arrêté royal’. Or cet arrêté n’a jamais été pris ¹⁵.

Ces différentes lacunes doivent être comblées ».

Il convient dès lors, afin de restreindre le champ d’application de l’arrêté royal du 25 octobre 1971 ‘fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d’enseignement de la Communauté française’, de modifier son intitulé et son article 1^{er}, ainsi que d’abroger son article 31.

Cependant, comme le prévoient les articles 31 et 32 de l’arrêté royal du 25 octobre 1971, le chef du culte doit aussi intervenir, aux côtés du Gouvernement, pour la nomination des inspecteurs de religion et l’application du régime disciplinaire.

En effet, comme l’a rappelé la section de législation dans son avis n° 39.507/2 ¹⁶,

« [i]l se déduit de [la] jurisprudence [de la Cour constitutionnelle] fondée sur les articles 21 et 24 de la Constitution que les maîtres et professeurs de religion dépendent, tout au long de leur carrière, de deux autorités distinctes, à savoir, les organisations ecclésiastiques et le pouvoir organisateur. Le décret fixant leur statut doit donc veiller à conjuguer l’intervention de ces deux autorités depuis la désignation des maîtres et professeurs de religion jusqu’à leur sortie de charge, en passant par l’inspection pédagogique et le contrôle disciplinaire dont ils font l’objet ».

Il y a également lieu d’adapter l’article 9, alinéas 1^{er} à 3, de la loi du 29 mai 1959 ‘modifiant certaines dispositions de la législation de l’enseignement’ ¹⁷, et ce dans le respect de l’article 21 de la Constitution. Sur ce dernier point, la Cour constitutionnelle, dans son arrêt n° 45/2017 du 27 avril 2017, a considéré ce qui suit :

« B.20.2. L’inspecteur de religion qui a perdu la confiance du chef du culte dont il relève doit être privé de sa fonction par son employeur, en l’espèce la Communauté française, mais uniquement lorsque les motifs de cette perte de confiance sont de nature à indiquer raisonnablement que l’intéressé a porté atteinte au devoir de loyauté dû à la communauté religieuse dont il relève et que ces motifs peuvent être admis dans une société démocratique ».

Il est également tenu compte de ce que, dans l’exercice des missions des inspecteurs du cours de religion, ceux-ci veilleront au respect des programmes de ce cours, auxquels les chefs de culte auront collaboré dans leur processus d’adoption ¹⁸.

¹⁵ Note de bas de page n° 4 de l’avis cité : Voir déjà en ce sens l’avis 39.507/2, précité.

¹⁶ Avis n° 39.507/2 donné le 21 décembre 2015 sur un avant-projet devenu le décret du 10 mars 2006 ‘relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion’ (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2005-2005, n° 223/1, p. 172, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/39507.pdf>).

¹⁷ Les alinéas 1^{er} à 3 de l’article 9 de loi du 29 mai 1959 ont été abrogés par le décret du 30 juin 2016. Les alinéas 4 à 6 anciens sont dès lors devenus les alinéas 1^{er} à 3 nouveaux de cet article 9.

¹⁸ Voir sur ce point l’avis n° 59.026/2 donné le 13 avril 2016 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté française du 30 juin 2016 ‘rendant applicable aux maîtres et professeurs de religion le décret du

3. Comme le relève le commentaire des articles, les articles 8 à 139 reproduisent la plupart du temps celles du décret 8 mars 2007.

S'agissant des dispositions qui ne font que reproduire ou qui n'apportent que des modifications de détails à celles correspondantes du décret du 8 mars 2007, il est renvoyé à l'avis que la section de législation a consacré à ce décret alors en projet.

Certaines modifications ont été apportées afin de faire correspondre ce statut à des statuts plus récemment adoptés par la Communauté française. Il est à cet égard renvoyé aux avis plus récemment consacrés aux avant-projets portant statut de certaines catégories de membres de personnel de l'enseignement.

Sauf exceptions, ne feront dès lors l'objet d'observations particulières que les dispositions statutaires qui soulèvent une question nouvelle.

À cet égard, il serait utile que l'exposé des motifs comprenne un tableau de concordance entre les articles de l'avant-projet et ceux du décret du 8 mars 2017.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 1^{er}

Au 8° et au 9°, il convient de remplacer les mots « du décret du XXX » par les mots « du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs ».

Article 4

Au paragraphe 3, alinéa 4, et au paragraphe 4, alinéa 2, il est fait état de l'obligation pour le Gouvernement de mettre en œuvre l'habilitation qui lui est conférée dans le respect des « droits de la défense ».

Dans le contexte de ces habilitations, mieux vaut évoquer plutôt la notion de droit à faire valoir le point de vue des intéressés.

Cette observation vaut *mutatis mutandis* pour les autres dispositions analogues de l'avant-projet.

11 avril 2014 règlementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française et portant diverses mesures en matière de titres et fonctions', spécialement l'observation n° 1.3 (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2015-2016, n° 301/001, pp. 59 à 72, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59026.pdf>).

Article 8

La rédaction de l'alinéa 1^{er} de l'article 8 laisse entendre que la liberté d'enseignement, qui, par ailleurs, résulte déjà de l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution, se limiterait à l'obligation pour le Service général de l'Inspection de « s'abst[enir] de toute directive concernant les méthodes pédagogiques et [de] respecte[r] la liberté du pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires ».

Pareille approche est trop restrictive au regard de la liberté d'enseignement.

Le mot « notamment » sera inséré entre les mots « il s'abstient » et les mots « de toute directive [...] ».

Une observation analogue vaut pour l'alinéa 2.

Article 13

Au paragraphe 2, il convient de remplacer les mots « à l'alinéa 1^{er}, 7° à 9° » par les mots « au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6° à 8° ».

Articles 19, 28, 54 et 63

Aux articles, 19, alinéa 3, 28, alinéa 3, 54, § 4, alinéa 3, et 63, § 5, alinéa 3, il convient de remplacer chaque fois les mots « Dans le respect de la législation » par les mots « Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ».

Article 60

Il convient de remplacer les mots « Sans préjudice de l'application de l'article 141 » par les signes et les mots « § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 143 ».

Article 62

Selon l'article 62, alinéa 1^{er},

« il est d'office mis fin à la désignation à titre provisoire du membre du personnel lorsque celui-ci fait l'objet de l'une des sanctions disciplinaires visées à l'article 105, 2° à 7° ».

L'article 105, alinéa 1^{er}, 2° et 3°, de l'avant-projet prévoit qu'une réprimande ou une retenue sur traitement peuvent être infligées aux membres du personnel du Service général de l'Inspection.

Or, à la différence de l'article 74 du décret du 8 mars 2007, la disposition à l'examen permet de mettre fin à la désignation à titre provisoire lorsque le membre du personnel a fait l'objet de l'une de ces deux sanctions disciplinaires (voir également l'article 84, alinéa 2, de l'avant-projet).

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier si telle est bien son intention, compte tenu du principe de proportionnalité.

Articles 79 et 80

Les mots « À partir du 1^{er} janvier 2009 » et « À partir du 1^{er} janvier 2015 », au début, respectivement, de chacun des deux alinéas des articles 79 et 80, paraissent ne plus avoir de sens à la date à laquelle l'avant-projet sera adopté.

Ils seront omis.

Article 84

Il convient de remplacer les mots « l'article 105, 4° à 7° » par les mots « l'article 105, alinéa 1^{er}, 4° à 7° ».

Article 105

À l'alinéa 1^{er}, il convient de remplacer les mots « 8° révocation » par les mots « 7° révocation ».

Article 110

L'article 110, alinéa 2, a pour objet de préciser les modalités de l'audition préalable d'un membre du personnel dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

Il est notamment prévu que

« [l]a procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté ».

À ce propos, il est renvoyé à l'avis n° 32.243-32.244-32.245/2 ¹⁹, dans lequel la section de législation du Conseil d'État a observé ce qui suit :

« L'article 165bis, § 3, en projet, prévoit que la décision relative à une mesure de suspension préventive intervient même si l'agent n'était pas présent lors de l'audition. Interrogée sur le point de savoir si cette règle vaut aussi lorsque ce dernier ou son défenseur peuvent faire valoir une cause d'empêchement légitime (par exemple, une maladie attestée par un certificat médical), la déléguée du ministre a apporté la réponse suivante :

‘... la procédure se poursuit en effet si, pour une raison quelconque, ni le membre du personnel ni son défenseur ne se présentent à l'audition. Il s'agit en effet de permettre à la procédure de suspension préventive – qui est par définition une procédure se voulant rapide – de ne pas être paralysée dans des situations telles que l'incarcération de l'intéressé (qui a la faculté de se faire représenter) ou encore d'éviter que l'intéressé n'use de manœuvres dilatoires (notamment par le recours à un certificat médical) afin de retarder cette procédure. Rappelons que la suspension préventive peut intervenir afin de protéger la personne contre elle-même, d'éviter une tension au sein du centre’.

Cette réponse ne peut être prise en considération, dans la mesure où elle ne prend pas en compte les circonstances de force majeure de nature à justifier l'absence de présentation à l'audition de l'agent ou de son défenseur » ²⁰.

L'article 110 appelle la même observation.

Articles 135 et 136

Les articles 135 et 136 concernent la réduction du traitement en cas de suspension préventive.

¹⁹ Avis n° 32.243-32.244-32.245/2 donné le 3 décembre 2001 sur un avant-projet devenu le décret du 31 janvier 2002 ‘modifiant certaines dispositions relatives au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ainsi que des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux’ (32.243/2), un avant-projet devenu le décret du 31 janvier 2002 ‘fixant le statut des membres du personnel technique subsidiaire des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés’ (32.244/2) et un avant-projet devenu le décret du 31 janvier 2002 ‘fixant le statut des membres du personnel technique subsidiaire des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés’ (32.245/2) (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2001-2002, n° 230/1, p. 64, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/32243.pdf>).

²⁰ Voir également en ce sens l'avis n° 51.347/2 donné le 15 octobre 2007 sur un avant-projet devenu le décret du 13 décembre 2007 ‘portant diverses mesures en matière d'enseignement’ (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., n° 483/1, p. 44, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/51347.pdf>) et l'avis n° 63.485/2 donné le 12 juin 2018 sur un avant-projet devenu le décret du 13 septembre 2018 ‘portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs’ (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2017-2018, n° 664/001, pp. 76 à 90, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63485.pdf>).

Il est prévu que le traitement du membre du personnel suspendu préventivement qui fait l'objet d'une proposition de sanction disciplinaire prévue à l'article 105, 4°, 5°, 6° et 7°, est fixé à la moitié de son traitement d'activité (article 135, alinéa 2, 5°) et qu'à l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si le Gouvernement inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 105, 4°, 5°, 6° et 7° (article 136, alinéa 1^{er}, 1°).

Or, tout comme les sanctions disciplinaires visées à l'article 105, alinéa 1^{er}, 4° à 7°, la rétrogradation constitue également une « sanction disciplinaire majeure ».

Aux articles 135, alinéa 2, 5°, et 136, alinéa 1^{er}, 1°, il convient dès lors de remplacer les mots « l'article 105, 4°, 5°, 6° et 7° » par les mots « l'article 105, alinéa 1^{er}, 4°, 5°, 6° et 7°, ou alinéa 2 ».

Article 141

Selon les articles 141, alinéa 1^{er}, et 143, alinéa 1^{er}, les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du décret en projet, sont nommés à titre définitif à la fonction d'inspecteur en vertu du décret du 8 mars 2007 sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection dans la même fonction, à la date d'entrée en vigueur du décret en projet.

Comme le précise l'article 32, alinéa 1^{er}, de l'avant-projet, l'annexe contient la liste des fonctions pouvant être exercées au sein du Service général de l'inspection.

Or, cette liste ne correspond pas entièrement à celle qui figure à l'article 28, 1°, du décret du 8 mars 2007.

Il convient dès lors d'établir un tableau de correspondance entre les fonctions visées à l'article 28, 1°, du décret du 8 mars 2007 et celles visées à l'annexe de l'avant-projet.

Article 149

C'est à bon escient que l'avant-projet, lequel ne concerne que le Service général de l'Inspection, ne tend pas à abroger les dispositions relatives au Service de conseil et de soutien pédagogique.

Par conséquent, il convient de remplacer les mots « à l'exception des articles 4, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 » par les mots « à l'exception des articles 4, 5, 17 à 25 et 149 à 156 » et d'adapter l'intitulé du décret du 8 mars 2007.

Article 150

1. Il convient de remplacer les mots « Art. 148. Le présent décret entre en vigueur ... » par les mots « Art. 150. Le présent décret entre en vigueur ... ».

2. Les articles 146 à 148 tendent à modifier des dispositions du décret du 13 septembre 2018 'portant création du Service général de Pilotage des Écoles et des Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs', lequel est entré en vigueur le « jour de son adoption ».

L'entrée en vigueur des articles 146 à 148 ne dépend donc pas de celle des autres dispositions du décret en projet.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT